

ois de langue



# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14832 - 7 F

- DIMANCHE 4 - LUNDI 5 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

## France-OTAN : le dogme en question

COMME en a témoigné le colloque international sur la sécurité organisé cette semaine à Paris, la France souffre alternativement le chaud et le froid à la face de ses alliés.

D'une part, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, ne dit à mots feutrés, prêt à réoccuper son siège - après un quart de siècle d'absence - dans des instances de l'OTAN qui débattent des orientations militaires au sein de l'Alliance atlantique. Pourquoi pas le comité des chefs d'état-major ou le comité des plans de défense ? Le propos est généralement bien accueilli par les alliés, à quelques nuances près chez ceux qui retiennent le refus de la France de réintégrer les commandements intégrés. D'autre part, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, condamne avec vigueur le projet américain d'un bouclier spatial antimissile, qui, à ses yeux, aurait l'inconvénient de relancer la course aux armements. Ce point de vue irrite ceux des alliés des Etats-Unis qui veulent être associés à un tel programme, en arguant du fait qu'il offre l'avantage de préserver l'Europe d'une menace balistique.

C'EST probablement la double leçon que les invités à ce colloque de Paris auront tirée de ces deux jours et demi de réflexion. Un enseignement qui reflète assez bien la place souvent ambiguë de la France dans le concert allié, à savoir sa volonté - quel que soit son gouvernement - de se montrer critique envers tout ce qui peut, de près ou de loin, lui rappeler une quelconque attitude hégémonique des Américains.

En revanche, une proposition avancée et par M. Bérégovoy et par M. Joxe est passée - à tort - davantage inaperçue, alors qu'elle traduit, à la suite de déclarations antérieures de M. François Mitterrand dans le même sens, une action délibérée de la France pour la mise sur pied d'une dissuasion européenne.

Tant le premier ministre que son ministre de la défense ont, en effet, plaidé pour un élargissement, avec le Royaume-Uni, de la garantie nucléaire des deux pays à l'ensemble du continent européen. Certes, ni M. Bérégovoy ni M. Joxe ne se sont étendus sur les moyens pratiques censés transformer une telle perspective en une réalité d'avenir. Mais on sait que diverses options ont déjà été envisagées ici ou là, comme une répartition concertée des patrouilles assurées à la mer par les sous-marins nucléaires des deux pays ou encore la mise à l'étude d'un missile air-sol commun aux deux armées de l'air.

Le ministre britannique de la Défense, M. Malcolm Rifkind, a, semble-t-il, laissé la porte ouverte à cette éventualité d'une coopération entre les deux seules puissances nucléaires en Europe de l'Ouest. A tout le moins, il ne l'a pas écartée officiellement. Simplement, il a aussitôt nuancé la suggestion française dans un sens qui pourrait en affaiblir le contenu, en allant formellement cette dissuasion européenne à celle des Etats-Unis dans le cadre des accords nucléaires existants.

Dans ces conditions, pour les Français, c'est un nouveau pas en avant qui leur est demandé de faire : entrer au groupe des plans nucléaires de l'OTAN. Un pas qui marquerait la rupture avec les dogmes gaullistes de 1966.

M0146 - 1005 0 - 7.00 F



## Le sommet de Libreville Les débats franco-africains dominés par la crise économique

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, représentera - en raison de l'état de santé du chef de l'Etat - la France au dix-septième sommet franco-africain, qui s'ouvrira le lundi 5 octobre, pour trois jours, à Libreville, capitale du Gabon. Deux ans après le fameux sommet de La Baule, où

M. François Mitterrand avait incité les dirigeants des pays africains à s'engager sur la voie de la démocratie, l'absence du président de la République française facilitera la tâche de Paris, qui voudrait s'intéresser davantage aux graves difficultés économiques de l'Afrique.

### Prime à la stabilité

par Marie-Pierre Subtil

Pour la circonstance, la « Cité du 12 mars » - date anniversaire de l'ex-parti unique gabonais - a changé de nom. C'est à la « Cité de la démocratie » qu'aura lieu le dix-septième « sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de France et d'Afrique ».

Absent pour raisons de santé, le président François Mitterrand ne sera malheureusement pas là pour apprécier ce geste, symbole du « toilettage » auquel certains régimes africains ont procédé depuis la dernière rencontre du genre, celle de La

Baule. Il sera notamment question, à Libreville, d'intégration régionale, de matières premières, de la dette des pays à revenu intermédiaire, et d'ajustement structurel des économies. M. Pierre Bérégovoy devrait être à son affaire, car c'est le chef du gouvernement, accompagné des ministres des affaires étrangères et de l'économie et des finances, MM. Roland Dumas et Michel Sapin, qui représentera la France - une première.

Le sommet de La Baule fut éminemment politique. Celui de Libreville sera-t-il exclusivement économique ?

Lire la suite page 5

## Les ailes dans le « rouge »

Air France, comme les autres compagnies publiques, affronte une compétition sans merci

par Martine Laronche

Air France résiste mal à la crise. Un an et demi après l'annonce d'un premier plan de redressement, la situation n'a fait qu'empirer. Dans le « rouge » depuis 1990, la compagnie aérienne ne parvient pas à s'en sortir. Les perspectives de retour à l'équilibre reculent. Les espoirs sont désormais tournés vers 1994 et non plus vers 1993. Pour se tirer de l'ornière,

M. Bernard Attali, le président du groupe, a annoncé un nouveau plan de rigueur (le Monde du 2 octobre). Pour la première fois dans l'histoire de la compagnie, il est question de licenciements, même si toutes les solutions seront épuisées avant d'en arriver là.

L'an prochain, 1 500 suppressions d'emplois au sol viendront s'ajouter aux 2 500 déjà prévues. Le personnel navigant, habitué à tous les égards, devra lui aussi se

errer la ceinture et abandonner une partie de ses avantages. Les salaires seront très certainement bloqués en 1993. L'entreprise prévoit d'économiser 3 milliards de francs par an afin d'augmenter une capacité d'autofinancement qui se réduit dangereusement.

En rachetant UTA en janvier 1990 pour 7 milliards de francs, Air France a payé au prix fort un quasi-monopole.

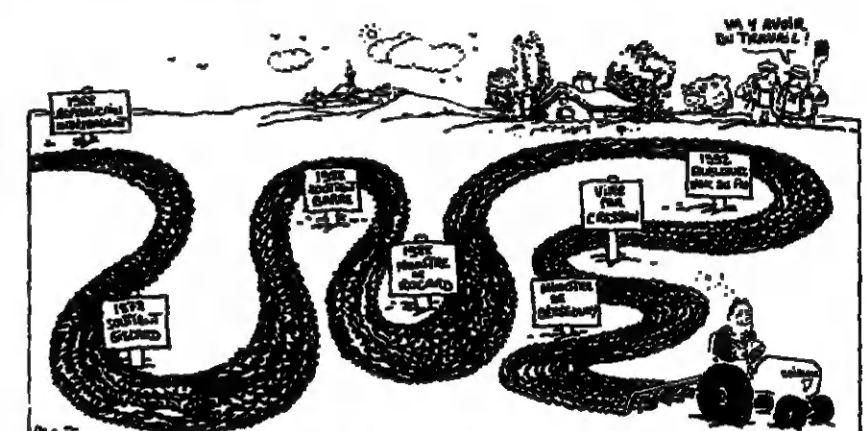
Lire la suite page 17

## Tandis que le gouvernement renoue avec l'« ouverture » Le succès de M. Monory au Sénat conforte l'opposition

M. René Monory, sénateur centriste et ancien ministre, a été élu au deuxième tour, vendredi 2 octobre, président du Sénat en remplacement de M. Alain Poher qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. M. Charles Pasqua s'est retiré de la compétition après avoir été devancé

au premier tour par le candidat de l'UDF.

Au gouvernement, M. Jean-Pierre Soisson, symbole de l'« ouverture », aura la charge, comme ministre de l'Agriculture et du Développement rural, de tenter de réconcilier les ruraux avec le pouvoir.



## La mission de M. Soisson

par Thierry Bréhier

Au lendemain du référendum sur l'Union européenne et à la veille de nouvelles échéances électorales - législatives prévues en mars et, peut-être, un scrutin présidentiel anticipé - chaque camp politique a, en cette fin de semaine, mis de l'ordre dans son dispositif de bataille.

Le président de la République et le premier ministre ont procédé à un remaniement du gouvernement qui, bien loin d'être purement technique, traduit, par le retour de M. Jean-Pierre Soisson, leur volonté de relancer

« l'ouverture » et leur souci de tenter de regagner les voix perdues par la gauche dans le milieu rural.

La droite, grâce à la solidité de l'UDF, a réussi à franchir dans l'unité l'épreuve de la succession de M. Alain Poher à la présidence du Sénat alors qu'elle redoutait d'y élargir, une fois encore, ses divisions.

Le « plateau » du palais de Luxembourg - l'équivalent du « perchoir » du Palais-Bourbon - est un des lieux essentiels du pouvoir de la République.

Lire la suite page 7

### M. Charles Millon au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche à 18 h 30.

### Lire aussi

■ Les grands espaces à l'honneur  
par FRANÇOIS GROSCHARD  
■ La bonne étoile du « shérif »  
par DANIEL CARTON  
et nos informations pages 6 à 8

## Céline, avant

Jean-Louis Martinelli présente aux Amandiers  
« l'Eglise », pièce écrite en 1926

par Michel Cournot

Une scène de l'Eglise. La rue d'Alsace, à Clichy, un matin de novembre 1927. Deux policiers interrogent un médecin, qui exerce là depuis peu, le docteur Bardamu (c'est Louis-Ferdinand Céline, un homme de trente ans). « Parait que vous leur ordonnez des quantités et des quantités d'opium aux malades, et même de la morphine. - Dans les agonies, je suis là jusqu'au dernier moment. Les autres, ils fouent le camp ; ils prennent l'air vexe. Moi, je reste, je pique, je les aide. C'est pour mourir qu'on a besoin de quelqu'un. Pour guérir, on n'a besoin de personne. »

Céline, à Clichy, soigne ce qu'il appelle la pire des maladies : la pauvreté. Une autre scène de l'Eglise : c'est à Genève, dans un bureau de la Société des nations,

la SDN. Le docteur Rajchman (éminent médecin polonais qui créera, après la seconde guerre mondiale, l'UNICEF), demande à Bardamu : « Pourquoi avez-vous fait la médecine ? - C'est surtout par peur des hommes. J'aime mieux les rapports avec ceux qui sont malades. Ceux qui sont bien portants sont si méchants, si bêtes : ils veulent avoir l'air si malin, aussitôt qu'ils tiennent debout, que tout rapport avec eux est presque aussitôt malheureux ! »

Le premier acte de l'Eglise a lieu en Afrique, au Cameroun, en 1916. Céline avait été blessé dans les premières lignes de combat, dès le mois d'octobre 1914, se portant volontaire pour une mission dite très dangereuse. Opéré deux fois, il est affecté au consulat de Londres.

Lire la suite page 14

V.A. GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT HALLES - GAUMONT OPÉRA  
GAUMONT ITALIE - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT HAUTEFILLE  
LA PAGODE - MONTFARNASSE-BIENVILLE - LA BASTILLE - V.I. NATION

CANNES 1992  
GRAND PRIX DU JURY

PRIX OCUMENIQUE

LES  
ENFANTS  
VOLES

IL LADRO DI BAMBINI



« Le film  
qui a  
bouleversé  
le festival  
de Cannes »

UN FILM DE  
GIANNI AMELIO

Battala (St-Lanka)  
ou la kermesse du président

page 4

Les privatisations  
de M. Carignon

Par touches successives, le maire de Grenoble définit une nouvelle façon de gérer le patrimoine de sa ville.

■ La nouvelle génération des cités-jardins. ■ Paris-pièces.  
pages 11 à 13

La semaine complète se trouve page 20

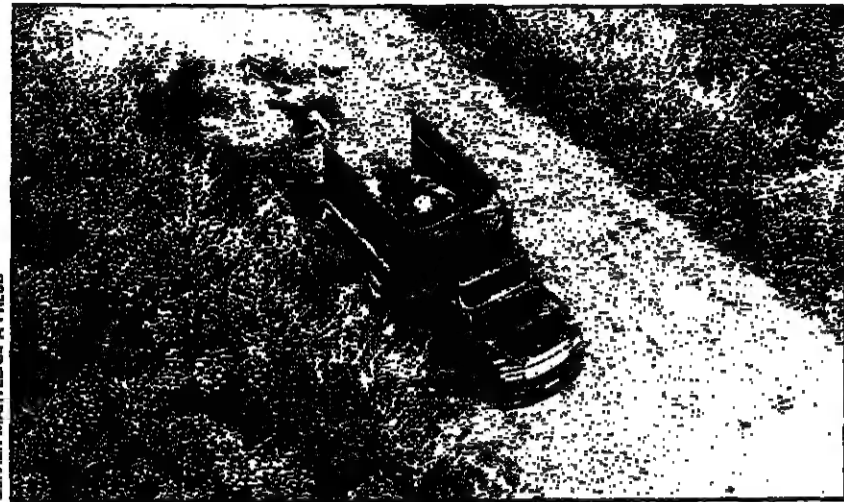
A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 3,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FR ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



# DATES

Il y a vingt ans

## Un génocide sélectif au Burundi



Sur une route, les corps de victimes des massacres de 1972.

Il y a vingt ans, l'été s'achève lorsque les opinions prennent conscience de la gravité des massacres interethniques qui ont ensanglanté le Burundi depuis le début de l'année 1972, dont on tente d'établir un premier bilan.

par René Lemarchand

**E**VOQUANT les atrocités au Burundi en 1972, un observateur averti de l'Afrique jugait bon de les réduire à «de sanglantes bagarres ethniques entre Hutus et Tutsis, qui, au cours des années 1972-1973, firent plusieurs dizaines de victimes». Ce qui, ajoutait-il, avait néanmoins contribué «à faire connaître le pays» (1). Il n'est pas certain qu'un plus grand soul d'objectivité à propos de cette ex-colonie allemande placée sous tutelle belge au lendemain de la première guerre mondiale eût permis d'accroître dans le public la connaissance de cet ancien petit royaume du cœur de l'Afrique, encore nimbé d'images caricaturales et dont les habitants, vus à travers les médias, semblaient condamnés à jamais aux schémas de bandes dessinées opposant les élites hutus loyales et blancs, minorité d'origine hamite, aux cultivateurs hutus, trapus et musclés bantous, taillabés et corvéables à merci.

Le Burundi est l'un des rares pays d'Afrique, en tout cas le premier, où le terme de «génocide» (2) trouve une résonance que justifient à la fois l'étendue et la cible des massacres ainsi que leur caractère délibéré. S'il est impossible de chiffrer le nombre des victimes autrement que de façon très approximative, on peut affirmer que 100 000 Hutus au moins (300 000 selon certaines estimations) furent exterminés. Par rapport à la population totale de l'époque (3,5 millions d'habitants), ce massacre méthodique équivalait pour la France à l'extermination d'environ 2 millions de personnes.

Cette tragédie trouve son origine dans une insurrection hutu, ultime recours face au monopole politique croissant exercé par les Tutsis, et qui, le 29 avril 1972, fit des centaines et peut-être des milliers de morts dans l'ethnie dominante. Cette révolte hutu, bien que localisée dans la région sud du pays, menaçait de s'étendre à l'ensemble du territoire et était susceptible, en tout cas dans l'esprit des dirigeants, d'instaurer une République inspirée du modèle rwandais voisin. Une telle éventualité ne leur eût laissé le choix qu'entre l'exil ou la persécution. En effet, au souvenir des épreuves que connaissent les Tutsis du Rwanda au cours de la révolution hutu qui mit fin à la monarchie (1959-1962), on percevait la nécessité pour l'équipe au pouvoir de tout mettre en œuvre pour réprimer ce mouvement de révolte.

Plus difficile à concevoir est la monstrueuse répression qui suivit. Le «nettoyage ethnique» auquel se livrèrent l'armée et la Jeunesse révolutionnaire Rwagasore, émanation du parti unique, fut ainsi décrit par un chercheur anglais spécialiste de la région (3) : «Des Tutsis appren-

taient instituteurs, dirigeants de mouvements ecclésiastiques, infirmiers, fonctionnaires, commerçants, tous hutus et leur faisaient signe de monter dans leurs Land Rovers. Des bandes de Tutsis rattachaient les faubourgs de Bujumbura et emmenaient des camionnettes de Hutus vers une destination inconnue. Durant tout le mois de mai et jusqu'à la mi-juin, les excavatrices fonctionnaient chaque nuit, aménageant les fosses communes. Dans les écoles secondaires, les maîtres assistaient impuissants aux roulements d'élèves... Ceux qui étaient arrêtés étaient pour la plupart livrés à la nuit même, souvent dévêtus et assassinés à coup de trique même d'arriver à la prison, puis achetés sur place, à la nuit tombante, à coups de gourdin. Il ne fallait pas qu'on gaspille inutilement des cartouches.» La répression prit ainsi la forme d'un génocide sélectif visant à supprimer toutes les couches instruites ou semi-instruites de l'ethnie hutu.

### Hégémonie tutsi

Contrairement à une opinion trop répandue, les tueries de 1972 n'entraînèrent qu'un rapport lointain avec les hostilités tribales ancestrales qui auraient opposé Hutus et Tutsis. L'histoire précoloniale est pratiquement muette sur cette prétendue opposition. Non que les inégalités y furent inconnues. Celles-ci, toutefois, se manifestaient à travers des liens de dépendance personnels qui rendaient solidaires, plus qu'ils n'opposaient, le riche et le pauvre, le cultivateur et le pasteur, le chef et ses sujets, et cela indépendamment des critères ethniques. Sans doute la tutelle belge a-t-elle contribué à accentuer l'illusion d'un clivage ethnique enraciné dans les vieux poncifs de la «bonne hamite» (les Hamites, venus du nord, imposant leur hégémonie sur les autochtones bantous) et, dans nombre de cas, à structurer la distribution du pouvoir en accord avec ce schéma. De là à voir dans la colonisation l'unique raison des massacres, il n'y a qu'un pas, que certains historiens franchissent trop rapidement.

Les enjeux politiques nés de l'in-

dépendance en 1962 sont l'élément moteur de cette recomposition du prisme identitaire Hutus-Tutsis, à la fois génératrice de profond bouleversements sociaux et d'une vision du pouvoir qui boussole les normes traditionnelles. Face à l'éveil d'une conscience politique qui se cristallise autour de pôles ethniques ou ethno-régionaux, la monarchie ne fait plus le poids. Avec l'assassinat du prince Louis Rwagasore, le 13 octobre 1961, le pays perd l'un de ses plus illustres dirigeants. Fils du roi Mwambutsa et leader incontesté de l'Union pour le progrès national (UPRONA), mouvement nationaliste, il laisse un vide qu'aucun de ses successeurs ne pourra combler. La crise éclate en octobre 1965. Devant le refus du roi Mwambutsa de nommer un premier ministre hutu, nonobstant la victoire de leur groupe aux élections législatives d'avril 1965, une poignée d'officiers hutus essayent de prendre le pouvoir, et leur échec, qui se solda par des milliers d'exécutions, laisse désormais le champ libre aux Tutsis pour récupérer l'armée et la gendarmerie et pour, quelques mois plus tard, proclamer la première République.

A la veille des événements de 1972, les éléments hutus étaient pratiquement exclus de l'armée politique. Impuissants à obtenir ce que les élections auraient dû normalement leur octroyer, réduits à un rôle largement symbolique au sein du gouvernement à la suite du complot éventé (ou inventé ?) de 1969, en faisant appel à la fois de plus à la violence pour renverser le régime, ils n'auraient pour seule consolation que de renforcer le poids de son hégémonie.

Hégémonie tutsi, sans doute, mais l'étiquette traduit mal les réalités ethno-régionales qui la sous-tendent. Lorsqu'on s'efforce de faire la part des responsabilités, on a trop tendance à condamner globalement l'ethnie tutsi, sans tenir compte de l'identité régionale du groupe au pouvoir. En 1972, comme c'est encore le cas aujourd'hui, ses membres les plus influents étaient originaires de la province de Bururi, dans le sud du pays. La composante régionale se double, dans bien des cas, d'une identité ethnique himba, sous-groupe tutsi dont les membres se trouvent également dans d'autres provinces, et

envers qui les Tutsis-Banyarugurus (traditionnellement les plus «huppés» parce que plus près des instances du pouvoir royal) ont toujours affecté un souverain mépris. Au sein de ce groupe, trois personnalités portent de très lourdes responsabilités dans les massacres de 1972 : le président en exercice, Michel Micombero, son ministre des Affaires étrangères, André Simbananiye, et Albert Shumba, ministre de l'Intérieur et de la Justice. «Nous allons régler la question hutu pour une génération.» Ainsi Simbananiye expliquait-il la logique de son comportement, alors que la violence s'installait dans les villes et les campagnes.

### Indifférence générale

S'interrogeant sur la surprenante indifférence de l'Occident, et de l'Afrique en général, devant les dimensions du drame, Eugène Adoboli, délégué des Nations unies au Burundi en 1972, en analysait ainsi les conséquences : «La complexité du silence de l'Afrique, et l'indifférence de la communauté internationale n'ont pu que pousser davantage le Burundi dans un mépris total des droits de l'homme, dans un profond gouffre de douleurs, voire dans un cauchemar obsédant (4).»

Le cauchemar devait se traduire une fois de plus en réalité en août 1988, au cours des affrontements qui ensanglantèrent principalement les communes de Ntega et Marangara, dans le nord du pays. Sur un arrière-fond de «grande peur» que suscitait la mémoire des événements de 1972, et qu'entretenaient les multiples provocations des autorités locales, dans un premier temps les groupes de paysans hutus s'en prenaient aux civils tutsis et à ceux des communes voisines. Il n'en fallait pas davantage pour provoquer une sauvagerie répressive. A une moindre échelle, c'est encore le scénario de 1972 qui se dessine à travers la dialectique des affrontements Hutus-Tutsis. En revanche, alors qu'en 1972 rien de ce qui se passait au Burundi ne semblait émouvoir l'opinion internationale, trop préoccupée par les problèmes de la guerre froide, en 1988, le comportement de l'équipe Buyoya suscite de très vives critiques de la part de la communauté internationale. La France, en revanche, ne se départit aucunement de l'attitude de réserve qui fut la sienne en 1972, pas insensible, semble-t-il, à l'occasion offerte de substituer son influence à celle de la Belgique. En fait, le montant des aides financières de la France au Burundi augmenta sensiblement à partir de 1973, celles-ci atteignant de nouveaux paliers au cours des années 80, malgré «la discrimination honteuse développée à l'encontre des Hutus» que dénonçait récemment l'historien Jean-Pierre Chrétien (5).

Quoi qu'il en soit, c'est dans le contexte de ces pressions du dehors qu'il faut situer les réformes introduites par le président Buyoya à l'issue de cette crise : la nomination, en octobre 1988, d'un premier ministre hutu (Adrien Sibomana) et d'un gouvernement «apartiste» Hutus-Tutsis, la mise en place quelques jours plus tard d'une commission pour l'étude de l'unité nationale et l'adoption, en février 1991, par voie de référendum, d'une charte de l'unité nationale. Pour couronner cet édifice unitaire, une nouvelle Constitution inspirée du modèle français, est promulguée en mars 1992. Enfin, le système du parti unique que symbolisait l'UPRONA des débuts de la première République fait place au multipartisme, créant ainsi les conditions juridiques d'une démocratie que devraient sanctionner les élections législatives et présidentielles prévues pour 1993.

Sans préjuger des conséquences ultimes de cette ouverture, une chose est incontestable : le processus de reconstruction nationale engagé par le président Buyoya tranche singulièrement sur la politique de discrimination suivie par la première et la deuxième République. Le thème de l'unité nationale, regain de la Charte du même nom, n'est pas un artifice de langage. Ce souci unitaire s'est

concrétisé tant par l'application du principe de la parité ethnique à toute une série de nominations que par les conditions d'agrément des partis politiques. C'est ainsi qu'au titre III de la Constitution, traitant «Du système des partis politiques», il est stipulé qu'il est «interdit aux partis politiques de s'identifier dans la forme, dans l'action ou d'une autre manière quelconque, notamment à une ethnie, une région, à une religion, à une secte ou à un sexe» (article 57). On ne pouvait mieux signifier à la majorité hutu l'interdiction de s'organiser sur une base ethnique : ce souci d'unité nationale ne serait-il donc qu'un moyen détourné de maintenir les Tutsis au pouvoir ou répond-il, au contraire, comme au Nigeria, à une exigence de solidarité visant à exorciser une fois pour toutes les démons du tribalisme ? Ce n'est pas le moins digne mérite du gouvernement Buyoya d'avoir su introduire une véritable libéralisation du système politique. Reste à savoir si les nouvelles institutions peuvent fonder un Etat de droit.

On ferait preuve de beaucoup d'optimisme en disant que cette marche vers la démocratie n'entraîne pas de grosses difficultés. Certaines sont déjà apparues au cours des événements de novembre 1991 : exaspérés par les arrestations de dizaines de militants du Palipehutu (Parti pour la libération du peuple hutu), globalement taxés d'extrémisme du seul fait d'appartenir au parti, certains Hutus eurent une fois de plus recours à la violence. Quelques mois plus tard, en mars 1992, c'est l'extrémisme tutsi qui témoigne d'un regain d'activité. Après une tentative de coup d'Etat par certaines unités de l'armée dans laquelle se trouvèrent impliqués certains membres du gouvernement (dont le ministre des Affaires étrangères, Cyprien Ndayindimiye), quelque cent cinquante officiers et soldats tutsis sont arrêtés.

### Le rôle déterminant de l'armée

Dans cette situation de dérapage, pour l'heure contrôlée, l'armée est appelée à jouer un rôle déterminant. Sans son appui, le régime se serait déjà effondré ; sans ses excès, il jouerait d'une plus grande légitimité, en tout cas auprès des Hutus. On comprend pourquoi, devant une armée entièrement dominée par les Tutsis, celle-ci est devenue l'objet central des revendications partielles hutus, et pourquoi, en revanche, le régime Buyoya n'a que bien timidement manifesté sa volonté d'y donner suite.

De même, il suffit de regarder les origines ethno-régionales de la troupe et du commandement, en majorité de la province de Bururi, pour comprendre l'intransigeance du régime devant un certain nombre d'intellectuels, hutus et tutsis, demandant que les individus responsables des atrocités de 1972 et de 1988 soient appréhendés, jugés et punis suivant la loi, et que soit instituée une journée de deuil national en mémoire des victimes, hutus et tutsis confondus. Si l'on peut s'interroger sur l'opportunité de rouvrir de si profondes cicatrices, il faut aussi remarquer que, en mettant l'armée au banc des accusés, le régime risquerait de s'aliéner le soutien de la principale institution sur laquelle repose son pouvoir. Et pourtant, pour beaucoup de Burundais, c'est au prix de cette confrontation avec l'histoire, et à ce prix seulement, que peut se sceller une véritable réconciliation nationale.

► René Lemarchand est professeur à l'université de Floride.

(1) Philippe Decraene, «Burundi : au fil de la deuxième République», *Le Monde diplomatique*, juillet 1978.

(2) L'expression «génocide sélectif» est empruntée à un mémorandum confidentiel adressé au département d'Etat américain au lendemain de la tuerie. Cf. le rapport de la Fondation Carnegie intitulé «Passing by : the United States and genocide in Burundi», 1972.

(3) Jeremy Greenland, «Black Racism in Burundi» in *New Blackfriars*, Oxford, 1973.

(4) Voir actes des Journées de réflexion des Burundais résidant à l'étranger, Genève, 3-10 juin 1990 (Genève : Editions GRBS, octobre 1990), page 61.

(5) Jean-Pierre Chrétien, «Le régime de Kigali et l'intervention française au Rwanda : sortir du silence», *bulletin Châpe*, février-mars 1992, page 4.

### Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUBOURG  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-89  
Téléc : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 201.311 F

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

### Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cros  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tsafiri  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Téléc : MONDIPUB 434 128 F  
(Téléc : 46-62-72-72) Société Générale de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA

Imprimerie de « Le Monde »  
12, rue de Valenciennes  
94852 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et indices du Monde au (1) 40-65-25-33  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

### TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

### ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif normal) CEE
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 890 F	2 006 F	2 980 F

**ÉTRANGER :**  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE**  
3 mois 6 mois 1 an  
☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tout les mots propres en capitales d'imprimerie.  
PP, Paris RP 221 MA 02

### Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Freppart, directeur de la rédaction Jacques Guin, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombini, Robert Solé, rédacteur en chef de la rédaction

Yves Agnès, Jacques Anselmi, Thomas Frenkel, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

Daniel Vermet, directeur des relations internationales

André Lemaire, Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Faure (1989-1990), André Lemaire (1990-1991), André Fontaine (1991-1992)

## "GRAND JURY"

### RTL - Le Monde

# CHARLES MILLON

PRESIDENT DU GROUPE UDE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

ANIMÉ PAR YVONNE MARQUE

18H30 DIMANCHE EN DIRECT SUR RTL

AVEC ANDRÉ PASSERON ET JEAN-LOUIS SAUX (LE MONDE) RICHARD ARZT ET GABRIELLE KIRRE (RTL)



# ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

## M. Bush demande à l'ONU d'interdire l'espace aérien bosniaque à l'aviation serbe

Pour la première fois depuis le début du conflit dans l'ex-Yougoslavie, le président George Bush a annoncé, vendredi 2 octobre, qu'il était prêt à engager des forces pour participer à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine afin d'empêcher les Serbes de bombarder les populations musulmanes.

WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

La décision du président Bush va à l'encontre des positions des chefs du Pentagone qui craignent que des vols de surveillance au-dessus de la Bosnie soient le premier pas dans l'engagement d'un engagement militaire dont ils ne veulent pas. Mais, pour une raison ou pour une autre, l'administration paraît estimer qu'il lui est difficile de rester passive devant l'aggravation de la situation sur le terrain et, notamment, les violations répétées par les Serbes de tous les engagements qu'ils avaient pris, fin août, lors de la conférence de Londres. La presse et le département d'État viennent de diffuser des informations confirmant le massacre de prisonniers dans les camps de détention serbes. Les mêmes sources assurent que les milices serbes de Bosnie ont récemment accusé leur campagne de « nettoyage ethnique » afin de chasser de leurs domiciles, par la terreur, des centaines de milliers de musulmans.

L'administration craint, en outre, que l'hiver ne provoque des dizaines de milliers de morts dans les populations civiles musulmanes assiégées, notamment à Sarajevo. Enfin, cette semaine, le Congrès a manifesté son

impatience devant l'impuissance avec laquelle les Serbes continuent à martyriser les communautés musulmanes de Bosnie. Plusieurs sénateurs ont appelé à une modification de l'embargo sur les armes imposé à l'ex-Yougoslavie : ils jugent incongru que les Bosniaques ne soient pas autorisés à s'équiper pour faire face à des agresseurs disposant d'une supériorité militaire écrasante.

Dans une déclaration de trois pages diffusée par la Maison Blanche, M. Bush a annoncé : « En coopération avec nos amis et alliés, nous allons chercher à obtenir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui interdise tous les vols dans l'espace aérien bosniaque à l'exception de ceux autorisés par l'ONU. » « Si on le leur demande, nous pourrions le président, les États-Unis participent à la mise en œuvre de cette disposition. » Il s'agit d'interdire à l'aviation de la Serbie de continuer à appuyer les milices serbes de Bosnie dans leurs attaques contre les populations musulmanes de cette République.

Dissuader ou interdire ?

À l'ONU, Américains, Britanniques et Français se sont entretenus, vendredi après-midi, de l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne. Une heure à peine après la déclaration de M. Bush, les États-Unis déposaient un projet de résolution en ce sens au Conseil. Un projet concernant l'espace aérien bosniaque avait déjà été déposé par la France il y a deux semaines. Ce document, qui a le soutien des Britanniques, paraît plus timide que celui des Américains quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre. Le texte européen parle d'observateurs dans tous les aéroports

concernés et de vols de reconnaissance; celui des États-Unis fait référence au chapitre 7 de la Charte de l'ONU, qui prévoit l'utilisation de la force.

Dans le texte français, le but est d'abord de « dissuader »; dans l'autre, on paraît prêt à intercepter d'éventuels contreavions, voire à les mettre hors de combat. La différence tient sans doute au fait que les États-Unis n'ont pas déployé un seul soldat sur le terrain dans le cadre de la force des Nations unies. En cas d'utilisation de la force aérienne, les hommes de la FOR-PRONU pourraient être les premières victimes de représailles serbes.

Une exaspération croissante

Rien ne devait être décidé avant que le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, remette, la semaine prochaine, le rapport dont il a été chargé sur cette question. Selon de bonnes sources, M. Boutros-Ghali serait pas favorable à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, contrairement à M. Cyrus Vance, le représentant spécial de l'ONU à la conférence internationale sur la Yougoslavie.

Le ton de la déclaration de la Maison Blanche révèle l'exaspération croissante de M. Bush devant le comportement des Serbes. Ce texte examine les milices serbes de Bosnie, même si elles ne sont pas nommément désignées. M. Bush se départit de la prudence habituelle de l'administration en se refusant à mettre tout le monde sur le même pied dans le conflit en cours et en parlant de « faire payer les agresseurs » et de « soulager les souffrances des victimes ».

Le président paraît plus ferme que le secrétaire d'État par intérim,

M. Lawrence Eagleburger, qui déclarait encore au début de la semaine que l'administration était catégoriquement opposée à toute forme d'intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie. « J'ai déjà dit cela trente-huit mille fois et je vais le répéter (...) cette ingérence ne peut être régie par l'excès et il est grand temps que tout le monde le comprenne », a lancé M. Eagleburger. Mardi, le chef de l'état-major, le général Colin Powell, avait réitéré, à la « une » du New York Times, son opposition à tout engagement militaire américain dans les Balkans et son scepticisme quant à l'efficacité d'une zone d'interdiction aérienne.

M. Eagleburger avait laissé entendre - à la demande du premier ministre yougoslave, M. Milan Pavic - que les États-Unis pourraient envisager un assouplissement de l'embargo commercial imposé à Belgrade. Là encore, M. Bush paraît être d'un avis différent. Dans sa déclaration, il annonce, sans fournir de précisions, qu'il entend obtenir « un resserrement de l'embargo » appliqué à la Serbie.

La passivité de l'administration face aux massacres, aux campagnes de « nettoyage ethnique », aux bombardements de populations civiles, et souvent critiquée dans la presse américaine. Le candidat démocrate à l'élection présidentielle du 3 novembre, M. Bill Clinton, fait de même. Jeudi encore, dans un discours de politique étrangère prononcé à Milwaukee, M. Clinton a affirmé qu'il serait beaucoup plus enclin que M. Bush à utiliser la force, dans le cadre de l'ONU, pour venir en aide aux populations civiles assiégées dans Sarajevo.

ASFANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

## Réouverture du pont aérien humanitaire

Le pont aérien d'aide humanitaire sur Sarajevo a été rétabli, samedi 3 octobre, a annoncé un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Genève. Un avion de transport américain C-130 Hercules et un avion français C-160 Transall, devaient assurer dans la journée cinq rotations entre Zagreb et Sarajevo pour acheminer une centaine de tonnes de vivres.

Le pont aérien avait été interrompu le 3 septembre, après la destruction en vol d'un appareil italien G-22. A Genève, M. Silvana Foa, porte-parole du HCR, a confirmé que des « garanties de sécurité » avaient été désormais fournies par les belligérants. Les dix-neuf pays qui avaient participé jusqu'à présent au pont aérien ont informé le HCR qu'ils allaient reprendre leurs opérations.

Alors que les combats se poursuivent sur plusieurs fronts en Bosnie, les organisations non gouvernementales (ONG) assurent les besoins matériels de ces nouveaux arrivants et prendra particulièrement soin de ceux qui ont été le plus traumatisés par leur détention et la séparation de leurs proches.

En application de certaines décisions adoptées, fin août, par la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie, une vingtaine de délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont réussi à évacuer 1 360 prisonniers musulmans détenus dans le camp de Tmopolje (le Monde du 2 octobre), rapporte notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniev.

La Bosnie, avait été visité par le CICR dès le 10 août. Six femmes et quinze enfants figurent parmi les personnes libérées - toutes des civils victimes de combats et de la politique serbe de « purification ethnique » (les internements de populations civiles sont formellement interdits par la IV<sup>e</sup> Convention de Genève). Tous les prisonniers, interrogés individuellement par le CICR, avaient exprimé leur volonté d'être transférés loin du camp.

Libérés, les civils ont été accueillis par des représentants du HCR à Karlovac, au sud-ouest de Zagreb. Ils devaient être logés dans des bâtiments situés au cœur de la ville. Certains d'entre eux, ajoute notre correspondant, ont déjà eu la chance de retrouver des membres de leur famille. Le HCR - en collaboration avec la Fédération internationale des sociétés de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge de Croatie et diverses organisations non gouvernementales (ONG) assurera les besoins matériels de ces nouveaux arrivants et prendra particulièrement soin de ceux qui ont été le plus traumatisés par leur détention et la séparation de leurs proches.

Élections générales le 6 décembre en Slovaquie. - Les premières élections présidentielle et parlementaires depuis l'indépendance de la Slovaquie (juin 1991) auront lieu le 6 décembre, a annoncé la présidence, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, à Bratislava. Le nouveau Parlement, composé de deux chambres, contre trois auparavant, sera élu pour quatre ans à la proportionnelle en un tour. Pour l'élection présidentielle, un deuxième tour est prévu le 20 décembre si aucun des candidats n'obtient plus de 50 % des votes au premier tour. - (AFP)

## au Burundi

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie, le président George Bush a annoncé, vendredi 2 octobre, qu'il était prêt à engager des forces pour participer à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine afin d'empêcher les Serbes de bombarder les populations musulmanes.

WASHINGTON et NEW-YORK

de nos correspondants

La décision du président Bush va à l'encontre des positions des chefs du Pentagone qui craignent que des vols de surveillance au-dessus de la Bosnie soient le premier pas dans l'engagement d'un engagement militaire dont ils ne veulent pas. Mais, pour une raison ou pour une autre, l'administration paraît estimer qu'il lui est difficile de rester passive devant l'aggravation de la situation sur le terrain et, notamment, les violations répétées par les Serbes de tous les engagements qu'ils avaient pris, fin août, lors de la conférence de Londres. La presse et le département d'État viennent de diffuser des informations confirmant le massacre de prisonniers dans les camps de détention serbes. Les mêmes sources assurent que les milices serbes de Bosnie ont récemment accusé leur campagne de « nettoyage ethnique » afin de chasser de leurs domiciles, par la terreur, des centaines de milliers de musulmans.

L'administration craint, en outre, que l'hiver ne provoque des dizaines de milliers de morts dans les populations civiles musulmanes assiégées, notamment à Sarajevo. Enfin, cette semaine, le Congrès a manifesté son

**RUSSE**  
M. Gorbatchev interdit de voyager à l'étranger

Interdiction absolue de quitter la Russie, telle est la mesure infligée à M. Mikhail Gorbatchev par la Cour constitutionnelle, vendredi 2 octobre, pour s'être obstiné à refuser de témoigner au procès sur la légalité du Parti communiste d'Union soviétique. Le « citoyen Mikhail Gorbatchev » sera privé du droit de voyager à l'étranger tant qu'il n'aura pas répondu à la convocation des juges. La Cour s'est entendue en appelant les ministres des Affaires étrangères et de la Sécurité à prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'empêcher de passer les frontières.

Depuis l'ouverture des débats, début juillet, l'ancien chef de l'État soviétique s'obstine à refuser de témoigner dans ce qu'il considère être un « procès politique pour [le] dissident ». Il a accusé les juges, mardi, de vouloir « régler des comptes ». A la suite de ses déclarations jugées « offensantes », la Cour lui a adressé, en vain, jeudi, une assignation officielle à comparaître. - (AFP)

ALLEMAGNE : violences xénophobes. - Trois foyers pour demandeurs d'asile ont été attaqués par des jeunes extrémistes, dans la nuit de vendredi à samedi 3 octobre, sur le territoire de l'ex-RDA. A Fürstentum, près de Berlin, une quinzaine de jeunes se sont rassemblés devant un foyer en hurlant des slogans xénophobes et menaçant les occupants. Dans un quartier de Rostock, un petit groupe d'assailants a lancé deux cocktails Molotov sur un foyer. A Weissenau, en Saxe, des inconnus ont projeté un cocktail Molotov sur un bâtiment abritant des étrangers, sans provoquer de dégâts. - (AFP)

IRLANDE DU NORD : opération de commando de l'IRA dans un village. - Un groupe d'une quinzaine d'hommes masqués et armés a sillonné pendant une demi-heure, dans la nuit du jeudi 1<sup>er</sup> au vendredi 2 octobre, les rues de Meig, un petit village situé à cinquante kilomètres au sud-ouest de Belfast.

## Les combats s'intensifient en Abkhazie

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Après la prise, vendredi 2 octobre, dans la soirée, de Gagra, station balnéaire du Nord, par des combattants abkhazes aidés par des volontaires venus d'autres régions du Caucase, les autorités géorgiennes ont annoncé la mort de cent cinquante soldats et de quatre mille résidents pour lutter contre les indépendantistes de cette république autonome, dépendant administrativement de Tbilissi. Selon les autorités géorgiennes, les combats de Gagra auraient fait plus de cent morts, l'attaque des combattants abkhazes et caucasiens étant considérée comme une des plus importantes menées depuis le début des conflits.

Cinq cents des volontaires du Caucase du Nord auraient ainsi pénétré dans Gagra, abandonnée alors par les milices géorgiennes. A Moscou, l'agence Interfax a fait état de tir de missiles Alaskan par les forces abkhazes. Toutefois, selon cette même agence, des avions portant des coquilles russes mais pilotés par des Géorgiens, auraient bombardé les forces de Gagra. Le ministre russe de la Défense a indiqué qu'il s'apprêtait à protester officiellement auprès des autorités géorgiennes. M. Soufian Bepiev, commandant adjoint

## La position de Moscou

MOSCOU

M. Edouard Chevardnadze, le président du conseil d'État géorgien, qui s'est rendu vendredi à Soukhoumi, la capitale abkhaze, a accusé le Parlement russe d'avoir permis un « complot » contre la Géorgie. Le 25 septembre, le Parlement russe avait adopté une résolution demandant la direction géorgienne et appelant à l'évacuation immédiate des forces géorgiennes d'Abkhazie. Dans un télégramme adressé à M. Boris Eltsine, le président géorgien déclare que si les autorités russes n'appliquent pas l'accord de cessez-le-feu du 3 septembre, Tbilissi exigera le départ immédiat des troupes russes de son territoire.

M. Chevardnadze a aussi envoyé un télégramme à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU. Estimant que les autorités russes ne contribuent plus à la situation dans le sud de la Russie, ce qui permet ainsi à « des groupes armés » de s'introduire en Géorgie, il lui demande de convoquer

## Les séparatistes kurdes ont massacré une quarantaine de villageois

ISTANBUL

de notre correspondant

Une quarantaine de villageois kurdes - hommes, femmes et enfants - ont été tués et une vingtaine d'autres blessés lors d'une attaque menée par les miliciens du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) dans la province de Bitlis (Sud-Est anatolien), jeudi 1<sup>er</sup> octobre en fin d'après-midi. Les corps de vingt et un villageois, dont plusieurs miliciens pro-gouvernementaux, ont été retrouvés et dix-neuf autres sont encore portés disparus, présumés ensevelis sous les débris des maisons. Selon des témoins, plusieurs bâtiments brûlaient encore vingt-quatre heures après l'attaque, alors que les survivants se préparaient à enterrer leurs proches dans une fosse commune.

Petit hameau isolé d'une quinzaine de maisons, dans la province de Bitlis accessible seulement après un pénible voyage de deux heures sur un chemin caillouteux, Cevdik, qui est une cible facile pour le PKK. Les miliciens pro-gouvernementaux chargés de protéger le village n'étaient pas en mesure d'offrir une véritable résistance aux quelque cent combattants séparatistes qui ont attaqué Cevdik, armés de lance-roquettes

## Après l'incident en mer Egée

Le président des États-Unis exprime ses « regrets » aux dirigeants d'Ankara

Le président américain, M. George Bush, a téléphoné, vendredi 2 octobre, aux dirigeants turcs, M. Turgut Ozal et Süleiman Demirel, pour exprimer ses regrets après le tir accidentel d'un missile, jeudi 1<sup>er</sup> octobre, par le porte-avions américain Saratoga sur le destroyer turc Muavenet qui a tué au moins cinq marins turcs en mer Egée (le Monde du 3 octobre). Quinze membres de l'équipage ont été blessés, et plusieurs autres sont portés disparus. M. Bush a fait ce geste « pour exprimer l'intense chagrin et regret des États-Unis pour l'accident malheureux et tragique », a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. Le président américain « a exprimé sa profonde sympathie pour les familles des victimes et a assuré aux dirigeants turcs qu'une enquête exhaustive sur cet accident tragique serait engagée », a ajouté M. Fitzwater. - (AFP)

### “Les restes du communisme sont dans la casserole”

Qui a su si bien les accommoder ?\*



### 3617 ELECTRE

TOUTES LES RÉFÉRENCES DE 350 000 LIVRES

Classés par auteur, titre et sujet, 350 000 livres disponibles en langue française, avec un résumé. 500 nouveautés par semaine.

Un service du Cercle de la Librairie

\*Tapez dans titre : Communisme casserole



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la fin du congrès du Parti travailliste

### Le pouvoir des syndicats au sein du Labour a été écorné

LONDRES

de notre correspondant

Le congrès du Parti travailliste s'est achevé, vendredi 2 octobre, à Blackpool, dans la tradition : les délégués ont entonné l'hymne du « Red flag » (drapeau rouge) et adopté une résolution impliquant une forte réduction des dépenses consacrées à la défense nationale. Cette résolution, votée contre l'avis de la direction du parti, ne constitue pas un vrai revers pour son nouveau chef, M. John Smith, tant elle est rituelle. M. John Evans, le président du congrès, n'a surpris personne en indiquant que ce vote ne sera pas pris en compte.

Globalement, M. Smith a de quoi être satisfait d'un congrès qui, tout en confortant son autorité, est apparu sans relief et sans passion (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Les questions risquant de provoquer des divisions internes ont été soigneusement étudiées, même si l'une d'entre elles - la réforme des relations entre le parti et les syndicats - n'a pas pu l'être.

totallement : le « vote groupé » (« block vote ») dont disposent les unions syndicales dans les décisions du congrès a, en effet, été réduit de 90 à 70 % du total des suffrages.

Cette réforme est limitée dans la mesure où, parallèlement, les pouvoirs du congrès ont été réduits, au profit d'un accroissement de ceux de la Commission exécutive nationale, et surtout d'un renforcement de l'influence du « cabinet fantôme ». Toutefois, les syndicats continuent de bénéficier du « vote groupé » de 40 % des voix pour désigner le chef du Labour et les candidats aux élections parlementaires. Enfin, le principe de « un homme, une voix » n'est toujours pas entériné. La marge de manœuvre de la direction est étroite, notamment parce que les syndicats financent plus de la moitié du budget du Parti travailliste et que celui-ci traverse une crise sérieuse de militantisme et de trésorerie, avec un déficit de 2,9 millions de livres (environ 28 millions de francs).

LAURENT ZECCHINI

## A TRAVERS LE MONDE

### AFGHANISTAN

Nouvel ultimatum de M. Hekmatyar

M. Gulbuddin Hekmatyar a lancé vendredi 2 octobre un nouvel ultimatum à Kaboul. Accusant le gouvernement du président Rabbani et du général Massoud d'avoir, ces dernières semaines, harcelé ses troupes en plusieurs points, notamment dans la province de Baghlan, au nord de la capitale, le chef du Hezb-Islami menace de reprendre à partir du dimanche 4 octobre les combats qu'il avait interrompus le 29 août. Le leader intégriste continue d'exiger le départ de Kaboul de tous les militaires qui ont combattu pour l'ancien président Najibullah, en particulier les Ouzbeks du général Dostom. Il entend aussi obtenir que l'armée soit purgée de tous les officiers qui ont servi le régime communiste.

Par ailleurs, M. Hekmatyar a lancé un interdit contre tous les collaborateurs de la BBC opérant dans le pays. Estimant qu'ils se montrent « hostiles à l'islam et aux musulmans », le chef du Hezb menace de les faire arrêter comme espions. La radio britannique, très écoutée dans cette partie du monde, a récemment rapporté que le Pakistan et l'Arabie saoudite, tous deux très engagés en Afghanistan, font des pressions sur le Hezb, afin qu'il respecte la cessez-le-feu. (Reuters, UPI.)

### QATAR

La polémique s'envenime avec l'Arabie saoudite

La polémique entre le Qatar et l'Arabie saoudite, à propos de leur conflit frontalier, s'est envenimée vendredi 2 octobre. Doha affirmait qu'une « importante force militaire saoudienne » avait encerclé, la

veille, un poste-frontière qatariote, où avait déjà eu lieu mercredi soir un premier incident armé (le Monde du 2 octobre).

Un porte-parole saoudien a formellement démenti cette information, exprimant sa « profonde inquiétude » et sa « surprise » face aux déclarations émanant des « frères au Qatar » et affirmant l'attachement de Riyad aux principes de « bon voisinage, de sécurité et du règlement des problèmes par les voies pacifiques ». Pour tenter de circonscrire le conflit, le président égyptien Hosni Moubarak s'est entretenu à plusieurs reprises par téléphone avec le roi Fahd d'Arabie saoudite et le émir du Qatar, cheikh Khalifa Ben Helmed Al Thani. (AFP.)

### Soudan

Pressant appel du pape pour la paix et la liberté religieuse

Recevant à Rome les évêques soudanais, le pape Jean-Paul II a lancé, vendredi 2 octobre, un appel pressant pour la paix au Soudan, invitant « ceux qui tiennent entre leurs mains les destinées du Soudan à abandonner les armes de la guerre et à suivre les voies de la paix ». Il a mis en cause « l'application de la charia [loi islamique] aux non-musulmans [qui] a jeté les bases de la perte de beaucoup de libertés civiles ».

« Toute atteinte à la liberté religieuse porte atteinte à la cause de la paix », a ajouté le souverain pontife qui a invité « la communauté internationale et tous ceux qui dirigent des organisations internationales », à placer « en tête des priorités », l'aide aux victimes innocentes de ce terrible conflit, qui oppose le régime islamiste soudanais aux rebelles chrétiens et animistes dans le sud du pays. (AFP.)

□ M. Jean-Christophe Mitterrand grand officier dans l'ordre national du Mérite. - Au cours d'une cérémonie à Yamoussoukro, la capitale ivoirienne, M. Jean-Christophe Mitterrand a été fait grand officier dans l'ordre national du Côte d'Ivoire, vendredi 2 octobre, en présence du président Félix Houphouët-Boigny. Le fils du président français est conseiller international du président de la Société générale d'entreprise, filiale de la Générale des eaux spécialisées dans les travaux publics. Jusqu'au 5 juillet, il était conseiller à l'Élysée, chargé des affaires africaines. (AFP.)

□ NIGER : nomination de militaires à la tête des régions jugées peu sûres. - Le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a nommé des militaires, jeudi 2 octobre, à la tête des postes administratifs de Bermo, Ingall, Aderbissinat, Banibangu, Abala et Ayorou, zones d'insécurité, où sévit la rébellion touarègue. Cette décision légale partiellement une situation de fait imposée par l'armée qui a déclenché une opération en vue de démanteler la rébellion. En outre, la radio nationale a annoncé, vendredi, que le premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, a fixé par décret au 28 novembre la date du référendum sur le projet de nouvelle Constitution. (AFP.)

□ SOMALIE : une conférence internationale aura lieu les 12 et 13 octobre à Genève. - Tous les membres des Nations unies seront conviés d'urgence à une conférence, les 12 et 13 octobre à Genève, pour trouver les moyens d'assurer la distribution de vivres à la Somalie, en proie à la famine et aux luttes intestines. « Il existe un plan d'action de cent jours, proposé par toutes les organisations humanitaires, pour accélérer et intensifier les efforts de secours et améliorer la coordination », selon un responsable de l'ONU à Genève. (Reuters.) □ TUNISIE : nouvelles arrestations d'islamistes. - Dix personnes appartenant au mouvement islamiste Ennahda - interdit - ont été arrêtées récemment par la police à Sidi-Thabet, au nord de Tunis, rapporte le journal *Asabah*. Selon ce quotidien, ces nouvelles arrestations interviennent après celle, il y a deux semaines, dans la même localité, de dix autres islamistes appartenant au même groupe, et la découverte « d'une cache d'explosifs et de tracts ». Le même journal avait déjà annoncé, le 12 septembre, l'arrestation de vingt militants « clandestins » d'Ennahda, à Sakiet-Sidi-Youssef, proche de la frontière algérienne. En août, deux tribunaux militaires de Tunis avaient condamné 269 dirigeants et militants d'Ennahda à diverses peines de prison, dont 46 à perpétuité. (AFP.)

## ASIE

THAÏLANDE : vainqueur des récentes élections

### M. Chuan a constitué une nouvelle coalition gouvernementale

Nommé premier ministre le 23 septembre, M. Chuan Leekpai, vainqueur des récentes élections, a présenté le 29 septembre la liste de ses ministres au roi de Thaïlande.

BANGKOK

de notre correspondant

Il aura fallu quinze jours au chef du Parti démocrate, arrivé en tête aux législatives du 13 septembre (avec 79 députés, sur 360), pour former un gouvernement de coalition avec ses alliés démocratiques, le Parti de la nouvelle aspiration du général Chaowalit Yongchaiyut (PNA, 51 sièges), le Palang Dharma de M. Chamlong Srimuang (47), et le Parti de la solidarité (8) - ainsi qu'avec une petite formation promilitaire, le Parti d'action sociale (PAS, 22), cela afin de disposer d'une majorité plus confortable au sein de l'Assemblée.

Le chef du PAS, M. Montree Pongpanich, qui avait été jugé « inconstitutionnellement riches par une commission officielle, et dont une partie des

avoirs - 13 millions de dollars - avait été gelés, a accordé de ne pas faire partie du cabinet. A ce prix, M. Chuan peut s'appuyer sur une majorité assez confortable de 207 voix.

Ménées en douceur, les négociations pour la formation du gouvernement n'ont pas moins été difficiles. En particulier l'attitude de M. Chamlong Srimuang, ex-gouverneur de Bangkok, posait problème. Le héros des foules de mai, à qui M. Chuan avait offert le ministère des transports et des communications comme le meilleur des cadeaux des contrats qu'il passe, n'est pas revenu sur une promesse publique de ne pas faire partie d'un cabinet. Pourtant, M. Chuan est parvenu à constituer un cabinet que l'on présente ici comme le meilleur des cabinets des d'histoire de la monarchie constitutionnelle en Thaïlande.

Pour une fois en effet, le premier ministre est un civil élu, et non un militaire. Ce n'est pas moins un ancien commandant suprême des forces armées, M. Chaowalit, qui se retrouve vice-premier ministre et le peu connu M. Chamlong, dont les partisans sont au gouvernement,

l'économie et des finances, vont à des hommes dont la compétence et l'intégrité sont reconnues.

Les affaires étrangères sont confiées à M. Prapong Songai, forte personnalité qui avait indiqué, dès août, qu'il faudrait revoir les relations du pays avec la junte birmane et, surtout, avec les Khmers rouges cambodgiens. M. Chuan est parvenu à trouver une autre perle : un ministre de la défense susceptible de s'entendre avec la hiérarchie militaire tout en lui imposant son autorité.

Le lourd dossier des disparus de mai

M. Chuan a beau être habile, sa tâche n'est pas facile. Les coalitions sont volatiles en Thaïlande. Et les forces armées n'ont pas dit leur dernier mot : elles comptent de nombreux partisans parmi les deux grandes formations de l'opposition parlementaire, le Chat Thai (77 députés) et le Chat Pattana (60). M. Chuan devra aussi accepter que le peu connu M. Chamlong, dont les partisans sont au gouvernement,

conserve une partie de sa liberté. Le général Chaowalit non plus ne passe pas pour un pantefaire facile.

Bonne nouvelle : la reprise de l'économie est plus rapide que prévu. Mais la sanglante répression de mai dernier a laissé des traces : le bilan officiel des victimes est de 52 morts parmi les manifestants, mais les disparus seraient encore plus de 200. Ce dossier-là ne sera pas le plus aisé à régler. Homme de consensus, M. Chuan devra prouver qu'il est un leader capable de prendre des décisions, sans attendre et quand il le faut.

JEAN-CLAUDE POMONTI

□ Fermeture de deux camps de réfugiés cambodgiens. - Les camps de Sok Sana et Site K, au sud-est de la Thaïlande, ont été fermés le vendredi 2 octobre après que les derniers réfugiés cambodgiens qu'ils abritaient les aient quittés pour rentrer dans leur pays d'origine. Environ 240 000 réfugiés se trouvent encore dans des camps en Thaïlande. (AFP.)

## LOIN DES CAPITALES

### Buttala ou la kermesse du président

BUTTALA (Sri-Lanka)

de notre envoyé spécial

Difficile d'imaginer qu'autrefois, du temps des grands rois cinghalais du royaume de Wesala, ces terres assoupies, sans abandonnées, avaient été un véritable grenier, au croisement de multiples routes marchandes.

Coulée dans son éternité, la mer gronde de ses puissants rouleaux en bordure de l'île. Des chemins se faufilent vers les collines qui deviennent une jungle épaisse à mesure qu'elles grimpent en altitude. Pourtant, à l'ombre d'arbres majestueux et pluricentennaires, des vestiges de maisons royales, des enclos de monastères en ruine, des reliques monumentales et des statues géantes attestent la pérennité d'une longue présence humaine enracinée dans la loi bouddhiste. Ainsi, à Maligawita, où deux effigies gigantesques du Bouddha viennent d'être restaurées et rendues à la mémoire oubliée des hommes.

La province d'Uva, dans le sud-est de Sri-Lanka, attend pourtant relever le défi du présent et renouer avec le passé. C'est du moins ce qu'a décidé l'actuel président, et les responsables locaux se sont empressés de monter en marche dans le train du renouveau tiré par la locomotive de Gam Udawa (1). Ce terme, pratiquement inconnu au-delà des frontières nationales, qui, aujourd'hui comme hier, font de Sri-Lanka un monde à part, recouvre un concept particulier dont la paternité est attribuée à M. Ranasinghe Premadasa.

Il y a quatorze ans exactement, quand il bêtisait sa carrière dans le sillage protecteur de Julius Jayawardena, il avait lancé l'idée d'une renaissance des campagnes, sous couvert de freiner l'exode rural. Mélange un peu curieux aux accents populistes d'une bonne volonté trop affichée pour ne pas fleurir la démagogie et d'un élan vers les plus démunis traditionnellement légalisé pour compte, ce mouvement assure, veille, un toit à des villages qui ne pouvaient rêver qu'en rêver, et une renommée à bon compte pour un président en mal de popularité. Un slogan donne le ton : « Nous ne voulons pas de production de masse, nous voulons que les masses produisent ».

Une joyeuse cacophonie

Toujours est-il que l'opposition a beau brader, les principaux intéressés suivent, et quand le manne présidentiel se déverse, c'est avec une bonhomie contagieuse que la population concernée joue le jeu. Cette fois-ci, c'était à Buttala que se déroulait l'événement, car le feu change d'année en année. Inutile de chercher ce nom sur une carte ordinaire, il faut qu'elle soit très détaillée afin d'indiquer la marche à suivre pour y parvenir. Dix jours durant, en présence du président, de sa femme et de quelques ministres se relayant jour après jour, le petit village sort de l'anonymat se donne l'illusion de la grande vie. L'ambiance tenait à la fois de la parade

officielle, d'une procession religieuse, épiques caparponnés en tête, de la foire et du marché aux puces, de l'exposition industrielle et de la fête à Neu-Neu. Manèges, danses rituelles devenues folkloriques, kiosques à musique, marchands ambulants, galeries des honneurs, montagnes russes, feux d'artifice et jeux d'eau, distribution de vêtements et de chaussures, de machines à coudre aux femmes et de machines agricoles aux hommes, dans une joyeuse cacophonie aux couleurs parfois criardes. Toute la province reculée venait s'émerveiller devant des décors en carton-pâte reproduisant des hauts lieux de Colombo ou des sites historiques que les habitants des alentours ne verraient probablement jamais.

Même Air Lanka était mis à contribution pour monter une carlingue grandeur nature en bois, avec de vrais fauteuils d'avion, de vraies hôtesses de l'air qui offrent un rafraîchissement aux pseudo-passagers et des maquettes de la flotte aérienne nationale. C'est grand, c'est poussiéreux, c'est bruyant et ça fait rêver un instant des paysans qui n'ont peut-être jamais à Colombo, la capitale, à quelque 300 kilomètres de là.

Quand les lampes se sont éteintes, les bâtiments en dur érigés pour la circonstance ont été solennellement remis aux autorités locales en vue de servir de point d'ancrage à



la nouvelle université de Monaragala, à une trentaine de kilomètres de Buttala. L'an prochain, un autre village, d'un autre côté de l'île, sera à la fête. Des familles garderont précieusement des images, transformées au fil des ans en souvenirs à raconter aux enfants ; tandis que le gouvernement engagera ailleurs des millions de roupies pour des adductions d'eau, la construction de routes, la restauration d'écoles et de lieux de culte, la mise en place des structures d'un développement toujours aléatoire.



Un peu en marge du temps, des hommes et des événements, Sri Lanka vit sa vie d'île sans trop se préoccuper, sinon sporadiquement, de la violence récurrente, tout au nord dans la presqu'île de Jaffna. Occasionnellement, des échos s'en répercutent jusqu'à Colombo, mais à Buttala... La vie se déroule au rythme ancestral de la verte splendeur des rizières à quasi-maturité, entre ciel et eau. C'est à peine si l'on fait mine de se souvenir des sanglants règlements de comptes avec le JVP (2), quand, il y a encore trois ans à peine, on se caressait chez soi dans le crépuscule, par crainte de raids ou d'attentats.

Ouverte à tous les appétits

« Le gouvernement a mis le paquet. Il y a eu des morts et des victimes innocentes », commente un villageois d'une voix neutre, comme pour exorciser les fantômes encore proches de cette sombre époque. « Maintenant c'est calme. Le travail a repris. On défriche. Et savez-vous qui nous pose des problèmes ? Les éléphants ! Malins, ces animaux. On avait défriché des champs électriques en guise de clôture autour d'un terrain à nettoyer pour une zone franche. Comme c'était sur leur passage, ils ont ramassé des troncs d'arbres déracinés, les ont posés sur les fils qui sont naturellement tombés, et les pachydermes sont passés sans recevoir de décharge électrique ».

Le président s'est fixé pour but de faire de Sri-Lanka un nouvel État industriel en l'an 2000 et de fournir un toit à la population rurale, qui représente 80 % des dix-sept millions d'habitants. Il se dit soucieux avant tout du bien-être de ses compatriotes, n'a jamais jusqu'ici accordé d'interview à aucun journaliste, cinghalais ou étranger, et réclame, par superstition dit-on, à quitter l'île.

En vertu de la volonté présidentielle, l'ensemble du pays est désormais une zone franche ouverte à tous les appétits. « Petit dragon » en devenir, l'île se vante d'offrir aux investisseurs des conditions exceptionnelles de rendement et des perspectives alléchantes. Même si les habitants se rabibâchent parfois, comme quand des amateurs de pittoresque se sont mis en tête de construire un hôtel dans un site protégé alors que les autorités veulent faire prévaloir leurs raisons. En novembre, Colombo accueillera sa première grande foire exposition nationale.

Est-ce la jungle de béton qui finira là encore un jour par l'emporter sur la jungle tout court ? Un rêve aux pieds solidement ancrés sur terre, l'écrivain Arthur C. Clarke, qui habite l'ancienne Ceylan depuis une trentaine d'années, dit que Sri-Lanka était « peut-être la base des grandes expéditions d'exploration du prochain siècle ». A condition toutefois que des Buttala à la puissance dix ou cent n'aient pas irrémédiablement compromis un avenir qui reste à définir.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Renaissance villageoise.  
(2) Mouvement insurgé nationaliste.

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION "SAVOIRS"

LES MERS, Avenir de l'Europe

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## PROCHE-ORIENT

Pour faire pression sur le régime de M. Saddam Hussein

### Le Conseil de sécurité autorise la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, vendredi 2 octobre, une résolution (778) autorisant la saisie des avoirs irakiens qui correspondent à des ventes de pétrole et qui avaient été gelés à l'étranger après l'invasion du Koweït en août 1990, ainsi que du pétrole stocké en Arabie saoudite et en Turquie.

Une partie de ces sommes, qui seront considérées comme un «prêt» par l'Irak jusqu'à l'application des résolutions 706 et 712, sera versée au fonds de compensation pour les «victimes» de la guerre du Golfe. Le coût des travaux de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak sera aussi déduit de ces fonds, ainsi que «la fourniture de secours humanitaires en Irak... en tenant compte des préférences éventuellement exprimées par les États vivants ou fournissant des fonds quant à la répartition de ces fonds entre lesdites activités».

La population irakienne pénalisée par l'embargo général et à financer les opérations de l'ONU en Irak.

Proposé par Washington et coparrainé par plusieurs pays dont la France, le texte de la résolution 778, extrêmement complexe, porte sur des sommes de plus d'un milliard de dollars se trouvant pour la plupart aux États-Unis, ainsi que du pétrole stocké en Arabie saoudite et en Turquie.

Pour calmer les craintes de la communauté financière aux États-Unis, qui avait auparavant protesté contre la décision de Washington de saisir les avoirs irakiens placés dans les banques américaines, le texte dispose que la résolution «sera sans effet sur les avoirs, dettes, et créances existant pour ces fonds avant leur virement au compte sous séquestre» de l'ONU. A la demande américaine également, aucun État «ne sera tenu de faire vider des fonds supérieurs à 200 millions de dollars».

Le ministre des affaires étrangères irakien, qui se trouve depuis deux semaines à New-York, a préféré ne pas assister aux travaux du Conseil. Qualifiant le texte d'«illégitime», M. Al-Sabah estime que le Conseil de sécurité «commence à se prendre pour la Cour internationale de justice».

Dans son discours devant l'Assemblée générale, le ministre irakien a proposé de vendre pour quatre milliards de dollars de pétrole pendant six mois, et de

contribuer à 5 % des revenus au financement des actions de l'ONU en Somalie, en Bosnie-Herzégovine et en Palestine. Cette demande a été refusée par les membres du Conseil. Afin de se concilier ce dernier, les autorités de Bagdad avaient accepté la veille d'accorder trente-six visas à des personnels de l'ONU, dont trente-trois «gardes bleus» - chargés de la protection des personnels engagés dans des opérations humanitaires (le Monde du 3 octobre).

Le refus de Bagdad de renouveler un memorandum avec l'ONU - permettant la présence du personnel des Nations unies et des organisations humanitaires - est une des raisons pour lesquelles le Conseil de sécurité ne veut pas alléger les sanctions économiques imposées à Bagdad; la non-coopération de Bagdad avec la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak en est une autre.

AFSANE BASSIR POUR

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

### L'extrême droite blanche fait front commun avec les dirigeants noirs des homelands

M. Andries Treurnicht, leader du Parti conservateur (CP) favorable à l'apartheid, participera à la rencontre organisée par plusieurs dirigeants noirs opposés aux accords conclus entre le gouvernement et l'ANC. La réunion se tiendra dans quelques jours, à l'initiative de M. Mangosuthu Buthezi, Lucas Mangope et du général Quthuswa, respectivement dirigeants du KwaZulu, du Bophuthatwana et du Ciskei, trois homelands «indépendants» ou autonomes. Selon des sources proches de M. Buthezi, la réunion pourrait également accueillir des représentants du QwaQwa, autre homeland dont les dirigeants sont hostiles à l'ANC, et des responsables de l'Union du peuple afrikaner, récente scission du CP.

C'est la première fois que des Blancs, partisans d'un retour à l'apartheid, et des dirigeants noirs, dont certains, tels M. Buthezi, y sont radicalement hostiles, œuvrent de concert. Cette nouvelle collaboration résulte de leur opposition commune aux résultats du récent sommet entre le président Frederik

de Klerk et celui du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela. Lors de cette rencontre, les deux parties s'étaient mises d'accord sur l'élection d'une Assemblée constituante et sur la mise en place, durant la période intermédiaire, d'un gouvernement d'unité nationale.

«Nous allons pouvoir discuter d'options alternatives à ce que propose de Klerk et Mandela», a assuré un porte-parole du CP, rappelant que son parti voulait transformer l'Afrique du Sud en une «confédération», permettant la création d'un État blanc. Cette solution permettrait également la transformation des actuels homelands en États noirs confédérés, assurant à leurs actuels dirigeants une survie politique qui à toute chance d'être mise à mal dans un autre cadre. L'ANC est, pour sa part, favorable au maintien d'un État unitaire. Quant à M. De Klerk, il a récemment proposé à la discussion la perspective d'une Afrique du Sud fédérale composée de régions dont l'autonomie reste à définir.

des oppositions, ont gardé les rênes en main (Côte-d'Ivoire, Guinée, Tchad, Gabon, Cameroun, etc.).

Les situations les plus chaotiques sont celles des pays qui ont voulu, comme le Bénin - un heureux exemple initié par la France - faire table rase du passé. Or la méthode de la conférence nationale (sorte d'états généraux) a entraîné bien souvent des retours de bâton. Au Zaïre, le maréchal Mobutu s'est plié à l'exercice, mais il a gardé l'essentiel de ses prérogatives. Au Niger, profitant du vide politique créé par des institutions provisoires incapables, une partie de l'armée s'est insurgée afin de régler par la force la question tourangue. Au Togo, dans un climat d'une extrême violence, le général Gnassingbé Eyadéma a repris le contrôle d'un pays administré par des institutions transitoires, censées organiser des élections libres. En Madagascar, connaît aussi une douloureuse période de transition.

### Stabilité et continuité

Prudence, prudence... Face à ces soubresauts, à Paris, les maîtres mots demeurent «continuité», «stabilité» ou, au mieux, «consolidation». Lorsqu'en février dernier, le régime ivoirien mit derrière les barreaux deux cents manifestants, dont les dirigeants de l'opposition, Paris ne pipa mot. Lorsque, en août 1991, des dizaines de Malgaches qui réclamaient le départ du président Didier Ratsiraka furent massacrés, la France resta muette. Lorsque, en décembre 1991, l'armée togolaise voulut récupérer son pouvoir en prenant d'assaut le bâtiment où siégeait le premier ministre de transition, les trois cents militaires envoyés de France au Bénin voisin ne traversèrent pas la frontière, au nom du principe de non-ingérence.

Il est vrai qu'il revient aux Africains de faire eux-mêmes leur histoire. Mais celle qui se développe est une histoire catastrophique. L'État s'affaiblit. Économiquement, le continent s'enfonce dans la banqueroute. Les conflits se multiplient: Somalie, Libéria, Soudan, Sierra-Leone, Mozambique. Sans compter d'autres plus anciens: Rwanda, Djibouti, Tchad, rébellion touarègue au Mali et au Niger, Sénégal (en Casamance). La France n'a pas oublié sa responsabilité. Mais, face à une telle dérive, paradoxalement doublée d'une fausse espérance et de l'apparition de nouvelles élites, elle se veut pragmatique. Désormais, s'il y a une «prime à la rigueur économique».

MARIE-PIERRE SUBTIL

Le roi Hassan II et les présidents Biya et Kolingba ne participent pas au sommet. Le roi Hassan II du Maroc, le président Paul Biya du Cameroun et le général André Kolingba, chef de l'État centrafricain, ont annoncé qu'ils ne participeraient pas au sommet de Libreville. La présence du maréchal Mobutu (Zaïre) et du général Gnassingbé Eyadéma (Togo) restait incertaine samedi. Le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, a été chargé par M. François Mitterrand de lire un message personnel. (AFP)

Dans le sud du pays

### Bagdad veut prendre le contrôle de la hiérarchie et des biens chiites

Le gouvernement irakien veut se faire main basse sur la hiérarchie et les biens saints chiites dans le sud du pays: d'un ton égal, qui s'en donne que davantage de gravité à ce qu'il nous annonce, le petit-fils du grand ayatollah Aboul Qassem Al Kholi - décédé en août en Irak (le Monde du 11 août) - M. Youssif Al Kholi, parle d'un véritable «détournement» (hijacking) de l'autorité chiite par le régime de Bagdad. Il en a averti les Nations unies, à qui il demande une «action directe et ferme» pour empêcher ce détournement.

C'est à Najaf, au sud de l'Irak, que se trouve le siège des plus hautes autorités religieuses chiites. La ville est située au sud-ouest du 32e parallèle, c'est-à-dire à l'intérieur du périmètre de la zone d'exclusion récemment imposée à l'Irak par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France; mais cela n'empêche pas les autorités irakiennes de poursuivre leurs actes d'intimidation (le Monde du 12 septembre).

«Le gouvernement irakien a choisi et soutient un candidat prêt à lui imposer la hiérarchie religieuse», faisant ainsi fi de traditions historiques bien établies de

séparation des affaires de l'État et des institutions théologiques chiites, affirme M. Al Kholi dans son message aux Nations unies.

Le choix des autorités irakiennes s'est porté sur l'ayatollah Mohamad Al Sadr, un irakien d'une cinquantaine d'années, originaire de Kassimiyyeh. Issu d'une famille religieuse connue et respectée, l'ayatollah Al Sadr est apprécié pour ses qualités, mais il n'a pas le degré d'instruction théologique requis pour diriger la hiérarchie chiite.

«Nous sommes quasi certains que sa candidature est le résultat des actes d'intimidation exercés par le gouvernement de Bagdad, indique un membre de la Fondation Al Kholi à Londres. Il sera donc à la merci du gouvernement de Bagdad dans tous ses faits et gestes.» Pour la communauté chiite elle-même, deux chefs religieux peuvent prétendre à la succession du grand ayatollah Al Kholi: Sayed Abdol-Aziz Sabzevari, et Sayed Al-Sistani, tous deux d'origine iranienne. Mais dans leur entreprise de contrôle de la hiérarchie chiite, les autorités irakiennes jouent précisément sur la nationalité des candidats, alors que, traditionnellement, celle-ci transcende celle-ci.

La désignation du grand ayatollah émane d'un «soutien de la base», et les institutions théologiques et écoles religieuses jouent un rôle important dans cette désignation. Aussi, pour arriver à leurs fins, les autorités irakiennes, indique M. Al Kholi, ont-elles fait arrêter pendant quelques heures, le 23 septembre, l'un des fils du grand ayatollah, Sayed Mohamad Taki, pour qu'il donne publiquement son appui au candidat du gouvernement, ce qu'il a refusé; comme il a refusé de condamner publiquement, ainsi que l'exigeait Bagdad, les efforts internationaux visant à secourir et à protéger la population. «Aujourd'hui Sayed Mohamad Taki vit dans une peur constante pour sa propre sécurité et celle des membres de sa famille et des proches» de l'ex-grand ayatollah.

N'hésitant devant rien, le gouvernement irakien, toujours selon M. Al Kholi, fait du chantage aux visas. Pour renouveler les autorisations de séjour des étudiants et enseignants en théologie étrangers, il exige d'eux un soutien à son propre candidat au poste d'imam. Quelque deux cents membres des écoles religieuses, principalement

des Afghans, des Pakistais, des Indiens, des Iraniens et des Arabes non irakiens, qui ont passé la plus grande partie de leur vie en Irak se trouvent ainsi menacés d'expulsion.

Le gouvernement continue par ailleurs de tenir en otage plus de cent membres haut placés des écoles religieuses de Najaf, y compris le plus jeune fils de l'ayatollah Al Kholi, Sayed Ibrahim. Le gouvernement irakien affirmant ignorer où ils se trouvent, leurs vies sont en danger.

Dans son compte rendu effectué en août dernier devant le Conseil de sécurité sur la situation des droits de l'homme en Irak, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'Irak, M. Max van der Stoep exprimait déjà de sérieuses inquiétudes à propos des traitements réservés à la hiérarchie religieuse chiite. «Mes efforts visant à obtenir des informations sur leur sort sont demeurés vains», disait-il, se déclarant particulièrement préoccupé par la situation du fils du grand ayatollah, demeuré avec lui au cours des dernières années de sa vie.

MOUNA NAÏM

## AMÉRIQUES

BRÉSIL

### Le président par intérim est entré en fonctions

Le vice-président Itamar Franco est devenu président par intérim en raison de la procédure de destitution engagée contre M. Fernando Collor.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Un simple geste de la main en escaladant le marbre d'un bâtiment, et M. Fernando Collor de Mello, accompagné de son épouse, disparaît dans les airs. Il n'est plus qu'un président du Brésil mis en congé, résignant sa résidence privée. Une demi-heure auparavant, le sénateur Dirceu Carneiro, premier secrétaire de la Haute Assemblée, lui avait officiellement signifié sa mise en accusation. Le chef de l'État a écouté sans rien dire, l'air tendu, avant d'en signer rapidement l'accusation de réception. Une courte cérémonie suivie par la plupart de ses ministres, et quelques-uns de ses proches collaborateurs. Dans une autre salle du Planalto, M. Itamar Franco est, peu de temps après, informé de sa nouvelle fonction de «président en exercice».

Initialement prévue pour lundi, cette étrange passation de pouvoir a finalement été avancée à vendredi matin. La requête du vice-président, demandant au Sénat un délai pour lui permettre de préparer la formation de son futur gouvernement avait été très mal reçue par les sénateurs. L'un d'entre eux, M. José Paul Bisol, a adressé une violente allusion aux tractations en cours pour les nominations de ministres: «Les excellences seront-elles à la hauteur de la volonté nationale, ou

allons-nous retomber dans les vieilles querelles d'une politique défunte? Le vice-président a des problèmes? Ce n'est pas au Sénat qu'il appartient de les régler, il faut que cette question soit clairement et rapidement résolue».

Le président du Tribunal suprême, M. Sydney Sanchez, a tranché, en estimant que, d'un point de vue juridique, «il était impossible d'attendre plus longtemps». A l'annonce de cette décision, M. Collor a rédigé une «lettre à la Nation», sous la forme d'un court texte de vingt-cinq lignes adressé à son porte-parole, M. Eivaldo Dias. Dans cette missive, le chef de l'État affirme: «A aucun moment je n'ai senti la dignité de mes fonctions publiques ni abandonné la mission de transformer notre pays en un exemple de modernité». Le billet manuscrit s'ouvre par quelques vers, en français, de Sully Prudhomme: «Soyons comme l'oiseau, posé pour un instant, sur un rameau trop frêle, qui sent trembler la branche, et qui chante pourtant, sachant qu'il a des ailes».

Selon son porte-parole, M. Collor souhaite «réfléchir, écrire, et préparer sa défense, sans aucunement prétendre organiser un quelconque cabinet parallèle». Il installera, dans l'une des résidences destinées aux hôtes de la République, la Granja do Torto, quelques collaborateurs fidèles et disposera toujours de certains avantages matériels (voitures, secrétaires, officiers de sécurité) réservés à sa fonction. Il devra, dans un délai de vingt jours, présenter une défense à la commission spéciale du Sénat qui aura pour charge de le juger.

Les regards se tournent maintenant vers M. Itamar Franco. «En ce moment difficile traversé par le pays, nous demandons à Dieu, bonité, intelligence, et humilité», a-t-il déclaré, lors de son intronisation, le 2 septembre, devant un public de 100 000 personnes. «N'y aurait pas de corruption dans son gouvernement». La composition de son cabinet avait fait l'objet, la veille, d'une mise au point: «Ceux qui pensent pouvoir faire pression pour obtenir tel ou tel ministère se trompent, la décision appartient exclusivement au président de la République».

Cette remarque intervenait après les nombreuses discussions qui ont eu lieu entre lui-même et les différents partis d'opposition. Le point le plus délicat concernait la nomination du ministre de l'économie qui divisait les parties en présence. Le président du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre), M. Orestes Quercia, ayant même signifié clairement son «veto» à certains noms. Finalement le PMDB et le Parti des travailleurs (PT, gauche) ont annoncé qu'ils ne participeraient pas au gouvernement, même s'ils assuraient qu'ils le soutiendraient. À l'exception du nouveau titulaire des affaires étrangères, le réputé et respecté sociologue et sénateur Fernando Henrique Cardoso, M. Itamar Franco a fait appel à des hommes peu ou pas connus. Ainsi de l'avocat, député et ancien maire de Recife, M. Gustavo Krause, au ministre de l'économie, ou de l'ancien secrétaire des finances de l'État du Minas Gerais, M. Paulo Hadad, au ministère du plan.

DEWIS HAUTIN-GUIRAUT

ÉTATS-UNIS

### La liberté de mendier

Les millions de sans-abri qui luttent dans les villes américaines viennent de remporter une importante victoire: la justice a déclaré inconstitutionnelle la décision de l'État de New-York d'interdire la mendicité dans les rues, première étape d'une bataille juridique qui risque de remonter jusqu'à la Cour suprême des États-Unis. Dans un arrêt rendu public cette semaine, un juge fédéral a estimé que l'État de New-York contrevient au premier amendement consacrant la liberté d'expression en interdisant la mendicité dans les endroits publics, un répit pour les 80 000 à 100 000 sans-abri qui hantent les rues de la seule ville de New-York.

Même si le juge Robert Sweet a reconnu «la validité» du droit des autorités à faire respecter l'ordre, il a estimé que «le message que la mendicité envoie sur notre société» était une forme d'expression, qui devait être protégée comme les autres. «Un mendiant ne menace pas la société et son seul crime est d'être dans les rues», a également estimé le juge. - (AFP)

SIE

ouvelle coalition gouvernement

ROSSI

LES MERS, AVENIR DE L'EUROPE

LA VÉRITÉ CHEZ NOTRE MARCHAND DE



# LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

## Mieux entendre le monde des campagnes

La présidence de la République a fait part, vendredi 2 octobre en début d'après-midi, du remaniement du gouvernement devenu indispensable et annoncé après la décision de MM. Michel Charasse et Jean-Marie Rausch de choisir le Sénat auquel ils ont été élus le dimanche 27 septembre.

Les changements intervenus se traduisent d'abord par le retour au gouvernement de M. Jean-Pierre Soisson, nommé ministre de l'agriculture et du développement rural en remplacement de M. Louis Mermaz, qui était ministre de l'agriculture et de la forêt. Celui-ci devient ministre des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, à la place de M. Martin Malvy, qui exerçait ces fonctions avec le titre de secrétaire d'Etat et qui succède à M. Michel Charasse comme ministre du budget.

Deux nouveaux élus entrent au gouvernement. M. Gilbert Baumet, sénateur (France unie) du Gard, remplace M. Jean-Marie Rausch au poste de ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du commerce et de l'artisanat. M. André Billardon, député socialiste de Saône-et-Loire, est nommé au poste, créé pour l'occasion, de ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur chargé de l'énergie. Par ailleurs, M. André Laignel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, qui dépendait jusqu'alors directement du premier ministre, est dorénavant rattaché au ministre de l'industrie et du commerce extérieur.

L'annonce de ce remaniement a suscité diverses réactions critiques visant M. Soisson dont le retour ne fait pas l'unanimité. Le RPR

et le Parti républicain ne sont pas les seuls à rappeler que le nouveau ministre de l'agriculture avait été poussé par M<sup>me</sup> Edith Cresson à abandonner ses fonctions gouvernementales précédentes, au printemps dernier, après avoir été élu président du conseil régional de la Bourgogne dans des conditions controversées, certains de ses concurrents l'ayant accusé d'avoir bénéficié de suffrages émanant du Front national.

Mais il s'agit surtout, pour M. Bérégovoy, de faire appel aux compétences « politiques » du maire d'Auxerre pour tenter d'apaiser les campagnes, et montrer au monde rural que son message du 20 septembre a été entendu. M. Soisson a déclaré qu'il avait reçu pour mission du premier ministre d'être mieux « à l'écoute » du monde rural.

M. Soisson a lancé, de son côté, dès vendredi soir, un appel à l'ouverture en déclarant notamment, sur France 3 : « Si des amis centristes veulent me rejoindre dans le cadre d'un mouvement d'ouverture qui va comprendre France unie, l'Association des démocrates, Performance et partage, et tous ceux qui veulent venir avec nous, je leur souhaite naturellement la bienvenue. Je suis un ministre d'ouverture. (...) Edith Cresson m'avait demandé de choisir entre la Bourgogne et le gouvernement, j'ai choisi la Bourgogne. Aujourd'hui, Pierre Bérégovoy premier ministre bourguignon, me dit que la Bourgogne et le gouvernement sont complémentaires, alors je prends le gouvernement en complément de la Bourgogne. »

### Ceux qui arrivent

## Agriculture et développement rural : M. Jean-Pierre Soisson

### Le retour après la pénitence

Heureuse semaine pour M. Jean-Pierre Soisson : au match retour du premier tour de la Coupe de l'UEFA, son équipe de football, l'AJ Auxerre, écrase, par 7 buts à 1, les Bulgares de Lokomotiv Plovdiv... et il revient au gouvernement !

Un gouvernement qu'il avait quitté, il y a six mois, au lendemain d'une élection contestée, le 27 mars, à la présidence du conseil régional de Bourgogne. Ce succès, salué comme tel dans un premier temps, était vite devenu embarrassant : les élus du Front national avaient mêlé leurs bulletins à ceux destinés plus naturellement à M. Soisson. Mis en demeure par M<sup>me</sup> Edith Cresson de choisir entre le gouvernement et la Bourgogne, le maire d'Auxerre avait opté pour la seconde, avec pour objectif d'en faire « le laboratoire de l'ouverture ».

Pour ce centriste plus républicain-radical que libéral, l'ouverture est aujourd'hui ce qui pourrait résulter de l'alchimie entre socialistes, écologistes et réformistes. Hier, avec M. Valéry Giscard d'Estaing, à la veille des législatives de 1978, il avait participé activement à la constitution de l'UDF, structure souple de rapprochement entre radicaux, centristes et libéraux, destinée à faire pièce aux ambitions d'un RPR reconstruit en 1976, au service de M. Jacques Chirac.

### Toujours d'actualité ?

Sa fidélité à M. Giscard d'Estaing s'émoussera au fur et à mesure que s'aiguïsera son attachement à M. Raymond Barre. En 1988, il attendra les législatives et le deuxième gouvernement de



M. Michel Rocard pour rejoindre ceux qui, eux aussi partisans de M. Barre, avaient rallié avant le second tour le candidat François Mitterrand.

Il faudra au ministre d'ouverture beaucoup d'entregent et de diplomatie pour faire oublier aux socialistes qu'il n'est pas des leurs. Il lui en faudra tout autant pour convaincre ceux de l'opposition qu'il n'est pas un traître. Son travail de séduction-persuasion se soldait, par exemple, par la large adoption de son budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en novembre 1988. Précieux pour apporter au gouvernement les quelques voix de députés nécessaires à l'adoption de tel ou tel texte, M. Soisson n'a pu ni constituer le groupe autonome qu'il souhaitait à l'Assemblée nationale, ni faire élire M<sup>me</sup> Huguette Bouchateau au « perchoir » fait à M. Henri Emmanuelli ce avril dernier.

La politique, pour M. Soisson, c'est à la fois une droque, une passion et un métier auquel on ne s'adonne véritablement qu'avec un mandat local. Maire d'Auxerre depuis plus de vingt ans, il est aussi depuis longtemps convaincu

[Né le 9 novembre 1934 à Auxerre (Yonne), M. Jean-Pierre Soisson, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est entré à la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA. Conseiller technique dans plusieurs cabinets ministériels à partir de 1964, il est élu pour la première fois député de la première circonscription de l'Yonne en 1968. Membre de la Fédération nationale des républicains indépendants, dont il a été successivement secrétaire général adjoint (1969) puis vice-président (1975), il a occupé ensuite les fonctions de secrétaire général du Parti républicain de 1977 à 1978. Maire d'Auxerre depuis 1971, conseiller général de 1970 à 1976 et de 1982 à 1988, M. Soisson a eu différents postes au gouvernement, tout au long du septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing : secrétaire d'Etat aux universités (1974-1976), secrétaire d'Etat à la formation professionnelle (1976), secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports (1976-1977), ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs (1978-1981). Redevenu député en 1981, M. Soisson, qui a présidé de 1986 à 1988 la commission de surveillance de la Crise des dépôts et consignations, revient au gouvernement après la réélection de M. François Mitterrand en 1988. Ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de 1988 à 1991, il a été ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative de 1991 jusqu'à sa démission le 28 mars dernier après son élection à la présidence du conseil régional de Bourgogne où il siège depuis 1983.]

que, sans parti, la tâche publique est périlleuse. D'où son soin à constituer et à faire vivre France unie, modeste structure lancée en avril 1990. Le 10 octobre le nouveau ministre de l'agriculture devait sceller la naissance d'un nouveau mouvement, né de la fusion de France unie, de l'Association des démocrates, présidée par M. Jacques Pellier, et du Club Performance et partage animé par M. René Ricoll.

M. Soisson voyait dans l'Europe une raison supplémentaire de croire que l'ouverture était toujours d'actualité, et dans le référendum l'occasion d'une recomposition politique. Il veut croire que sa nomination conforte ses vœux, malgré un « non » majoritaire, le 20 septembre, dans trois des quatre départements bourguignons, dont le sien, l'Yonne, et la Nièvre, celui du président de la République, son voisin géographique du Morvan.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Energie : M. André Billardon

### L'un des piliers fabiusiens

M. André Billardon ressemble à ce que fut le Parti socialiste des années de conquête : provincial, enseignant, laïque, grand amateur d'élections cantonales et de congrès - et mitterrandiste, évidemment. D'autant plus mitterrandiste que son terrain d'action est en Bourgogne, la région d'élection du président de la République, qu'il est lui-même né dans la Nièvre et que son patron, en Saône-et-Loire, a longtemps été M. Pierre Joxe, compagnon de longue date du chef de l'Etat.

Conseiller municipal d'Autun en 1973, conseiller général du canton d'Autun-Nord en 1975, M. Billardon est élu député dans la circonscription du Creusot en mars 1978. L'année suivante, son mandat de conseiller général lui est renouvelé et il prend la présidence de l'Assemblée départementale, qu'il exercera jusqu'en mars 1982. La victoire de 1981 fait de ce militant, qui s'est spécialisé dans la politique industrielle, l'un des artisans des nationalisations, puisqu'il

préside, à l'Assemblée nationale, la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi du gouvernement.

Un an plus tard, il succède à M. Joxe, qui dirige le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, à la présidence du conseil régional de Bourgogne. Il ne conserve cette fonction que quelques mois, car les progrès de l'opposition aux élections municipales de mars 1983 enlèvent à la gauche la majorité dans cette assemblée, alors formée de parlementaires et de délégués des collectivités locales. M. Billardon se consacre de nouveau à la politique industrielle, il crée alors, au sein du groupe socialiste, une commission de travail qui participe à la préparation des projets gouvernementaux. Il note, à cette époque, avec le ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Laurent Fabius, des liens qui feront de lui, quelques années plus tard, l'un des piliers du courant fabiusien au sein du PS.

Auparavant, en juillet 1984, M. Joxe est entré dans le gouvernement de M. Fabius comme ministre de l'intérieur, et M. Billardon lui a succédé à la présidence du groupe socialiste. A ce poste, il lui a fallu faire accepter par les députés de son parti la représentation proportionnelle départementale pour les élections législatives, mode de scrutin qui envoie une centaine au tapis avant même d'avoir fait campagne. Il est lui-même favorable à un scrutin mixte et ne l'oublie pas lorsque, fin 1991, devenu numéro deux du parti, il soutiendra la proposition de réforme électorale du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, alors que M. Fabius, comme M. Michel Rocard, y est hostile.

### Un militant consciencieux

La formation du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, en avril dernier, avait fait espérer au député de Saône-et-Loire un poste ministériel, celui du budget peut-être, qui serait venu contraindre son travail de parlementaire et de militant consciencieux. M. Fabius était devenu premier secrétaire du PS, M. Billardon, qui préside la Communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines depuis mars 1989, n'était plus numéro deux du parti et se trouvait quelque peu désemparé. Chargé de la campagne du PS pour le référendum sur le traité de Maastricht, il a essayé, dernièrement, les critiques dues à l'absence du parti dans cette période. Son entrée au gouvernement apparaît comme une compensation, en même temps qu'elle équilibre, en faveur des socialistes qui auraient pu s'en offusquer, le retour de M. Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne.

P. J.

[Né le 22 octobre 1940 à Montceau-les-Mines (Nièvre), licencié en mathématiques, cinéaste, M. Billardon a été conseiller municipal d'Autun (dans la minorité) de 1973 à 1989. Il est conseiller municipal du Creusot et président de la communauté urbaine Le Creusot-Montceau-les-Mines depuis mars 1989. Conseiller général d'Autun-Nord depuis 1975, il a présidé le conseil général de la Saône-et-Loire de mars 1979 à mars 1982 et le conseil régional de Bourgogne d'octobre 1982 à mai 1983. Député de Saône-et-Loire depuis mars 1978, il a présidé le groupe socialiste de l'Assemblée nationale de juillet 1984 à mai 1986. Il a été membre du secrétariat national du PS, chargé de la coordination (numéro deux) de mai 1991 à janvier 1992.]

## Commerce et artisanat : M. Gilbert Baumet

### Un symbole d'ouverture

M. Gilbert Baumet a fait sa première apparition dans les colonnes de la presse nationale comme... démissionnaire. Elu maire de Pont-Saint-Espirit, dans le Gard, en mars 1971, à vingt-huit ans, ne démissionnant pas, on lui a reproché qu'il avait été élève de l'ENA, il avait suscité la colère de Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, trois ans plus tard, en faisant démolir un hôtel particulier dont la façade était classée monument historique. Le maire estimait que l'édifice méritait de s'effondrer et que les affaires culturelles ne versant pas les crédits nécessaires pour le restaurer, la sécurité publique exigeait sa destruction pure et simple. Michel Guy avait porté plainte contre le « vandale » et obtenu, en première instance et en appel, la condamnation de M. Baumet à un mois de prison avec sursis et 75 000 F d'amende.

M. Baumet était aussi conseiller général du canton de Pont-Saint-Espirit, où il avait été élu par la droite, en septembre 1973, contre un candidat socialiste et un candidat communiste. Ayant adhéré, entre-temps, au PS, il portait les couleurs de ce parti aux élections cantonales de mars 1979 et, en septembre de la même année, le président du conseil général étant décédé, il lui succédait avec les voix de trente-neuf conseillers sur quarante-trois, les six suffrages manquants allant à d'autres candidats socialistes. Le Gard baumetiste était né. Il vit toujours.

Ce n'est pas faute d'adversaires. Les mitterrandistes ne lui pardonnaient pas, au début des années 80, d'avoir associé sa signature à celle d'Henri Darras, président du conseil général du Pas-de-Calais, en décembre 1979, pour demander à M. François Mitterrand de s'effacer au profit de M. Michel Rocard comme candidat à l'Elysée. En mai 1981, les Français ont découvert à la télévision une Nimote fringante, M<sup>me</sup> Georgine Dufout, nommée secrétaire d'Etat à la famille et dont la mission consis-

taut, entre autres choses, à combattre l'influence détestée du président du conseil général dans le département. M. Jean-Marie Cambacérès, conseiller au cabinet de Gaston Defferre et impléant à Sompières, ne s'y est pas moins essayé. Dix ans plus tard, M<sup>me</sup> Dufout ne fait plus de politique, et M. Cambacérès a quitté le PS.

### Allié du RPR

M. Baumet a vu arriver sur ses plates-bandes, aussi, M. Jean Bousquet, le PDG de Cacharel, qui, fortune faite à Paris, s'est retrouvé qu'il était né à Nîmes et s'y est fait élire maire en mars 1983. Qu'à cela tienne ! Pour contenir les ardeurs de M. Bousquet, le président du conseil général, élu sénateur en septembre 1980, a décidé de faire alliance avec M. Jacques Chirac et de s'inscrire, en plein mois d'août 1983, au groupe RPR du Sénat. Cette fois, ses amis lui ont quand même expliqué qu'ils étaient, eux, socialistes, et que leurs électeurs risquaient de ne pas comprendre. Depuis, M. Baumet a rejoint, au Sénat, le Rassemblement démocratique et européen, après avoir longtemps séjourné chez les non-inscrits.

Le nouveau ministre délégué au commerce et à l'artisanat, qui appartient au mouvement France unie et qui dirigeait la liste de la majorité présidentielle de mars dernier, estime que son entrée au gouvernement est un symbole d'ouverture. D'ouverture d'esprit, sans aucun doute.

P. J.

[Né le 5 février 1943 à Pont-Saint-Espirit (Gard), licencié en droit et diplômé de l'ENH de Paris, M. Baumet est maire de sa commune natale depuis mars 1971. Conseiller général depuis septembre 1973, président du conseil général du Gard depuis septembre 1979. Elu sénateur en septembre 1980, réélu au conseil régional de Languedoc-Roussillon en mars dernier.]

## Les grands espaces à l'honneur

Comme dit l'adage populaire, « mieux vaut tard que jamais... ». L'idée qui consiste à constituer un grand ministère de l'agriculture et du développement rural apparaît en effet judicieuse, même si elle n'est pas complètement nouvelle puisqu'il existe déjà au sein du ministère que dirigeait M. Louis Mermaz une direction de l'espace rural et de la forêt. Mais qui trouvera à redire à une initiative gouvernementale cohérente, et enfin concrétisée, qui prend en compte les espaces au même titre que les hommes, les produits, les circuits, les filières de production et de vente du bled ou du bœuf ?

A une époque où l'urbanisation galopante et trop désordonnée (aussi bien dans les pays industrialisés que dans le tiers-monde) conduit simultanément à grossir des banlieues sans joie et à vider les campagnes, il est bon qu'une autorité politique de poids prenne en charge le destin de la quasi-totalité du territoire français. Car 80 % de la population habite et travaille sur la petite 20 % du territoire, et, au rythme où vont les choses et où se gonflent l'île-de-France ou l'axe Lyon-Marseille, on sera bientôt à 90 % et 10 %.

### Un thème fédérateur

C'est toute la question de l'aménagement équilibré du territoire qui est posée, ainsi que celle de la concentration des activités économiques, culturelles ou universitaires dans les métropoles et les villes de deux cent mille à trois cent mille habitants. Mais qui sait que près de quatre cents cantons, depuis les Ardennes jusqu'aux Pyrénées, sont menacés tout simplement d'extinction démographique ?

On n'hésitera pas non plus à applaudir au principe selon lequel le ministère de l'agriculture ne devra plus se contenter d'être celui des seuls agriculteurs. Dans les villages et les petites villes, demeurant, produisant et dépendant aujourd'hui davantage d'arti-

sans, de membres des professions libérales, d'ouvriers, de retraités, que de cultivateurs ou d'éleveurs au sens strict. Le vaste espace rural français appartient autant aux premiers qu'aux seconds. Les syndicats agricoles l'ont d'ailleurs bien compris qui savent que, dans le triptyque « pays-paysage-paysans », ils ne sont plus les seuls protagonistes. Et la FNSEA comme le CNJA devraient être les premiers à se réjouir de la nouvelle configuration gouvernementale, tant ils insistent à chaque occasion pour qu'existent encore demain des « agriculteurs debout sur tout le territoire ».

Président du conseil régional de Bourgogne, M. Jean-Pierre Soisson ne devrait pas éprouver trop de mal à saisir l'importance des enjeux. Outre la riche frange nord-sud entre Dijon et Lyon et le bassin de Sens attiré par Paris, la plus grande partie de « sa » région s'enfonçait dans une spirale démographique inquiétante affectant tout Châteauneuf-Chalon que la colline sacrée d'Alésia. Chaque année trois mille jeunes quittent la Bourgogne pour poursuivre leurs études ailleurs ou pour chercher du travail.

Le programme du nouveau ministre a été fixé par M. Soisson lui-même, le 28 septembre. Concluant, à Dijon, la journée sur la préparation du plan régional, il déclarait de façon éloquentement prémonitrice : « Le vote des campagnes lors du référendum montre que dans un souci de cohésion nous ne pouvons laisser à la dérive les agriculteurs et les zones rurales. Une politique de développement rural est plus que jamais nécessaire et, plus que jamais, elle doit s'intégrer dans une politique plus ambitieuse d'aménagement du territoire. L'aménagement de l'espace rural est le thème fédérateur par excellence... »

Aux actes maintenant, et pas seulement en Bourgogne !

FRANÇOIS GROSCHARD



DU GOUVERNEMENT  
campagnes

## DE M. PIERRE BÉRÉGOVOY

Ceux qui changent de fonction

### Relations avec le Parlement : M. Louis Mermaz

Un professeur diplomate loin des paysans

Le moins que l'on puisse dire est qu'entre M. Louis Mermaz et les principales organisations professionnelles agricoles, le courant ne passait pas. Il y a trois jours encore, M. Luc Guyau, président de la puissante FNSEA, l'accusait de « mener les paysans en bateau » (le Monde du 30 septembre). Son ton professoral, l'impression qu'il donnait (sans chercher à la dissimuler) de s'enfermer en manipulant des chiffres ou en passant en revue le sort des diverses productions, ses passages érudits, ses annuaires puis reconformés aux congrès syndicaux, que tout ministre de l'Agriculture se doit de respecter comme des tribunes privilégiées, ont au fil des mois provoqué un froid, pour ne pas dire un certain antagonisme, entre les pouvoirs publics et la très complexe galaxie du monde agricole.

Il n'y a véritablement qu'un point sur lequel M. Mermaz se sentait à l'aise dans ses fonctions : les négociations internationales, qu'il s'agisse des « réunions marchandise » des

Douze, des bras de fer avec les États-Unis au GATT ou des voyages délicats à l'étranger qui n'avaient rien à voir avec l'agriculture, mais bien davantage avec la haute diplomatie de la France, comme celui qu'en juin dernier il effectua en Algérie pour sonder les intentions des autorités du pays et renouer le dialogue.

Sur le plan intérieur, il serait injuste pourtant de reprocher à M. Mermaz d'avoir traité avec dédain le malheureux paysan. Dès juin 1991, devant le CNJA, il annonce un programme de modernisation de la profession. À l'automne de la même année, les campagnes s'embrassent, en raison notamment de la crise de la viande bovine. Ses liens anciens et forts avec le président de la République (qui remontent à son adhésion en 1955 à l'Union démocratique et socialiste de la Résistance - UDSR - de M. Mitterrand) vont lui permettre, par le biais d'une interview du chef de l'État au Journal du Centre, de calmer les esprits. Une interview qui constitue un programme de tra-

vail précis : prétraitements pour les agriculteurs âgés, aides aux calamités provoquées par le gel ou la sécheresse, allègements fiscaux, report de cotisations sociales, détaxation des carburants dérivés du colza, du blé, ou de la betterave, soutien à l'installation des jeunes agriculteurs... Toutes ces mesures prendront progressivement effet, plus ou moins vite et plus ou moins complètement, d'abord dans le budget de 1992, puis dans le « plan d'adaptation » annoncé par M. Bérégovoy fin juillet 1992 et dans le projet de loi de finances pour 1993.

Au chapitre international, les syndicats reconnaissent volontiers que l'Europe et la France, (puissance agricole numéro un des Douze), ont jusqu'à ce jour su résister aux menaces américaines - exacerbées par la campagne présidentielle outre-atlantique - dans le cadre des très difficiles négociations du GATT. « La Communauté doit réagir encore plus vigoureusement, car si Washington nous accuse de subventionner nos pro-

ducteurs d'oléagineux, M. Bush a décidé, lui, de subventionner sans compter ses exportations de céréales », rappelle-t-il le 1<sup>er</sup> octobre. Visiblement, M. Mermaz se délectait de ces escarmouches européennes-américaines dans lesquelles la France joue le rôle de trublion en chef.

Reste l'accord du 21 mai sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui fait toujours couler autant d'encre et qui provoque notamment la journée nationale d'action prévue par la FNSEA et le CNJA pour le 14 octobre. Plus que mauvais ou dangereux dans son contenu, ce texte a surtout été très mal préparé et encore plus mal expliqué aux agriculteurs concernés, qui ont pu avoir l'impression d'avoir été trahis, alors que la question entre les professionnels et l'État sur tous sujets reste la règle invariable quels que soient les gouvernements.

F. G.

### La mission de M. Jean-Pierre Soisson

Suite de la première page

Quand la gauche est aux commandes à l'Élysée et à l'Assemblée nationale, il est le dernier bastion de la droite, un « contre-pouvoir » efficace. Quand il est en symbiose avec la majorité au pouvoir il peut - s'il le souhaite - faire contre-poids aux humeurs, en général plus belliqueuses, de l'autre chambre. Dans tous les cas, le président du Sénat nomme le tiers des membres des deux organes régulateurs du fonctionnement des pouvoirs publics : le Conseil constitutionnel et le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Enfin - et peut-être surtout - il assure, en cas de vacance de la présidence de la République, l'intérim du chef de l'État le temps de la campagne électorale.

M. Monory ne doit rien à M. Pasqua

L'UDF ne pouvait laisser échapper une telle fonction qu'elle détenait depuis toujours. M. Valéry Giscard d'Estaing avait parfaitement mesuré cet enjeu, mais il savait aussi qu'il lui fallait aider la composante centriste de la confédération à conserver une présidence qui est l'un des derniers témoins de sa splendeur passée et le garant de sa survie. Malgré les tentations de certains libéraux d'arracher cette fonction à leurs alliés en s'appuyant sur le RPR, le CDS est sorti vainqueur de cette épreuve, dans des conditions qui prouvent la solidité de l'UDF au sein d'une assemblée dont l'unité est particulièrement difficile à obtenir.

Même si M. Charles Pasqua peut se féliciter d'avoir contraint l'UDF à accepter des primaires, système dont il est le chantre, l'organisation de celles-ci n'a pas vraiment répondu à son attente et l'ancien ministre de l'Intérieur n'en a pas moins été déçu, vendredi, alors qu'il apparaissait depuis quelques années comme le véritable patron du Sénat.

Le nouveau président, M. René Monory, ne doit rien à M. Pasqua, puisque son avance au premier tour était telle qu'il l'aurait emporté au troisième - où la majorité relative était suffisante - si son challenger n'était intervenu, et cela sans même avoir besoin du soutien des socialistes qui étaient bien décidés à empêcher l'ancien ministre de l'Intérieur d'être en situation d'exercer, éventuellement, l'intérim de la présidence de la République. Si l'UDF réussit à maintenir son unité un jour, elle peut réduire l'influence prise, ces dernières

années, au palais du Luxembourg, par le groupe RPR et par son président.

Cette victoire de l'UDF et ce renforcement du CDS ne peuvent que rendre plus ardue la tâche confiée par M. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy à M. Jean-Pierre Soisson : assurer à la gauche le renfort du plus grand nombre possible de voix centristes, si possible à l'Assemblée nationale pour éviter le renversement du gouvernement au cours de la périlleuse session parlementaire qui s'est ouverte vendredi, et lors des prochaines élections législatives.

Ce retour au gouvernement de cet ancien homme à tout faire du giscardisme et de cet ancien bariste apporte en effet la preuve que le chef de l'État et le chef du gouvernement ne veulent pas se laisser enfermer dans le précarité de la gauche, qui se retire d'élection en élection. N'ayant pas réussi à attirer au gouvernement des personnalités crédibles de la mouvance écologiste, il leur a fallu se retourner vers l'homme qui avait symbolisé « l'ouverture » au printemps 1988 pour signifier que celle-ci était toujours d'actualité ; le simple remplacement de M. Jean-Marie Rausch, ancien élu centriste, par M. Gilbert Baumer - qui, s'il est adhérent de France unie, fut dans le passé membre du PS - n'aurait pas été suffisant.

Mais la mission de M. Soisson est double. Il lui faut aussi - et surtout - au lendemain du référendum, dans les résultats qui ont confirmé le désespoir du monde rural, montrer au monde rural qu'il n'est pas abandonné. D'où son titre de « ministre de l'Agriculture et du développement rural ».

M. Bérégovoy juge que l'ancien dirigeant de la droite était plus à même que M. Louis Mermaz de réouvrir un dialogue avec le milieu paysan. Le nouveau ministre assure qu'il a reçu, avant d'accepter cette tâche, l'assurance qu'il aurait les moyens de l'accomplir, que ce soit dans le budget de l'État ou à Bruxelles, grâce à une position ferme de la France à Bruxelles afin d'obtenir un aménagement de la réforme de la politique agricole commune. A l'hôtel Matignon, on explique que ce n'est pas la mission confiée à M. Soisson, M. André Laigné, secrétaire d'État à l'aménagement du territoire, aura surtout à s'occuper de la reconversion des anciennes zones industrielles en désertification ; c'est ce qui explique qu'il ne soit pas rattaché au premier ministre, mais au ministre de l'Industrie.

Ce retour de M. Soisson, que M. Edith Cresson avait contraint à quitter son gouvernement, les conditions de son élection à la présidence du conseil de Bourgogne permettant de le soupçonner d'avoir bénéficié du renfort de voix du Front national, est inévitablement critiqué par la droite, trop heureuse de pouvoir accuser un membre du gouvernement de compromission avec l'extrême droite. Mais cela étonne aussi quelques socialistes, comme M. Julien Dray.

Mener les prochaines échéances électorales

Le reste du remaniement est plus classique. M. Mitterrand tient à ce que le titulaire du ministère du budget soit un fidèle. Après M.M. Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Michel Charasse, c'est donc le tour de M. Martin Malvy. Ce choix paraît d'autant plus logique que ce n'est pas ce gouvernement qui aura à préparer le budget de 1994. La seule tâche du nouvel hôte de Bercy sera de conduire un difficile débat parlementaire.

Si dans l'entourage de M. Bérégovoy, on explique la création d'un ministère de l'Énergie par la volonté de confier la surveillance d'un secteur important dans le contexte actuel (promesse de développement des bio-carburants, avenir du Super-Phénix, retraitement en France des combustibles irradiés de divers pays étrangers comme le Japon), le choix pour ce poste de M. André Billardon relève surtout du respect d'une promesse de M. Fabius.

C'est cette équipe qui, selon toute probabilité, mènera la prochaine bataille électorale. Le président de la République et le premier ministre n'ont réussi ni à la rejoindre ni même à la renouveler, alors que l'UDF, en particulier et la droite en général, viennent de montrer qu'elles savaient, quand l'enjeu était d'importance, surmonter leurs divisions.

THIERRY BRÉHIER

Ceux qui partent pour rejoindre le Sénat

### M. Michel Charasse, un ministre inclassable

Il est difficile de dire dans quelle mesure M. Michel Charasse a influencé la politique budgétaire de la France, mais une chose est sûre : si ses avis ont pesé dans la balance et sur les événements, ils l'ont fait dans un sens presque toujours restrictif. Pas assez, tout de même, pour empêcher M. Michel Rocard, quand il était premier ministre, de changer la barque des augmentations salariales de nombreuses catégories professionnelles. Mais M. Charasse aura protesté, rouspé, se sera indigné et l'aura fait savoir. Car le ministre est du genre rigoureux. Dans les comptes, en tout cas.

Dans l'expression, orais au contraire, M. Charasse n'a jamais fait preuve de beaucoup de rigueur. Pendant tout son « règne », ses interventions et déclarations dans le style Coluche ont soulevé protestations, interpellations, courtoisies. C'est ainsi que M. Charasse, qui fut conseiller de M. Mitterrand au début des années 80, est un provocateur né, sans qu'on sache très bien si ses sorties servent une stratégie ou ne sont que le sous-produit d'un tempérament débridé. On se parfois tenté de répondre par la deuxième hypothèse quand le ministre du budget menace de contrôler les salaires des journalistes de La Cinq, qu'il traite au passage de « salopes », pour la seule raison que ses propos sur les trafiquants de drogue, auxquels « il fera bouffer » leur production, ont été rapportés.

M. Charasse récidivera sous des formes un peu plus douces, intervenant sur tout sans que personne puisse avoir raison de lui. C'est ainsi que les banques sont accusées de « prendre notre blé », M. Arpaillange de se perdre dans les procédures parlementaires et la vie politique, ce qui bouleverse le très sensible garde des sceaux de l'époque, M. Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes. Il est « donné un bon conseil, celui de faire attention à ce qu'il raconte, parce qu'il est dans le collimateur ». M. Estrosi avait condamné le rachat par l'État de la

villa de M. Médecin : il portera plainte pour chantage. En fait, M. Charasse adore le genre filio, chargé de fiches de renseignement et de dossiers, porteurs de lourds secrets. Apparemment, ce style l'enchanté.

Ce sont, encore, les propos de M. Charasse qui durcissent les grèves et mouvements sociaux des agents des finances, mouvements commencés à la mi-89 et qui ne s'achèvent qu'en novembre. On n'en finirait pas d'énumérer les provocations du ministre.

L'action de M. Charasse ne s'est heureusement pas limitée là. Bien entouré, intelligent et souvent compétent, le ministre a participé activement à la politique d'endiguement des dépenses budgétaires menée par M. Bérégovoy. Pas une fusée n'est dans les discussions au Parlement : du boulot bien ficelé dans un climat de harcèlement pourtant difficile.

Avec le ministre de l'économie et des finances, au comportement si différent, M. Charasse a fait une parfaite équipe.

Le ministre participe activement à la chasse aux trafiquants de drogue : c'est de son cabinet que partira l'idée des livraisons contrôlées, c'est-à-dire la possibilité d'infiltrer les

réseaux de trafiquants par ces moyens à la limite de la légalité qui ont posé problème à quelques agents des douanes. C'est encore M. Charasse qui, pour moraliser la vie politique, a obtenu que soient totalement imposées les indemnités des élus. Le côté « local » du personnage, qui connaît tout le monde en province, sera utilisé par M. Bérégovoy, qui enverra à plusieurs reprises son bras droit au casse-pipe : la réforme des bases de la fiscalité locale sera votée en 1990 ; la dotation globale de fonctionnement, qui coûte fort cher à l'État, sera réformée. Un succès personnel : la transformation en impôt sur le revenu de la part départementale de la taxe d'habitation à laquelle il est hostile l'aura finalement été refusée aux « éléphants » du Parti socialiste. Pour le budget de 1993, M. Charasse et son équipe préparent pour les seules petites entreprises une réduction du délai de remboursement de la TVA. Mais l'Élysée a imposé la prime aux étudiants...

Pour le sérieux de son action, il sera pardonné à M. Charasse beaucoup d'écarts de langage !

ALAIN VERNHOLES

Budget : M. Martin Malvy

Un mitterrandiste discipliné

M. Malvy, maire de Figeac, est un mitterrandiste fidèle et discipliné. Habitué des honneurs de fin de législature, il avait déjà été nommé, en juillet 1984, secrétaire d'État chargé de l'énergie dans le gouvernement de M. Laurent Fabius, dont il est proche. Cette fois-ci, le cadeau est autrement ensoleillé puisqu'on lui confie le portefeuille du budget, dont personne ne voulait pour cause de conjonction parlementaire explosive. Il n'a pas trop de son expérience à la commission des finances de l'Assemblée nationale pour tenter d'esquisser les assises d'une opposition qui fera tâche de tout bois. Nommé, en avril, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement, poste qu'il cumule avec les fonctions de porte-parole de gouvernement, il n'aura pas vraiment eu le temps d'imposer son empreinte. Le gros dossier de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, qui a marqué la session de printemps, l'a que peu retenu au second plan au profit des ministres « vedettes », M. Doussin et M. Guigou. Il aura toutefois eu le privilège d'assumer cette charge à un moment où le gouvernement, soucieux d'enrayer le discrédit qui frappe la classe politique, a cherché à ménager les susceptibilités parlementaires. Si la « révolution du rôle du Parlement », dont il s'est réjoui, est un refrain réutilisé entonné à l'heure des élections, le fait est que des gestes ont été consentis par l'exécutif. Il a été l'homme de ce léger changement de climat.

FRÉDÉRIC BOBIN

#### LIVRES POLITIQUES

L'INTÉRÊT de la fiction est, souvent, moins dans ce qu'elle invente et qui, par définition, n'est pas vrai même si c'est vraisemblable, que dans ce qu'elle révèle de la réalité. Sous le couvert de l'imagination, il est permis d'en dire plus que ne le permettent les contraintes et les usages de l'information courante. D'en dire plus et, à l'occasion, avec la distance ironique et la liberté amusée qu'autorise le procédé, surtout lorsqu'il s'agit du monde politique et de personnages authentiques et publics.

A ce jeu subtil où se mêlent une solide connaissance du milieu et de sa faune, le goût de l'observation psychologique, l'ambition de la prospective et l'envie de franchir les barrières de la convenance, ou de la complaisance, qui encadrent tacitement les rapports ambigus de l'information entre ceux qui s'y prêtent et ceux qui la font, l'écriture, sur la distance d'un livre, est sans égale. C'est la raison pour laquelle Christine Clerc, chroniqueuse connue de la vie politique - ou plutôt de la scène politique, car elle l'observe essentiellement à travers le comportement et le parcours des personnages - revient à ce genre d'exercice avec « le roman de la seconde cohabitation » qu'elle a intitulé les Amants de Maastricht. La couverture du livre s'orne d'une photo préfigurant la rencontre - les retrouvailles ? la collaboration ? - de François Mitterrand et de Valéry Giscard d'Estaing. On n'en dira pas plus sur le déroulement de l'intrigue qui met en scène ces deux hommes politiques et, bien sûr, tous les autres,

### Si ce n'est pas vrai...

pour ne pas gâcher le plaisir du lecteur curieux.

On peut, sans trahir le contenu de cette fiction, s'arrêter sur les ingrédients qui l'étaient et le rendent crédible. Il y a, d'abord, l'accumulation de ces notations de détail, glanées sur le terrain, et qui, dans la description des situations imaginées par l'auteur, font vrai, tout simplement parce qu'elles sont empruntées à la réalité. Il y a, ensuite, la présence des seconds rôles, ou des personnages en retrait (les collaborateurs, les membres de la famille, la secrétaire, la chauffeur) qui ne sont pas sans influence. Christine Clerc met aussi en valeur le rôle-clé, dans la réalité comme dans la fiction, que jouent certains intermédiaires, ces transverseaux fonctionnels dans les structures verticales de la politique. Elle rend bien compte de la tension qui régit les rapports, lorsqu'ils existent, des protagonistes principaux et témoigne de l'apprentissage de leur compétition.

Une multitude d'anecdotes, de jugements, de souvenirs, tirés de sa riche de journaliste, dévoilent le fond passionnel et dur de l'engagement politique : la haine y côtoie la fidélité, l'admiration la flagornerie, l'ambition le dévouement, le dévouement l'ingratitude.

La matière ne fait pas défaut dans cette construction et, si Christine Clerc prend le risque de prêter des événements qui ne se produiront pas forcément, elle

révèle, sous ce prétexte, nombre de compléments d'information qui éclaircissent des situations et des comportements passés, présents et, sans doute, à venir ; ils donnent de l'épaisseur à cette longue chronique hors de l'actualité, hors du réel, mais si proche de l'une et de l'autre.

Que ne l'a-t-elle fait plus tôt, se demandera le lecteur ? On répondra pour elle, et pour la profession en général, que ce n'est pas si simple. De même que les journaux ne publient ou ne diffusent qu'une partie de leur production informative, faute d'espace, faute de temps, et parce qu'ils doivent opérer des choix jusqu'au dernier moment, les journalistes ne peuvent pas dire dans l'instant tout ce qu'ils savent (en dehors du fait qu'ils ne savent pas tout dans l'instant), ils doivent faire un tri en se fondant sur une hiérarchie des événements et sur ce qui leur paraît appartenir à l'actualité la plus pressante, en cherchant à répondre aux attentes du public, en veillant à la qualité de l'information qu'ils livrent, jusqu'à retenu s'il le faut ce qui ne peut être vérifié, en protégeant leurs sources, sous peine de les voir se tarir, en faisant la part de ce qui relève de la confidentialité non utilisable et de la manipulation.

Au fil de leurs investigations s'accumule ainsi un stock de non-dit, qui enrichit leur expérience professionnelle en attendant de trouver une utilisation décalée, comme c'est le cas dans ce

roman qui est, à bien des égards, aussi vrai que nature.

Si l'on veut continuer de s'amuser avec la politique, il n'y a qu'à se reporter à ce « manuel d'auto-satisfaction 100 % cocorico destiné à ceux que L'Europe inquiète ». Les auteurs, Kriss et Jacob Dellacqua, proposent à cette fin « un texte-culte de l'identité française, un guide de l'Intrépide Petit Peuple de France ». Il s'agit - rien de moins - non seulement d'expliquer nos valeurs les plus délicates et les plus précieuses, nos mœurs les plus secrètes et les plus nobles, mais de les faire partager aux étrangers pour les franciser. La Sécu, le climat, le « oulik », la pétanque, le bricolage, les grèves, la cuisine, les chiens, Bison futé, bref tout ce qui illustre la spécificité française et les inébranlables certitudes sur lesquelles elle se fonde, se trouvent soumis à un traitement décapant qui en révèle la signification profonde.

Il fallait par exemple, rappeler - voilà qui est fait grâce à ce manuel - que l'amour et le baiser moderne ont été inventés en France, que le coq, dans lequel se reconnaissent les Français, est « le symbole du passage à l'acte » et que la Française, « ambassadrice de la mode et du charme », règne sur le monde depuis la plus haute antiquité. Un tel « génie national » ne saurait se limiter aux frontières de l'Hexagone !

Les Amants de Maastricht, de Christine Clerc, Robert Lafont, 272 pages, 110 F.

L'Intrépide Petit Peuple, de Kriss et Jacob Dellacqua, Presses de la Cité (hors collection), 252 pages, 95 F.



# POLITIQUE

L'élection du nouveau président du Sénat

## M. René Monory succède à M. Alain Poher avec le soutien de la droite réunie

M. René Monory (UDF-CDS) a été élu au second tour, vendredi 2 octobre, président du Sénat par 200 voix contre 76 à M. Claude Estier (PS). M. Charles Pasqua, président du groupe RPR, s'était retiré à l'issue du premier tour, au profit du candidat centriste. Les dirigeants du RPR, M. Jacques Chirac en tête, et ceux de l'UDF se sont unanimement félicités de cette élection qui, deux semaines après le référendum sur Maastricht, témoigne de l'union retrouvée de la droite.

Dans un télégramme, le président de l'UDF,

M. Valéry Giscard d'Estaing, a souhaité à M. Monory « d'être un homme de sagesse et de réconciliation ». Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a jugé que le succès de M. Monory constituait à la fois « une victoire » pour son parti et « un test de solidité de l'alliance UDF qui, a-t-il dit, est renforcée ».

Le nouveau président du Sénat a également reçu les félicitations téléphoniques de M. François Mitterrand et celles de M. Pierre Bérégovoy, qui a formé le vœu « qu'une collaboration pourra se

poursuivre entre la Haute Assemblée et le gouvernement pour permettre de faire avancer au mieux le travail législatif dans le respect des convictions de chacun et dans l'intérêt du pays ».

Le président du groupe socialiste du Sénat, M. Claude Estier, s'est déclaré satisfait que son groupe n'ait pas eu à se « mêler » de cette élection : « Nous ne souhaitons pas choisir entre les deux candidats de la droite, a-t-il indiqué. Je ne comprends toujours pas quelle était la stratégie de Charles Pasqua. Il n'a pas obtenu de vraies pri-

maires. Cette élection montre une grande logique de la majorité sénatoriale. »

M. Hélène Luc, présidente du groupe communiste, a réagi en disant, pour sa part : « C'est une préparation des élections législatives pour la reprise du pouvoir par la droite. Il n'est cependant pas fatal qu'elle gagne. Le scrutin montre que si la droite sait se rassembler il faut que la gauche se rassemble également à partir des mouvements populaires. »

### Un vote tranquille

On attendait Clausewitz, on a eu la comtesse de Ségur. On attendait le Congrès de Vienne, on a eu l'Académie des belles-lettres. On attendait les sénateurs florentins, on n'était que bons pères de famille qui se pressaient, vendredi 2 octobre, dans la salle des conférences du palais du Luxembourg, souvent en compagnie de leurs épouses endimanchées. On prédisait une opération machiavélique pour l'élection du deuxième personnage de l'Etat. C'est tranquillement que M. René Monory a été élu, à la régulière et en quatre petites heures, président du Sénat.

Premier tour : sur 315 suffrages exprimés, 125 à M. Monory (UDF-CDS) contre 102 à M. Charles Pasqua (RPR), 72 à M. Claude Estier (PS), 15 à M. Robert Vizet (PC) et une à M. Christian Poncelet (RPR), qui n'avait pas fait acte de candidature. Deuxième tour : sur 292 suffrages exprimés, 200 à M. Monory contre 76 à M. Estier et 16 à M. Vizet.

L'élection de 1989, ses trois tours de scrutin, ses suspensions de séance, ses alliances, contre-alliances, règlements de comptes, trahisons, et son épilogue peu glorieux - la reconduction par défaut de M. Alain Poher à la présidence du Sénat - étaient bien loin.

Tout avait été réglé le matin. Depuis que M. Monory avait été élu, le 1<sup>er</sup> octobre, candidat officiel de l'UDF, la question était de savoir si les belles dispositions unilatérales affichées par ses trois composantes sénatoriales allaient résister au secret de l'urne. L'élection se jouerait en effet au premier tour entre M. Monory et M. Pasqua, puisque le président du groupe RPR avait annoncé à l'avance que s'il était devancé il se désisterait. La réciproque était moins vraie, M. Monory ayant assuré devant les siens qu'il se maintiendrait coûte que coûte « au premier, au deuxième et au troisième tour ».

Les réunions de groupe, vendredi, suivies de très près par les dirigeants de l'UDF - MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Bayrou en tête - permettaient d'envisager le scrutin avec optimisme. Celle des Républicains et indépendants (RI), où certains ne cachent pas leur sympathie pour le RPR, se trouvait particulièrement sous surveillance. L'échec de leur candidat, M. Pierre-Christian Taittinger, face à M. Monory pour six voix seules, menaçait de nuire à leur image. Celle des Républicains et indépendants (RI), où certains ne cachent pas leur sympathie pour le RPR, se trouvait particulièrement sous surveillance. L'échec de leur candidat, M. Pierre-Christian Taittinger, face à M. Monory pour six voix seules, menaçait de nuire à leur image.

### Au-delà des espérances

La séance est ouverte à seize heures. Le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Geoffroy de Montalembert (RPR), quatre-vingt-quatre ans, s'installe dans le fauteuil de M. Alain Poher et prononce d'une voix rocailleuse l'allocation traditionnelle de rentrée. « Comment ne pas évoquer le rôle primordial de notre Sénat », s'exclame-t-il. Comment ne pas évoquer le rôle primordial de notre Sénat, s'exclame-t-il. Comment ne pas évoquer le rôle primordial de notre Sénat, s'exclame-t-il.

Il sera entendu, au-delà même de ses espérances. Vendredi, le Sénat n'honorera pas sa mauvaise réputation. Pas de conciliabules, pas d'embrasures assassines, pas d'entrevues suspectes. Lorsque le premier ministre de la gauche, M. Pierre Mauroy (PS), devise dans un coin de la salle des conférences avec l'ancien ministre de l'Intérieur de la droite, M. Michel Poniatowski, ce n'est pas l'esquisse d'un marchandage de voix, mais un simple échange d'urbanité. Lorsque M. Pasqua s'isole avec le nouveau sénateur et ancien ministre du bud-

get, M. Michel Charasse (PS), ce n'est pas l'ébauche d'une alliance contre nature, mais une conversation complexe entre deux amateurs de havane. Lorsque le même Charasse s'entretient avec M. Jacques Larché (RI), président de la commission des lois, ce n'est pas pour contrer la candidature de M. Monory, mais pour régler de menus problèmes d'inscription administrative. Et dans l'hémicycle, lorsque M. Pasqua découvre les résultats du premier tour, qui le placent derrière M. Monory, c'est sans hésiter qu'il tient ses engagements et annonce loyalement son désistement : « M. Monory est arrivé en tête. Conformément à la déclaration que j'en ai faite, je retire ma candidature. » Certes, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui n'a pas l'habitude de faire aveuglément confiance aux membres de son groupe, avait chargé ses proches de contrôler du regard leur « bon choix » électoral. Comme le note M. Lucien Neuwirth (RPR), le président du groupe RPR ne pousse pas son « dévouement » jusqu'à appeler à voter en faveur du candidat centriste. Mais de son côté M. Monory ne s'est pas embarrassé de formes, en ne prenant ostensiblement qu'un seul bulletin - imprimé à son nom - pour le déposer dans l'urne. L'essentiel est toutefois préservé.

### Un transfert discipliné

Le second tour le confirme. Le transfert discipliné des suffrages RPR assure à M. Monory la majorité absolue. Bien sûr, dans les couloirs, on ne résiste pas complètement à la tentation de souligner le nombre élevé de bulletins blancs - vingt-huit - ou de s'interroger sur le déficit en voix de la droite, mais les faits sont là : le Sénat a un nouveau président. Son élection ne souffre aucune contestation. L'union de la majorité sénatoriale a fait ses preuves. Quant aux socialistes, qui s'étaient divisés le matin même en réunion de groupe sur l'opportunité de voter au troisième tour pour M. Monory afin de faire échec à M. Pasqua, comme le conseillait l'Elysée, ils n'ont même pas eu à arbitrer.

M. Daniel Hoefel, président du groupe centriste, est rassuré : « Le Sénat a montré qu'il peut donner de lui une image responsable. » M. Charles Descoires (RPR) est soulagé : « Cette victoire est la victoire de la transparence. » M. Jean-Pierre Fourcade (RI) est rassuré : « L'UDF a fait la preuve qu'elle est unie. » Le Sénat est décidément redevenu une maison honorable où l'on se presse. M. Jacques Barrot, président du groupe centriste de l'Assemblée nationale, vient se féliciter de la découverte de la « discipline » par l'UDF. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui avoue avoir été « surpris de la bonne tenue du vote », accourt pour profiter de l'événement.

Dans l'hémicycle, M. Geoffroy de Montalembert a hâte de retirer sa jaquette de président. Il est 19 h 50 : M. René Monory est proclamé président du Sénat. Sous les applaudissements, il gagne à la tribune le fauteuil qui lui revient désormais. Il n'oublie personne dans ses remerciements : ni l'UDF pour sa « fidélité », ni M. Pasqua pour sa « loyauté », ni son concurrent centriste de la veille, M. Hoefel, qui, en se retirant, s'est comporté à son égard « excusamment comme l'aurait fait un frère », ni M. Poher, enfin, pour sa « convivialité ».

Il serait discourtois de boudier cet état de bienveillance. Tous les sénateurs se lèvent pour rendre hommage à l'ancien président, même à gauche, où M. Mauroy, nouveau venu dans cet hémicycle, donne l'exemple à ses collègues. Subitement, M. Poher s'isole avec le nouveau sénateur et ancien ministre du bud-

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD

## La bonne étoile du « shérif »

A Poitiers, on l'appelle le « shérif ». A Paris, c'est « moi, je... ». En 1932, il aurait pu être Charles Martel. En 1992, le voici deuxième personnage de la République. Certains seront surpris, pas lui Yvette, sa secrétaire, pourrait en témoigner. Vous verrez, promet-il déjà, il y a vingt ans, je serai ministre de l'économie.

1978 : M. Raymond Barre l'installe Rue de Rivoli. Après 1981, le « vague rose » ne provoque chez lui aucun vague à l'âme. Boi, se console-t-il, de toute façon, je serai un jour président du Sénat. Et, à chaque fois, Yvette d'approuver, « le grand homme » ne se trompe jamais. Face à lui, Nietzsche, non plus, n'aura jamais raison. Lui, la certitude ne l'a jamais rendu fou. Le « shérif » a toujours cru en son étoile, sa bonne étoile qui en trente ans l'aura mené du cambouis des capots aux ors du palais de Marie de Médicis. « Il croit toujours qu'il peut aller plus haut, et le pire, c'est que ça marche à tous les coups. »

Même ses amis ont parfois l'impression d'être en face d'un extraterrestre de la politique, capable d'aller vous décrocher toutes les lunes. « Ce type, assure son jeune disciple, M. Jean-Pierre Raffarin, président (UDF-FR) de la région Poitou-Charentes, a une baraka incroyable. Je n'ai jamais vu un homme qui se comporte ainsi. Dès qu'il arrive quelque part, il fait bien. » Dans ce univers politique qui bien souvent tourne à l'envers, M. Monory a toujours su garder les deux pieds sur terre.

### La légende du petit garagiste

Ni à droite ni à gauche, en avant ! Telle pourrait être la devise de ce John Wayne du Poitou, corrigé Galabru, qui n'a jamais laissé à personne d'autre le soin de ramasser son steak. Les chiens peuvent bien aboyer, il ne se retourne jamais. « Tout se prépare, explique-t-il. La chance passe devant la fortune de chacun. Il faut avoir des lunettes pour la voir. » De ce point de vue, M. Monory n'a jamais été myope, parti de rien pour arriver à tout, il était fatal qu'un jour le modeste l'ignore. Car sa vie, assurément, n'aura pas été banale.

Autodidacte, M. Monory a commencé dans les autos. Fils unique d'un petit garagiste de Loudun, le jeune René a très vite prouvé qu'il avait du caractère. Muni de son seul brevet d'études, à vingt-six ans, il dépose son père qui avait trépassé dur pour monter l'affaire. « Ou tu me laisses la place, ou je vais chercher ailleurs ! » La pire s'exécute. Le groupe René Monory sort son enseignement et va se révéler fort prospère. Concessions Peugeot pour la ville, Massay-Ferguson pour la campagne, et fut pour tout le monde ! Ce n'est pas l'ENA. C'est mieux ! La légende du petit garagiste de Loudun est née, placée comme une légion d'honneur au revers de son veston. M. Monory serait à la retraite aujourd'hui, si, à trente ans, par un de ces nombreux soirs où il ramenait des voitures d'occasion de Paris à Loudun, il ne lui avait pris l'idée de réveiller sa petite ville natale endormie sous les

dépouilles de sa splendeur hugonote. L'entreprise Monory va alors s'élargir à la politique : conseiller municipal, maire en 1959, conseiller général du canton de deux ans plus tard, le garagiste, progressivement, décolle.

Avec pour tout carburant, un indéfectible bon sens paysan, un flair réel et surtout une connaissance presque cynique de la mécanique humaine avec ses pistons d'ambition et ses soupapes de zèle. Son charisme est discutable, mais en tout cas, il a une cure. Le « shérif » s'est installé. Il s'impose et en impose. Le bouteur est en marche.

### « Etre bien dans sa peau »

« Monoryste » lui aurait suffi comme étiquette. Mais, en 1982, son voisin de Châtelleraut, le seigneur Pierre Abelin, en le choisissant comme suppléant aux élections législatives, le fait adhérer au Centre démocrate. Ce ne sera jamais la passion. Vice-président, encore aujourd'hui, du CDS, M. Monory a toujours été centriste plus par commodité que par religion. « Plus égocentriste que centriste », disent certains. « Radical, très, très, très, tendant d'autres. Qu'importe ! Le palais du Luxembourg lui ouvre pour la première fois ses portes en 1988. Maire, conseil général, qu'il préside depuis 1979, Sénat, la machine Monory est en place, labourant par tous les temps des terres fertiles. La Vienne, peu à peu, devient ce que la Corrèze est à M. Jacques Chirac. Le « boss » se fait une réputation de bossard. La machine fonctionne bien. Doté d'une mémoire de cheval, il sait récupérer pour son compte toutes les bonnes idées, sait s'entourer et renvoyer l'ascenseur, à condition qu'il reste à un étage inférieur. M. Monory est partout, inaugurant tout, veillant sur tout, menant ses gens comme dans son entreprise, déblayant tout ce qui peut lui faire de l'ombre.

Son animosité pour M. Edith Cresson, l'autre poids-lourd de son département, vient de là. « Il ne supportait pas, confia un élu local, qu'elle ait fait mieux que lui en devenant premier ministre. » Les choses vont sans doute maintenant s'arranger ! Après les voitures et les tracteurs, la politique devient sa nouvelle conduite intérieure, son seul centre d'un intérêt bien compris. Ses seuls divertissements : la chasse et la pêche au gros en Afrique. Tous ces plaisirs de braque et de capture. « Tout est rapport de force, dans la vie, soutient-il, y compris dans la vie privée. » Pour le reste, Sardonio plutôt que Rachmaninov, VSD plutôt que « La Pitié ». M. Monory n'a jamais cherché à faire illusion. « Je suis un orléanais-t-il. Ma définition de la culture, c'est être bien dans sa peau. » Le dimanche, il sait rester simple en continuant de s'écouter le pasteur avec ses deux vieux copains Nello et Jeanmou. Mais le reste de la semaine, M. Monory met rarement de l'eau dans son vin.

C'est en 1978 que les Français l'ont découvert quand après un bref passage au ministère de l'Industrie et du commerce, il prend

ses quartiers rue de Rivoli. La victoire de l'union de la gauche était annoncée, il avait l'opportunité de retourner au Sénat, M. Valéry Giscard d'Estaing lui fut reconnaissant d'accepter ce poste à hauts risques. « Que ferez-vous si la gauche l'emporte ? », lui fut-il demandé. « Je reprendrai mon garage », répondit-il. Le président avait réclamé au gouvernement un centriste et un sénateur. On lui proposait un symbole bavard de la France profonde et en plus un chasseur. C'était par-



fait ! On raille d'entrée « le meilleur économiste de Loudun », mais à la sortie, on sut lui reconnaître son esprit pragmatique, son souci d'indépendance. Avec lui, les Français eurent l'impression de comprendre les mystères de la haute finance. « Si mes analyses sont accessibles à tous, c'est que je ne sais pas les faire compliquées », avouait-il. Et dans le gardisme finissant, une telle débâcle de simplicité ne pouvait passer inaperçue. Le temps encore de laisser son nom à un nouveau régime de SICAV et M. Monory, ses amis centristes, au lendemain de mai 1981, se laissent, comme bien d'autres, transpercer par le froid de l'opposition. Mais, redevenu sénateur dès septembre, il lance une association, Défense et épargne, histoire de ne pas laisser en déshérence les petits épargnants. Le Club des démocrates, plus politique, est constitué. M. Monory refait du Monory.

### « Du sang sur la copie »

En 1984, il devient champion du monde de la pêche à l'espadon à Dakar et se sent un destin. Agrippé aux basques de Raymond Barre, ses amis centristes, eux, ne le sentent pas. Il se venge en se déclarant rapidement favorable à la cohabitation. Devenir premier ministre ne lui ferait pas peur. M. Chirac le console, en lui confiant, en 1986, le ministère de l'éducation nationale. On le définit comme « le plus chrétien des baristes et le plus bariste des chrétiens ». Il est ravi. On pourrait dire aujourd'hui qu'il est le plus bascardien des giscardiens et le plus giscardien des chiraquiens, il ne proteste pas davantage. Le titulaire du brevet élémentaire venant faire la leçon au recteur, cela ne lui fait pas peur. « De l'économie à l'éducation, tout n'est qu'affaire de bon sens », réplique-t-il à l'envi. Combat pour le bon sens, toujours et encore, titre du seul ouvrage qu'il ait jamais écrit.

A leur tour, les enseignants,

comme les fonctionnaires des finances, vont devoir apprendre à faire avec. Cela commencera dans la rigolade, quand pour une première prise de contact, les responsables d'académie s'entendent dire que leur ministre « n'a pas l'intention de changer d'un iota ». Cela se passera difficilement quand il n'aura de cesse, en prenant à témoin l'opinion, d'ébranler la forteresse de la FEN. Cela finira dans le drame après les manifestations contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur et la mort dans les rues de Paris du jeune Malik Oussekine. M. Monory immole en rase campagne son ministre délégué, M. Alain Devaquet, rappelle à la télévision et finit par se prendre les pieds dans le tapis. « Monory, t'es pourri, y a du sang sur ta copie ! », scandent les manifestants étudiants de fin 1986. Un peu plus tard, il s'avouera sonné. Ses collaborateurs ne cachent pas qu'il vient de prendre un sacré coup de vieux.

La page de la cohabitation tournée, certains imaginent que le page Monory l'est aussi. Il repart sur ses terres s'occuper d'un projet qui prend vite les contours d'un pari hasardeux : la création d'une cité du futur en plein espace betteravier, dont il veut faire « un vivier d'intelligence ». Premier maître d'œuvre : son conseil général, 1,2 milliard de francs d'argent public investis, des remboursements pendant huit ans de 150 millions de francs. M. Monory, une fois encore, passe en force. Avec obstination et courage, il va porter à bout de bras son Futuroscope dont il rebat les oreilles de tout le monde. Il a du mal à convaincre qu'un tel défi pourra être relevé. Il est pleinement aujourd'hui, mais personne alors ne s'est rendu compte que dans sa stratégie de conquête du Sénat, le Futuroscope allait devenir un véritable instrument politique.

Les invitations pleuvent. Des dizaines de châteaux sont attirés, au point de devenir métro à plaisanteries. M. Monory n'en a pas seulement beaucoup « soigné » ses collègues sénateurs, mais il leur a prouvé sur grand écran quels merveilleux outils la décentralisation pouvait livrer et ce qu'était au fond une gestion moderne de l'aménagement du territoire. « La décentralisation, c'est d'abord se mettre à son compte », avait-il l'habitude de dire. On ignorait qu'il irait aussi loin dans la définition. M. Monory n'aura décidément reculé devant aucun sacrifice. Vendredi soir, on en plaisantait encore dans les couloirs du Sénat. « Si Hoefel avait au aussi son Futuroscope en Alsace, sûr qu'il était élu. » D'autres se demandaient si à partir de demain, le nombre des entrées dans cette « cité de la joie » de M. Monory ne va pas connaître un accroissement sensible.

Sa tâche sera maintenant de faire entrer aussi un peu de fun dans ce Sénat bien triste. Il est probable qu'on l'entendra rapidement invoquer le bon sens ou expliquer, selon un de ses mots favoris, « qu'il n'est pas utile d'aller chercher midi à quatorze heures... » M. Monory n'a pas fini de surprendre.

DANIEL CARTON



# SOCIÉTÉ

## Alain Poher te réunie

Alain Poher, président de la Cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.

## toile du "shérif"

Le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.



Le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.

Le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.

Le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.

Le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, a réuni ce matin, à la cour d'assises de l'Aisne, les membres de la cour d'assises de l'Aisne, pour leur présenter les conclusions de l'expertise technique réalisée par le Dr. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, sur les conditions de la mort de Patrick Sigez.

### JUSTICE

Le procès du trio à la 205 rouge devant la cour d'assises de l'Aisne

## L'ultime expertise

Pour permettre à un expert d'effectuer une ultime vérification, la cour d'assises de l'Aisne a décidé, vendredi 20 octobre, de suspendre jusqu'au lundi 25 octobre l'audience consacrée aux trois hommes accusés d'avoir commis, en août 1988, un meurtre, un viol collectif et plusieurs agressions en se déplaçant à bord d'une 205 GTI rouge.

Chaque détail compte et M. Jean-Claude Buet, président de la cour d'assises de l'Aisne, souhaite manifestement qu'aucun aspect de ce dossier ne soit négligé. Depuis l'ouverture des débats, lundi 28 septembre, les indices, fragiles mais concordants, se sont accumulés. Aussi, face à une accusation dont le poids se renforce chaque jour, la défense dément-elle et exploite-elle toutes les approximations ou les erreurs qu'elle peut relever dans l'instruction.

Selon les avocats, Didier Rossi, Michel Schmitt et Jean Vinterstein ne pouvaient pas se trouver à 0 heure 20 à Salaise-sur-Sanne, le 18 août 1988, pour tuer Patrick Sigez, car un témoin déclare les avoir vus au terrain de camping de Tain-Hermitage à 23 heures 50. Ils estiment que leurs clients n'avaient pas le temps matériel de partir du terrain de camping, d'agresser le campsite, de dévaliser les clients, de tuer l'un des délinquants et de faire le chemin jusqu'à Saint-Vallier, dans la Drôme, où ils auraient été vus en train d'agresser une station-service à 0 heure 30. Certes, les agresseurs circulaient à bord d'une puissante 205 GTI. Mais, s'il faut en croire les chiffres donnés par les enquêteurs de police, la voiture aurait dû faire une moyenne de 130 kilomètres/heure. Ce que M. Vergès considère comme impossible, compte tenu de l'aspect de la route.

### Par la route de l'autoroute

La cour a donc désigné un expert qui devra, dans la nuit du 2 au 3 octobre, à bord d'une 205 GTI, effectuer l'itinéraire Tain-Hermitage-Salaise-Saint-Vallier pour vérifier si les chronométrages avancés par l'accusation sont possibles soit par la route, soit par l'autoroute. En outre, le réseau routier ayant été légèrement modifié, notamment par la mise en place de deux rond-points à l'anglaise, l'expert devra en tenir compte.

Les débats proprement dits étant achevés, le président était donc contraint de suspendre l'audience dans l'attente des conclusions de cette expertise qui seront certainement longuement discutées. Avorté en mars dernier, suspendu vendredi après quatre jours de débats aux fins de compléter l'instruction, ce procès semble avoir bien du mal à s'achever.

MAURICE PEYROT

Prisons : un surveillant soupçonné d'avoir introduit une arme dans la centrale de Poissy. - Un surveillant de l'administration pénitentiaire, soupçonné d'avoir introduit, en juillet dernier, un pistolet à grenailles à la centrale de Poissy (Yvelines), où il était en poste, a été interpellé, vendredi 2 octobre, à Aitón (Savoie), par les policiers de la direction régionale de la police judiciaire de Versailles. Ce gardien, dont l'identité n'a pas été communiquée, est mis en cause par un ancien détenu de la centrale de Poissy, qui avait lui-même remis l'arme au directeur de la prison avant d'être transféré dans un autre établissement. Placé en garde à vue, le surveillant devait être présenté, dans le courant du week-end, à M. Richard Pallain, le juge d'instruction chargé de l'information ouverte par le parquet de Versailles à la suite de la découverte de l'arme.

### FAITS DIVERS

Vol de bijoux d'un montant proche de 36 millions de francs à Londres. - La princesse Firval, quarante-sept ans, ex-belle sœur du roi Hussein de Jordanie, a été victime d'un vol de bijoux d'un montant voisin de 36 millions de francs, apprend-on dans le Times du 2 octobre. Le vol, qui a notamment porté sur des bijoux ayant appartenu à la duchesse de Windsor avant d'être rachetés par la princesse Firval, a été perpétré le 18 septembre dans les appartements londoniens de la princesse.

### Aux assises de Meurthe-et-Moselle

## Viol sans huis clos

NANCY

de notre correspondant

Lors d'un procès pour viol, il est rare que les débats soient publics. La loi prévoit en effet qu'à la demande de la victime le huis clos peut être prononcé d'office, afin de la protéger de curiosités malsaines. Or le procès qui vient de se dérouler durant deux jours à Nancy devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a échappé à cette confidentialité protectrice. Sandrine en a décidé ainsi, parce qu'elle voulait surmonter sa honte, « pour l'exemple, pour que toutes les autres filles qui endurent ce que j'ai vécu sachent que le viol ce n'est pas une fatalité et qu'en parler ça peut aider ».

Agée de vingt ans, Sandrine est belle, rousse et courageuse. A plusieurs reprises, elle a été violée par un homme qui lui faisait peur et jouait aux violences sexuelles un climat de terreur. Longtemps, cette jeune fille, qui fait des études supérieures de musique, s'est tue. Lorsqu'elle a été assez forte pour échapper à Joseph Béton, trente-trois ans, elle est allée se réfugier chez une amie. Le lendemain, elle est allée à la police ; elle est restée six heures au commissariat, « devant un inspecteur compréhensif, à qui elle a raconté tout ce qu'elle gardait caché au fond d'elle ».

Pendant une suspension d'audience au procès, elle confie sa surprise de voir la machine judiciaire se mettre en route si facilement. « Les affaires de viol, j'en lisais de temps en temps dans les journaux ; on disait qu'il fallait aller voir le procureur de la République pour dénoncer les faits. Mais quand on est un citoyen ordinaire, c'est pas facile de pousser la porte d'un tribunal. Lorsque j'ai enfin tout dit, c'est comme si j'avais libéré des

vennes à l'intérieur de moi-même. Cela m'a aidé, j'avais besoin de parler, j'avais honte. Mais cela m'a permis de me persuader que ce n'était pas moi la coupable mais lui, que le sale, c'était lui. Le procès, c'est le point final ».

Sandrine s'est donc efforcée d'exorciser sa honte. Assise devant un public très clairsemé, elle regarde droit dans les yeux celui qui l'a blessée et humiliée. Lui, il baisse la tête, parle à voix basse, presque douce. Il dit qu'il n'était « pas lui-même quand il a fait ça ». Lorsqu'il est entré dans le box, il a eu pour Sandrine, confie celle-ci, « un regard chargé de tellement de haine, c'était très dur, et puis il a complètement changé d'attitude pendant le procès ».

Elle a beaucoup réfléchi avant de décider de refuser ce huis clos protecteur qu'on lui proposait. Son avocat, M. Fabienne Villamin, lui a expliqué qu'on ne lui en tiendrait pas rigueur, que c'était un droit pour elle. Mais elle a dit non, « parce qu'elle pense aux autres jeunes filles. En parlant, ne plus avoir peur, tout cela était important pour moi. Le regard des autres, celui des gens normaux qui m'acceptaient avec ce que j'avais vécu, m'a permis de commencer à assumer cette sale histoire ».

Le procès public, c'est la fin du voyage. Les experts psychiatres qui l'ont examinée disent qu'elle n'est ni mythomane, ni fabulatrice, qu'elle est profondément meurtrie par ce drame et que son avenir de femme est perturbé. Elle sait tout cela. Elle vit avec. Elle pense au jour où Joseph Béton sortira de prison, elle a peur. L'avocat général, qui a réclamé huit ans de réclusion à été largement dépassé. Joseph Béton a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle.

MONIQUE RAUX

### SPORTS

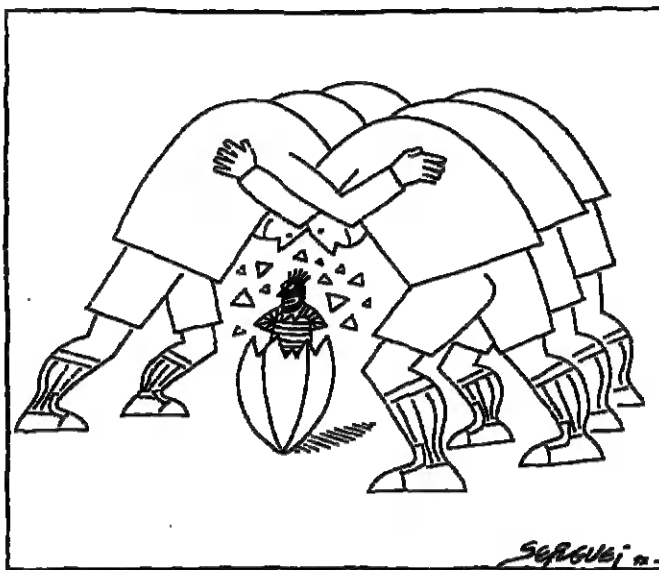
RUGBY : dix-huit ans après leur dernière tournée en France

## Le grand retour des Sud-Africains

La tournée française des rugbymen d'Afrique du Sud commence, samedi 3 octobre à Bordeaux, par un match contre une sélection d'espérance française. Cette tournée - qui compte neuf rencontres dont deux « tests-matches », les 17 et 24 octobre, et qui se poursuivra par quatre rencontres en Angleterre - constitue la première sortie officielle des ex-Springboks depuis l'abolition de l'apartheid et la fin du boycott international à l'encontre des sportifs sud-africains.

Les hommes au maillot vert myrte n'avaient plus foulé une pelouse française depuis 1974. Leur dernière apparition hors de leurs frontières remontait à 1981, lors d'un match contesté contre les All Blacks néo-zélandais, qui s'était achevé sous les sacs de farine jetés d'un avion par des militants anti-apartheid. En ce temps-là, ils s'appelaient encore Springboks. Les équipes du monde entier oscillaient sans cesse entre l'envie de se frotter à leur jeu rugueux et la réprobation légitime que suscitait leur régime de ségrégation raciale.

Pour la sixième tournée française de leur équipe les joueurs qui commencent à Bordeaux n'ont officiellement plus droit à l'appellation de Springboks, même si l'antiope reste cousue sur leurs maillots. Depuis l'unification des deux fédérations, la noire et la blanche, en avril 1992 - le mois où les réformes de M. De Klerk étaient approuvées par référendum, - ce nom, symbole de l'ordre ancien, a été pros crit. Ils ne sont plus que des Sud-Africains, qui renouent doucement avec le reste de la planète ovale, après des débuts difficiles à domicile contre les Néo-Zélandais et les Australiens. Trente rugbymen blancs, un peu déboussolés



par de longues années d'isolement forcé.

Paradoxalement, c'est cette équipe unicolore, héritière directe de la situation créée par l'apartheid, qui est censée représenter, au travers de cette tournée historique, le symbole sportif le plus marquant des bouleversements en Afrique du Sud. Car les stades de rugby ont été longtemps le point de ralliement de la minorité blanche la plus conservatrice. En entonnant l'hymne des afrikaners pendant la minute de silence dédiée aux victimes de violences politiques, lors du récent test-match contre la Nouvelle-Zélande (le Monde du 18 août), les spectateurs nostalgiques de l'ordre ancien ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser ravir leur sport fétiche.

### Le haut niveau pratiqué par les Blancs

A la suite de cette affaire, le Congrès national africain (ANC) a affiché un profil bas, sans souhaiter remettre en question la tournée des anciens Springboks en Europe. Le mouvement de M. Nelson Mandela a prouvé ainsi l'importance qu'il attache à la conquête de ce symbole, comme s'il souhaitait prendre ce bastion blanc en douceur. Longtemps éloignés du jeu ovale, par mépris, les Blancs ont aujourd'hui encouragés à se jeter dans les mêlées. La nouvelle fédération mixte, la SARFU - coprésidée par le Blanc Danie Craven et le Noir Ibrahim Patel, tous deux présents à Bordeaux, - consacreront en 1993 des sommes importantes au développement de ce sport dans les zones défavorisées du pays. Pour l'heure, le rugby de haut niveau, celui qui avait assuré la réputation des Springboks d'antan, reste prati-

qué par des Blancs, même si les structures sont maintenant ouvertes à des joueurs de couleur.

En s'indignant de l'absence du moindre joueur noir, en refusant d'assister à ce premier match bordelais, qu'elle aurait « voulu plus symbolique de l'évolution actuelle de la société sud-africaine » (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), M<sup>me</sup> Bredin est tombée dans un piège. Et le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est trouvé contraint de condamner de fait une équipe trop proche à son goût de l'apartheid sans avoir songé à faire obstacle à la tournée. L'encadrement de la formation sud-africaine lui a rétorqué que la sélection était désormais composée des représentants de toutes les races, et que le seul critère retenu n'était plus la couleur, mais bien la valeur du rugbman.

JÉRÔME FENOGLIO

### ILE-DE-FRANCE

## Un entretien avec le président de Walt Disney Company

« Nous ne pouvons laisser s'installer l'idée que nous avons en partie échoué », nous déclare M. Michael Eisner

ORLANDO (Floride)

de notre envoyé spécial

« Six mois après l'ouverture d'Euro Disney, quel bilan pouvez-vous tirer de l'opération ?

— Formidable. Et optimiste. Nous sommes satisfaits de la façon dont les choses se sont organisées et satisfaites de l'accueil du public. Les six millions de visiteurs recensés il y a trois semaines battent tous les records enregistrés par nos autres parcs dans le même laps de temps. C'est mieux que Tokyo Disneyland, qui, en neuf ans, a déjà attiré 100 millions de visiteurs. Euro Disney est en train de surpasser nos autres parcs. Du 14 juillet 1992 à la dernière rentrée scolaire, nos hôtels ont connu une fréquentation excellente, comparable à leurs équivalents au Japon et aux États-Unis. Il y a même eu un jour où nous avons dépassé le seuil limite des 90 000 visiteurs. Je trouve cela fantastique, très prometteur, vraiment. Euro Disney va devenir la première grande destination de vacances de toute l'Europe. Et cela malgré la fine bouche de quelques médias, les barrières d'agriculteurs et quelques mauvaises humeurs syndicales.

— Vous avez tout de même eu quelques surprises...

— La première grosse surprise, c'est ce fameux permis à points qui a bloqué la France une semaine ou deux, en déclenchant la colère des camionneurs. Impossible pendant ce temps-là d'accéder à Euro Disney. Pour beaucoup heureusement cela ne fut que partie remise. La deuxième surprise est une bonne surprise : c'est le degré d'accomplissement et de perfection du parc sur lequel nous avons travaillé depuis 1984.

— Et le choc de la France ?

— Primo, la France est au centre géographique de l'Europe de l'Ouest. Secundo, nous avons eu le RER à notre porte - moi qui ai grandi à New-York, je sais la différence que ça fait. Tertio, la TGV qui circulera bientôt par le tunnel sous la Manche pouvait nous amener des voyageurs de toute l'Europe. Un énorme bassin de population habite à moins de deux heures de voiture du parc, 300 millions de

gens vivent à moins de deux heures d'avion. Enfin, depuis soixante-dix ans, la Compagnie Walt Disney a beaucoup d'affinités avec la culture française.

— On a beaucoup parlé d'impérialisme culturel...

— Ah ! ce fut assez dur, évidemment. Un peu stupide même, et bien peu hospitalier. Des attaques qui faiblissent à mesure qu'elles se poursuivent. Mais qu'elles prennent cette ampleur, vous sentez tout de suite que c'est du cinéma ! Mais le cap le plus redoutable, c'est aujourd'hui que nous affrontons. Car nous ne pouvons laisser s'installer l'idée que nous avons en partie échoué. Il faut que nous arrivions à rectifier l'erreur qui consiste à clamer que nous sommes pleinement ravis, mais tout en nous abstenant de paraître prétentieux ou arrogants. C'est une communication difficile à manier et d'autant plus délicate que nous sommes l'invité de la France.

— Vous avez l'habitude des médias...

— Ce qui m'a sidéré tout de même, en France, c'est l'absence de télévision locale et donc l'impossibilité d'affiner nos messages. Les médias et de nous adresser parfois uniquement à la communauté de la région parisienne, comme je voudrais le faire pendant l'hiver par exemple. Or, quand on passe sur TF 1 ou France 2, c'est toute la France qui entend le message, lequel est forcément brouillé et inadéquat. Il nous faut donc apprendre à utiliser radio et affichage, notamment dans le métro.

— On a accusé le gouvernement d'avoir été bien trop complaisant à votre égard...

— Ma réponse est simple. Paris a été cette année la ville européenne dont la fréquentation touristique a littéralement explosé, avec des records de visiteurs anglais, allemands et italiens. Marne-la-Vallée aura engagé environ 25 000 personnes pour travailler sur le projet Disney. Et bien, je crois que dans une économie internationale en pleine crise, qui n'épargne pas la France, Euro Disney aura été une chance formidable. Jacques Chirac m'a d'ailleurs personnellement félicité, non pas d'Euro Disney, mais du nombre de touristes drainés

Action de Rappel

**POUR VOTRE SÉCURITÉ**

Le présent avis s'adresse aux personnes ayant acquis un :

**NETTOYEUR HAUTE PRESSION "KÄRCHER" K400**

Cet appareil a été mis récemment sur le marché après avoir obtenu, tant pour la France que pour l'ensemble des autres pays où il est commercialisé, toutes les homologations nécessaires à sa diffusion. Dans le cadre de ses contrôles permanents de sécurité, KÄRCHER a poursuivi les tests de fonctionnement de cet appareil, le soumettant à des conditions d'utilisation allant au-delà des durées habituelles.

Il s'est ainsi avéré que certains d'entre eux pouvaient présenter, à l'usage, un risque de court-circuit qui, dans l'hypothèse d'une utilisation sans mise à la terre malgré les instructions d'emploi, peut entraîner un risque d'électrocution.

Soucieuse de votre sécurité totale, la société KÄRCHER demande à tous les propriétaires d'un matériel K400 portant un numéro de série allant de 18 329 à 22 728 - 28 924 à 32 745 de se présenter avec leur appareil sur le lieu de leur achat, où il sera procédé à :

**l'échange contre un KÄRCHER K400 neuf nouvelle série.**

D'ores et déjà et dans tous les cas, de ne plus utiliser votre appareil.

Cette formule d'échange a été délibérément choisie par KÄRCHER afin de ne vous occasionner aucune gêne et ne pas vous priver de votre appareil le temps qui aurait été nécessaire à une intervention technique. Nous vous remercions de votre concours et de votre compréhension pour ces mesures destinées à vous permettre de disposer d'un matériel vous offrant toutes les garanties de confort et de fiabilité.

\* En cas d'impossibilité, veuillez nous contacter au numéro vert 05 10 12 12 où la procédure à suivre vous sera indiquée.

**KÄRCHER**  
mécanise  
le nettoyage.



SCIENCES

Malgré l'austérité budgétaire

# Les crédits consacrés à la recherche devraient augmenter de plus de 5 % en 1993

Avec un projet de budget de 53,7 milliards de francs, en augmentation de 5,25 % par rapport à 1992, le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, maintient de justesse, malgré l'austérité, la priorité accordée depuis plusieurs années à la recherche. Mais ces crédits, s'ils sont votés, ne permettront pas à la France de porter, comme elle l'avait souhaité, ses dépenses de recherche à 3 % du PIB.

« Nous pourrions avoir des craintes compte tenu de la volonté du gouvernement de maîtriser la progression des dépenses publiques. Finalement, le budget civil de la recherche connaît une augmentation sensible par rapport à d'autres secteurs. » L'expansion est plus

modeste que les années précédentes, note un chercheur, « dans la mesure où, avec 53,7 milliards de francs (1), le projet de budget pour 1993 n'augmente que de 5,25 % pour ce qui concerne les dépenses ordinaires et les autorisations de programme, contre 7 % en 1992, 7,5 % en 1991, 7,1 % en 1990 et 7,6 % en 1989. »

Malgré ce fléchissement dans la croissance d'un secteur qui fut toujours soutenu par le gouvernement socialiste, le projet de budget 1993 est donc de nature à rassurer les milieux scientifiques. C'est ainsi que les dépenses ordinaires (DO), qui couvrent presque exclusivement les salaires des personnels des organismes publics, s'élèvent à 26,6 milliards de francs, soit une augmentation de 5 %, tandis que les autorisations de programme (AP), qui conditionnent l'avenir de la recherche, se montent à 27,1 milliards de francs, soit une augmentation de 5,5 %, qui se partage entre les activités de recherche publique (+ 500 millions de francs), les programmes spatiaux (+ 600 MF) et le soutien à la recherche industrielle (+ 300 MF).

Les crédits de paiement, eux (CP), avec 26 milliards de francs, connaissent pour la deuxième année consécutive une croissance (5,7 %) légèrement supérieure à celle des autorisations de programme. Ces efforts se traduisent pour l'ensemble du budget civil de recherche et développement (BCRD) par une affectation des deux tiers de la dotation, soit 35,3 milliards de francs, en faveur de la recherche publique, tandis que le reste se partage entre les activités spatiales (9,5 milliards de francs) et le développement technologique et le soutien à la recherche industrielle, qui reçoivent 8,9 milliards de francs (2).

## Les trois poids-lourds

Une analyse plus fine montre que les budgets des organismes mobilisent près des trois quarts des dotations du BCRD. Comme chaque année, le CNRS, le CEA et le CNES se taillent la part du lion

avec plus de 28 milliards de francs à eux trois. Le CNRS progresse de 4,5 % avec 12,4 milliards de francs (DO + AP) et le CNES de 7 %, avec 9,2 milliards de francs. A la veille de la conférence des ministres européens de l'espace qui se réunira début novembre à Cransac, cela marque la continuité de l'effort français pour l'espace mais ne répond pas pour autant les difficultés budgétaires du CNES, confronté aujourd'hui à un lourd endettement.

Quant au CEA, fortement ébranlé cet été par des projets de réforme de ses statuts et de ses missions, il connaît, après une longue période d'austérité budgétaire, une petite embellie. Ses crédits, avec 6,5 milliards de francs, sont en augmentation de 3,8 %, mais ces promesses ne semblent pas convaincre la CGT, qui s'inquiète, dans un communiqué publié début septembre, du devenir d'une partie de la subvention civile du CEA, s'élevant à environ 1 milliard de francs, inscrite aux projets de budget des ministères de la défense (300 millions de francs) et de l'économie et des finances (740 millions de francs).

Au-delà de ces opérations, un effort tout particulier est fait en direction de la recherche médicale : 6,6 % d'augmentation pour l'INSERM, 10,5 % (210 MF) pour l'Agence nationale pour le sida (ANRS) et 40 % pour le Centre d'études du polymorphisme humain (CEPH), dont les travaux sur le séquençage du génome ont fait l'objet d'une percée remarquable. Enfin, l'INRIA se voit doté de crédits en augmentation de 7,5 % pour ses travaux en informatique et automatique et l'ADEME d'une croissance de 9,5 % pour ses recherches sur l'environnement et la maîtrise de l'énergie.

A ces mesures budgétaires s'ajoutent bien sûr celles prises en faveur de l'emploi. Quarante cent soixante emplois nouveaux seront en effet créés en 1993 pour les personnels de recherche : 300 postes concernent les chercheurs, dont 70 d'enseignants-chercheurs au titre de la mobilité avec l'enseignement supérieur et 170 autres pour les ingénieurs, techniciens et adminis-

tratifs (ITA). Au total, note le ministère, ce sont 1 625 emplois de chercheurs et de cadres scientifiques auxquels s'ajoutent 1 500 autres pour les ITA, dont 1 208 (1 014 pour les ITA) dans les établissements publics à caractère scientifique et technique (EPST), qui auront été ainsi créés entre 1989 et 1993.

Malgré l'austérité et une conjoncture mondiale difficile, ce dispositif budgétaire devrait permettre à la France de se maintenir au quatrième rang des puissances industrialisées pour leur effort de recherche derrière le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Somme à laquelle il conviendrait d'ajouter les crédits affectés à la recherche militaire, qui s'élèvent à quelque 30 à 35 milliards de francs. La dotation participative à l'effort en faveur des activités spatiales, avec 3 à 3,5 milliards de francs.

(2) Les crédits d'aide en faveur de la recherche industrielle s'élèvent à 8,6 milliards de francs en tenant compte des subventions accordées aux programmes aéronautiques civils, dans ce secteur où le crédit d'impôt-recherche est reconduit pour trois ans (1993-1995).

La France et la Russie signent un protocole d'intention pour jumeler leurs centrales nucléaires. Le ministre de l'énergie atomique de Russie, M. Victor Mikhaïlov, et le président d'EDF, M. Gilles Ménage, viennent de signer un protocole d'intention prévoyant le jumelage systématique entre les centrales nucléaires des deux pays. Ce protocole « doit trouver sa concrétisation avant la fin de l'année », précise EDF dans un communiqué publié jeudi 1<sup>er</sup> octobre. Son objectif est de renforcer la coopération entre les exploitants, de déterminer des domaines concrets de développements communs ou de partenariat, « particulièrement dans le domaine de l'amélioration de la sûreté et des méthodes de travail », et de mettre en place une société commune dans le domaine de l'ingénierie d'exploitation nucléaire.

EDUCATION

A l'occasion de la leçon inaugurale de l'écrivain Umberto Eco

# M. Lang annonce un plan de rénovation du Collège de France

Peu avant d'assister à la leçon inaugurale de l'essayiste et romancier italien Umberto Eco, qui tiendra cette année la chaire européenne créée en 1989, M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a rendu public, vendredi 2 octobre, un plan de rénovation et de modernisation des locaux du Collège de France, qui n'a subi aucun changement majeur depuis 1937. La leçon inaugurale d'Umberto Eco sera commentée dans « Le Monde des livres » daté vendredi 9 octobre.

Dans deux ou trois ans, la foule anonyme qui se presse pour assister aux prestigieuses leçons inaugurales ne devrait plus s'agglutiner, qui dans l'embrasure d'une fenêtre, qui dans une salle sous-dimensionnée, exigüe, qui devant un écran vidéo en guise de professeur, comme cela s'est le cas vendredi 2 octobre pour le très médiatique professeur Umberto Eco. Le Collège de France va faire peu neuve et apparaît déjà comme l'un des derniers « grands chantiers » du président Mitterrand.

Conçu par l'assemblée des professeurs elle-même, avec l'aide du secrétariat d'Etat aux grands travaux, le plan de modernisation annoncé par le ministre de l'éducation nationale est destiné, non seulement à améliorer l'accueil du public, mais aussi à assurer une plus grande cohérence dans l'organisation du travail de recherche de l'établissement auquel le temps avait donné des allures labyrinthiques et peu rationnelles. Un grand ménage intérieur est donc programmé pour réajuster physiquement cette vénérable institution atypique, créée par François I<sup>er</sup> en 1530, sous l'impulsion de Guillaume Budé, où les professeurs sont recrutés sans aucune condition de grade, où aucun programme n'est imposé et où les cours sont libres et gratuits.

Le plan prévoit ainsi, dans sa première phase, la construction d'un amphithéâtre de quatre cents places, en sous-sol sous la cour même du Collège, ainsi que l'aménagement, sous les bâtiments existants datant de

la fin du dix-huitième siècle, d'un foyer et de plusieurs salles de séminaires. Un concours d'architecture devrait être lancé début novembre, sur la base d'un cahier des charges établi par les grands travaux. La première phase du plan, qui doit s'étaler sur trois ans, a été évaluée à 100 millions de francs, dont 30 millions ont déjà été inscrits au budget de 1993, financés à part égale par les grands travaux et l'éducation nationale.

A terme, les professeurs du Collège et leur administrateur, M. André Miquel, pourront donc miser sur des laboratoires modulables, les scientifiques sur une bibliothèque qui leur faisait défaut, les invités étrangers sur des lieux d'accueil plus conviviaux et adaptés. Le Collège, récemment, s'est d'ailleurs résolument tourné vers le monde. Ainsi un décret, paru en août, est venu modifier les conditions de recrutement pour chacune des cinquante-deux chaires permanentes de l'institution afin de pouvoir nommer tout autant des personnalités étrangères que françaises.

Dans ce cadre, le linguiste allemand, Harald Weinrich, déjà titulaire en 1989 de la chaire européenne qu'occupe aujourd'hui Umberto Eco, devrait tenir désormais, à titre permanent, la chaire de philosophie de la connaissance. Tandis que l'historien médiéviste et député polonais, M. Bronislaw Geremek, devrait prochainement occuper, pour une durée d'un an, la chaire internationale, nouvellement créée, et pour laquelle M. Mikhaïl Gorbatchev avait été un temps pressenti.

Par ailleurs, M. Lang a rappelé qu'un contrat quadriennal de développement de la recherche et des études doctorales avait été signé en août, garantissant en particulier au Collège des crédits annuels d'un montant de 33,87 millions de francs, en hausse de 4,5 % par rapport aux années antérieures. Le ministre de la culture a enfin souhaité que, « dans l'esprit du Collège », dont l'enseignement s'adresse tout aussi bien aux auditeurs qu'au grand public, certains cours puissent être retransmis par la future chaîne éducative qu'il appelle de ses vœux.

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Selon le projet de budget

# Les armées françaises perdront 22 400 emplois dont 16 500 d'appelés

Le projet de budget pour 1993 du ministère de la défense s'élève à 197,8 milliards de francs (hors pensions), soit une augmentation de 1,35 % par rapport à 1992, et il prévoit la suppression de 22 400 emplois, dont 16 500 postes d'appelés. Ces dépenses se répartissent ainsi : 102,9 milliards de francs de crédits de paiement pour l'équipement nucléaire, spatial et classique des armées (soit un maintien à francs courants par rapport à 1992), et 94,9 milliards de francs (en hausse de 2,86 % par rapport à 1992) de crédits de paiement pour le fonctionnement (rémunérations et entretien).

Les réductions d'effectifs visent 16 500 postes d'appelés, dans l'armée de terre essentiellement : 1 500 emplois de militaires d'active (1 100 pour l'armée de terre, 315 pour l'armée de l'air et 85 pour la marine), et 4 400 civils

dont moins de la moitié dans les activités industrielles de la délégation générale pour l'armement (DGA). La suppression d'emplois civils sera obtenue par des départs à la retraite anticipés et des reclassements, sans licenciements. En 1992, les armées françaises réunissent 297 357 cadres d'active, 224 966 appelés du contingent et 112 582 personnels civils.

Parallèlement à ces suppressions, le budget prévoit la création de 1 000 emplois de gendarmes (750 d'active et 250 auxiliaires, issus du contingent). Il garantit la création de 60 places d'élèves à Polytechnique. Il instaure aussi un relèvement de 10 % de l'indemnité pour charge militaire.

Pour les crédits d'équipement, 102,9 milliards de francs sont prévus. La part consacrée à la dissuasion nucléaire baisse de 11,5 %, pour s'établir à 25 % du budget

d'équipement (contre 30 % d'il y a deux ans). Déjà, en 1992, cette part du nucléaire était en régression. Celle affectée au renseignement et au spatial - deux priorités de M. Pierre Joxe - augmentera de plus de 13 % (la hausse en 1992 a été de 17 %), bénéficiant notamment aux programmes de satellite militaire d'observation Hélios, de satellite de transmissions Syracuse et de satellite radar Osiris. Les crédits pour les études et recherches - un autre « cheval de bataille » du ministre - progressent de 6 %.

Les crédits alloués aux armements classiques progressent de 4,6 %. Selon le ministère de la défense, les grands programmes (avion Rafale, char Leclerc, hélicoptère de transport NH-90 et de combat Tigre) sont sauvegardés, mais leur réalisation sera sensiblement étalée dans le temps pour certains.

## ENVIRONNEMENT

Le navire de Greenpeace est arrivé à Cherbourg. Un navire de l'organisation écologiste Greenpeace, le *Beluga*, est arrivé, vendredi 2 octobre, à Cherbourg (Manche) pour y attendre le cargo japonais *Akatsuki-Maru*, qui doit prochainement prendre livraison d'une tonne de plutonium produite par l'usine de retraitement de La Hague. Cette opération, dont la date de réalisation est tenue secrète, mais dont beaucoup estiment qu'elle devrait avoir lieu dans la deuxième quinzaine d'octobre, mobilise activement les associations de défense de l'environnement opposées à la multiplication des transports de cette matière radioactive « sensible » brûlée par les réacteurs nucléaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde L'ÉCONOMIE

REPÈRES

## NUCLÉAIRE

Défauts de soudures à la centrale de Saint-Alban (Isère)

Les autorités de sûreté et Electricité de France viennent de mettre en évidence des défauts métallurgiques sur le réacteur numéro 1 de la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère). Les premiers défauts, découverts durant l'été à l'occasion de contrôles réalisés lors de l'arrêt de l'installation pour rechargement en combustible, affectent des tuyauteries du circuit secondaire dans lesquelles circule la vapeur nécessaire à l'alimentation des turbo-alternateurs. Plus de deux cents anomalies de ce type, liées à des erreurs de fabrication, ont été répertoriées. Mais, selon les experts, deux seulement posent un problème et donneront lieu à des réparations avant le redémarrage de l'installation.

## MÉDECINE

En un an, le nombre de cas de sida a augmenté de 23 % en Europe

Selon les statistiques trimestrielles publiées par le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida (hôpital national de Saint-Maurice), au 30 juin dernier, 78 696 cas de sida avaient été déclarés en Europe, soit une augmentation de 23 % par rapport à la même période de 1991. La répartition des cas déclarés en fonction du groupe de transmission montre le maintien d'une prédominance marquée, à part égale, des groupes homo/bisexuels masculins et toxicomanes. Ainsi, en France, sur un total de 20 250 cas de sida déclarés, on comptait 10 236 cas transmis par voie homosexuelle et 4 387 cas liés à l'utilisation de seringues par voie intraveineuse.

## CATASTROPHES

Vaucluse : soixante-trois communes déclarées zones sinistrées. Un arrêté ministériel déclarant zones sinistrées soixante-trois communes du Vaucluse dévastées par les intempéries qui ont frappé le département le 22 septembre dernier devrait prochainement paraître au Journal officiel. Ce texte, qui devrait être signé dans un délai de dix jours, est le résultat d'une réunion tenue, vendredi 2 octobre, par une commission interministérielle composée de représentants de la sécurité civile, des ministères de l'économie et des finances, du budget, de l'intérieur. Cet arrêté - très attendu - devrait permettre une indemnisation rapide des victimes.

De 1990 à 1991

# Le coût des actions humanitaires de l'armée a quadruplé

En un an, le coût pour les armées françaises de leur participation aux actions dites humanitaires a pratiquement quadruplé, passant de 128,8 millions de francs en 1990 à 467 millions de francs en 1991. Cette estimation figure dans le dernier numéro du bulletin *Objectif Défense* que le ministère de la défense publie à l'intention des commandants d'unité.

Les armées classent en quatre catégories les actions dites humanitaires qu'elles exécutent, dans un cadre national ou international, sur l'initiative du gouvernement français. Il s'agit de l'évacuation éventuelle de ressortissants français ou binationaux (comme au Zaïre, en Somalie ou en Éthiopie) ; des interventions dans le cas de catastrophes

naturelles ou technologiques ; de l'assistance à des populations soumise à la sécheresse, à la famine ou à des épidémies, ou enfin des actions militaires humanitaires (en particulier, via l'ONU). En 1991, le coût de ces actions s'est réparti ainsi par armées ou services : 160 millions de francs pour l'armée de l'air (au lieu de 50,9 millions de francs en 1990) ; 140 millions de francs pour l'armée de terre (au lieu de 5,3) ; 135 millions de francs pour la marine (au lieu de 60,2), et 52 millions de francs pour le service de santé (au lieu de 12,4).

« La situation internationale, écrivent les rédacteurs du bulletin, a poussé le montant de 1992 sera aussi élevé, voire plus élevé que celui de 1991. »

Le Monde

PLANTU

ici MAAASTRICHT!  
LES EUROPEENS  
PARLENT AUX EUROPEENS!



L'ALBUM 92

La sélection de ses meilleurs dessins  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX







HEURES LOCALES

REPÈRES

ILE-DE-FRANCE  
La Défense  
informe ses visiteurs

CINQ mois après l'arrivée du métro à la Défense, l'établissement public d'aménagement (EPAD) vient d'ouvrir à la sortie de la station Esplanade un nouvel espace d'information. Le premier avait été inauguré il y a deux ans, devant le CNIT, au pied de la Grande Arche.

Habitants, hommes d'affaires, visiteurs, touristes, peuvent trouver dans ce kiosque des informations pratiques (plan, horaires, transports, manifestations culturelles ou sportives), mais aussi les nouvelles sur l'évolution du quartier, les travaux de l'arrivée de nouvelles entreprises.

On peut également voir une présentation du quartier : son histoire, son actualité, ses projets de développement. Des maquettes permettent aux visiteurs de suivre l'opération d'aménagement dans son contexte local et régional. Des panneaux illustrent l'histoire de la Défense. Un espace vidéo permet de visionner les films réalisés par l'EPAD, de revoir les grands moments de la Défense comme le concert des droits de l'homme de 1990, le spectacle de Jean-Michel Jarre en 1990.

NORD-PAS-DE-CALAIS  
Euralille  
en chantier

HUIT mois avant la mise en œuvre du TGV Nord, les travaux de la nouvelle gare d'Euralille, autour de la nouvelle gare, sur plusieurs dizaines d'hectares, la Cité des affaires (trois tours de bureaux), le Triangle des gares (pôle de commerces et de loisirs) et un palais des congrès en chantier pour une livraison prévue pour 1994.

Pour cette première étape d'un projet qui comptera à terme 600 000 m<sup>2</sup>, une somme de 3,3 milliards de francs doit être apportée par des capitaux privés (1,5 milliard par l'Etat et les collectivités). Premier lot, liste des livraisons, le Triangle des gares comprendra notamment un hypermarché, 130 boutiques et 500 places de parking.

Le financement des deux des trois tours de la Cité des affaires est achevé. Pour la tour de l'atrium du World Trade Center (45 000 m<sup>2</sup> total), un protocole d'investissement a été signé entre l'UAP et la Caisse des dépôts et consignations, qui seront les investisseurs les plus importants. Quant au Crédit lyonnais, qui possède déjà trois tours à Lyon Part-Dieu, à la Défense et à New-York, il s'est porté acquéreur de la seconde tour (14 600 m<sup>2</sup>), pour 270 millions de francs.

PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR  
Un nouveau  
magazine municipal  
à Nice

APRÈS le départ de M. Jacques Maderin (CNI), ancien maire, et la liquidation de la dispendieuse création para-municipale Nice-Communication (137 millions de déficit), la ville de Nice a redéfini sa politique de relations publiques sur des bases plus réalistes. Du petit « empire » qu'il était, le maire-médic, qui comprenait sept ou huit titres, ne subsistent plus que deux publications, « Lettre du maire » (dix numéros par an) et « Nice quinzaine », à périodicité variable.

Mais, après avoir fait passer la municipalité à l'ère de la nécessité, la ville dispose d'un organe d'information grand public. Aussi, vient-elle de lancer un magazine, intitulé simplement « Nice », qui se présente sous la forme d'un bimensuel de 24 pages, en quadrichromie, sans publicité, tiré à 190 000 exemplaires, diffusé chaque foyer par une société privée. Il en coûte 2 400 000 francs au budget de la ville.

Ce magazine, qui se distingue par une mise en page soignée, un ton chaleureux, veut un outil de communication interactif. Son rédacteur en chef, M. Alain Lefebvre, ancien grand reporter à « Nice-Matin » et ancien directeur de l'unité de presse du groupe GMF-FNAC.

Le projet de budget pour 1993

Solidarité, intercommunalité et prise en compte du statut de l' élu caractérisent les aides de l'Etat aux collectivités

Le projet de loi de finances pour 1993 a le double mérite de « satisfaire » à la fois M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, et M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président du Comité des finances locales. En effet, les aides que l'Etat destine au secteur public local progressent, année après année, de façon soutenue, puisqu'elles s'élèvent à 258,5 milliards de francs. Elles augmentent de 6,1 %, soit quatre fois plus vite que les propres dépenses de l'Etat (+ 3,5 %).

Ces aides – ainsi dénommées parce qu'elles sont prélevées sur les charges de l'Etat, et non sur une seule ligne budgétaire – représentent environ le tiers des dépenses des collectivités locales. Ils sont répartis en quatre ordres : aides au fonctionnement, aides à l'équipement, compensations liées aux transferts de compétences, compensations fiscales. L'augmentation qu'elles devraient connaître a fait dire à M. Fourcade, le 11 septembre, que les collectivités « ne sont pas sacrifiées ».

Les collectivités devraient avoir un autre motif de satisfaction, estime M. Sueur. Le projet de loi de finances marque en effet « une pause dans le changement des règles du jeu financier ». Cette année, la modification n'affecte la structure des concours financiers de l'Etat. Pourtant, le projet de budget amplifie les efforts de solidarité institués par le gouvernement depuis 1991.

Ainsi, la dotation de solidarité

urbaine (DSU), destinée aux villes qui ont beaucoup de logements sociaux, mais peu d'entreprises, atteint un milliard de francs. Le fonds de correction des déséquilibres régionaux voit le jour. La dotation globale d'équipement « rééquilibrée » en faveur du monde rural.

Au titre de la loi de finances, le gouvernement poursuit son incitation à l'intercommunalité. La dotation de développement rural, destinée aux bourgs-centres et aux projets de développement portés par des groupements de communes, double, comme prévu dans la loi de l'administration territoriale de la République. Elle atteint 600 millions de francs, malgré la diminution prévue des recettes fiscales de l'Etat.

Une dotation  
pour la Corse

Après avoir obtenu, l'an passé, le statut de département, la Corse a obtenu, le 11 septembre, la mise en œuvre de la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux. Ces collectivités ont la possibilité d'améliorer les indemnités de leurs maires. Or, en milieu rural, beaucoup n'ont pas pu appliquer ce texte, faute de ressources. Le projet de loi de finances crée donc une dotation de 250 millions de francs, que M. Fourcade a qualifiée de « bonne surprise ».

La dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours

financier de l'Etat aux collectivités locales, s'élève à 96,2 milliards de francs. Indexée sur l'inflation et le produit intérieur brut, elle enregistre une augmentation de 4,3 %, quasiment identique à celle de 1992. Conformément au principe pris par le ministre du budget, M. Michel Chasseigne, les DGF. Désormais, les collectivités ne devraient percevoir une « rallonge » au cours d'année, quelle que soit l'évolution réelle des indices de fonction desquels la dotation est calculée.

En raison de certains mécanismes de péréquation internes à la DGF, les collectivités ne doivent pas s'attendre à une augmentation identique de cette recette. Dans les grandes villes, elle devrait progresser, en moyenne, de 2,4 %, soit moins que la hausse prévisible du coût de la vie, remarque, avec inquiétude, l'Association des maires des grandes villes de France.

Le projet de loi de finances porte une « anomalie », selon M. Fourcade : la stagnation du fonds de compensation de la TVA, qui s'élève, comme l'an dernier, à 21 milliards de francs. Ce fonds a pour objet de compenser les versements de TVA que les collectivités acquittent lorsqu'elles effectuent des investissements. Sa stabilisation s'explique, selon M. Sueur, par une surestimation du montant l'année dernière. Si les collectivités qui l'alimentent s'avèrent insuffisantes, ils pourraient être amenés à verser une loi de finances rectificative.

Pour la première fois apparaît une dotation globale de décentralisation pour la Corse, qui s'élève à un milliard de francs. Les compensations d'exonérations de taxes diverses (foncière, professionnelle, taxe d'habitation) passent de 51 à 56,7 milliards de francs. En 1993, l'Etat devrait donc garder son rôle de « premier investisseur local ».

R. R.

Paris-piétons

La construction d'un parking rue des Saints-Pères relance le débat sur la circulation modifiée

A place Saint-Germain-des-Près va-t-elle être réservée aux piétons ? Dans le cadre d'un réaménagement du quartier, un certain nombre de riverains suggèrent de laisser aux piétons le boulevard de la Vierge, aux vices techniques de la Ville d'étudier la proposition. M. François Collet (RPR), maire de l'arrondissement, ne voit pas d'un bon œil le projet. Il craint qu'au pied du clocher romain, il n'y ait pas de place pour modifier les flux de circulation.

Peut-être garde-t-il en mémoire le souvenir de la malheureuse expérience de la piétonne, lancée par la Ville il y a quelques années, rue Saint-André-des-Arts. La laisser-aller qui s'était installé dans le quartier du vieux Paris a suscité le mécontentement des riverains qui ont demandé – et obtenu – que l'affaire soit mal préparée. Mais le quartier Saint-Germain-des-Près qui a perdu sa confiance tranquille pour laisser place aux pizzerias et aux façades « design », a besoin d'un sérieux coup de ravalement.

Le « cauchemar »  
des riverains

A quelques mètres de la place, où sous les pavés dorment les premiers Mérovingiens, l'étroite rue des Saints-Pères connaît une animation particulière. Aux mauvaises conditions de circulation du quartier, s'ajoutent aujourd'hui, pour les riverains, des problèmes de stationnement. La cause de cette effervescence est l'énorme parking prévu au long de la faculté de médecine pour accueillir les places sur sept niveaux. Pour stationner, le bout de trottoir, rue des Saints-Pères, rue Jacob, rue Péronnet s'arrache à l'effort d'injures.

« Le cauchemar », ajoute les riverains, « l'enfer », ajoutent les commerçants, artisans et de galerie de peinture, éditeurs. Les riverains de

stationnement sont achevés en septembre 1994. L'ensemble des places – la demande est très forte – sera concédée pour une durée de soixante-quinze ans. Coût de l'opération : 275 millions de francs (valeur janvier 1989) payables en trois fois. « En fait, affirme un riverain qui a déjà retenu une place, cela reviendra fin 1991 à 400 000 francs ». Les riverains ainsi dégoûtés seront contrôlés par la Ville qui pourra disposer pour le financement de la stationnement définitive, précise la direction de la voirie de la mairie de Paris.

Pour tenter de calmer le jeu, M. Patrick-Olivier Picourt (UDF) conseiller de Paris a demandé, lundi 11 septembre lors d'une séance du conseil de Paris, le préfet de police de prendre des mesures pour réserver la soirée du week-end la circulation à la stationnement des riverains de la rue des Saints-Pères. Il précise : « Il y a quelques années, les riverains avaient été pris dans la tourmente du projet de la place de Saint-Germain-des-Près à la place de Furstenberg. Une telle initiative s'était révélée particulièrement efficace lorsque la préfecture de Paris mettait le terrain le personnel nécessaire. La situation engendrée par les travaux de la rue Bonaparte, un secteur délimité par la rue Bonaparte et la rue de la Harpe ».

M. Picourt conclut : « C'est personnel de la part des conséquences d'un aménagement ultérieur d'une circulation modifiée en faveur des riverains. Cette « circulation modifiée », qui pourrait être appliquée à d'autres secteurs de la capitale, vise à limiter les nuisances et à améliorer la livraison des marchandises, les prochaines semaines, cet éprouvé dossier.

JEAN FERRIN.

DÉBAT

Redéfinir le développement local

par Michel Naut

« T » ARTE à crime discours politico-économique » M. Maurice Lévy, maire de Cholet, « thème à la mode, vague et ambigu » qui charrie des réalités et des diversités d'après M. Paul Houée, ancien maire de Saint-Gilles-du-Ménil, Côtes-d'Armor, « expression banalisée que l'on véhicule sans que l'on sache toujours ce que l'on y met » aux yeux de M. Jean-Pierre Worms, député de Saône-et-Loire, développement local est devenu l'usage espagnol.

« De quoi parle-t-on ? », demande M. Jacqueline Mengin, de la Fondation pour la recherche sociale, qui regrette que le développement local soit devenu « un concept ambigu » fondant avec les notions de création d'emplois et d'équipements. Quand le maire de Vesoul (Haute-Saône) crée, organise, interprète les spectacles nourris de culture locale et fonde une situation locale où, qu'ainsi le melting pot d'où naîtront des projets locaux mobilisant des moyens locaux – ne se exclure d'autres – et que, la même assemblée, un de ses collègues explique que, pour augmenter la population, il faut un lotissement pour les familles de salariés de la ville voisine, celles-ci s'y approvisionnant et y scolarisant leurs enfants, les deux maires-là parlent-ils du même développement ?

Alors on s'interroge. Mais M. Babel, par les réunions où l'on parle de développement local, « S'agit-il de jeux illusoires d'une société laïque ou au contraire, d'ébauches d'un mouvement social où se retrouvent les modes de fonctionnement de la société civile et ses rapports à l'Etat ? », reprend le propos de M. Paul Houée.

Une étiquette  
trop utilisée

Il avait répondu à la question, il y a près de dix ans, par une « réflexion » produite par la DATAR : « Il faut faire clairement le développement local et éviter que ce mode de développement ne devienne un prétexte à la question des concepts, des manières de dire et d'agir ». M. Jacques Bonnel, chercheur au CNRS, précise qu'il s'agit d'opposer, à terme, « un modèle de développement caractérisé par le productivisme, l'économisme, la dimension centrifuge et exogène, des contre-modèles à tonalité endogène, solidariste, horizontale. Les difficultés induites par les définitions de développement local sont donc probables et leur rôle idéologique ».

Mais M. Paul Houée voit ce développement local, par ses débats idéologiques et des marginales. Dans la période 1965-75, les pionniers de ce mouvement n'étaient pas des idéologues, ou du moins ne considéraient-ils pas comme tels, s'ils étaient porteurs d'une idéologie, c'était une bonne idéologie. Celle d'une plus grande autonomie locale pour un autre développement, pour le contrôle de son propre développement, pour « décider, vivre et travailler au pays », donner leurs chances aux lieux, rechercher l'appartenance à une communauté une sécurité devant les risques de la mondialisation...

Dans la période 1975-85, des mouvements plus profonds mais plus diffus sont apparus, notamment la reconquête du marché intérieur et de l'appareil productif local. La volonté de participer à la gestion des affaires publiques et le développement du mouvement local sont des illustrations. C'est ce qui fait dire à M. Jean-Pierre Worms que « les choses ont beaucoup évolué depuis les tentatives de développement local de la société productiviste. L'idée qu'il existe des ressources inexploitées est toujours présente, mais l'image du développement local n'est plus la même aujourd'hui. La mobilisation des potentiels locaux pour les insérer dans les réseaux économiques qui débordent du territoire ».

On a beaucoup évolué, certes, mais peut-on coller l'étiquette « Développement local » sur toutes les réalités du territoire ? N'est-ce pas le message que de dire que l'on « fait » du développement local quand on crée une situation locale où l'établissement industriel ou tertiaire dirigé par l'extérieur ? Quand on obtient une subvention et/ou un prêt pour un équipement standardisé, même si l'on a ainsi une « situation locale » ?

Il faut toujours  
parler vrai

Dans ce cas, le développement local peut être perçu comme un induit, par l'effort que fait une communauté pour valoriser son potentiel et maîtriser sa promotion, mais comme l'effort d'une déconcentration d'investissements nationaux pour un aménagement plus fin et plus diversifié du territoire. Il s'agit-là du développement localisé ou d'aménagement local, les actions réelles et verticales qui témoignent d'engagements de la puissance publique centralisée, donc de la déconcentration économique qui fut longtemps l'unique politique d'aménagement du territoire.

En attendant tout de l'Etat, on peut enrichir des intelligences, des sensibilités et des savoir-faire locaux. On décentralise les situations économiques, on laisse les leviers de développement, enfin on ne donne pas leurs chances aux lieux.

« Il faut », écrit Vidal, « Blache » siècle dernier, partir de la « terre » qu'une contrée « un réservoir » dorment des énergies dont l'emploi dépend de l'homme. » Les acteurs du développement local sont ceux qui réveillent les énergies-là. Les autres, ceux qui vivent dans la routine, perpétuent ce sommeil et privent le développement général d'une valeur ajoutée locale.

Faut-il briser un consensus tacite en s'élevant à la polysémie d'une locution ? Oui, parce qu'il faut toujours parler vrai. Parce que l'on ne peut faire bien dans la flou exceptionnelle. Parce qu'il s'agit de se transformer à partir de ses propres investissements. Parce que, source d'incertitudes pratiques et théoriques, la polysémie entretient l'incertitude et s'en nourrit. Question : sémantique ? Non : objectif de société.

Michel Naut est secrétaire général du Comité de liaison pour l'action régionale.

L'avenir au pied des tours

Il y a une semaine, à Mantes-la-Jolie, quatre tours, soit 480 logements, ont été détruites dans le quartier du Val-Fourré (le Monde daté 27-28 septembre). Assisté-t-on à une nouvelle façon de gérer l'habitat en Ile-de-France ? L'urbanisme se pratique-t-il aujourd'hui à l'aide d'explosifs ? M. Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, explique son point de vue.

Aujourd'hui, tout frappant de notre époque, on se réunit pour fêter la destruction de plusieurs tours dans une cité.

C'est une époque où la

construction du logement social en France qui est mise en accusation. Une tour détruite, la manifestation d'un échec. Faudrait-il détruire toutes les grandes tours ? Les logements sociaux ne sont-ils que des tours ? Quelles perspectives, pour beaucoup de gens, un long moment de leur vie ? Détruire implique que nous sachions et puissions mieux, à la fois, plus humaine, au plus près de la vie active, avec des nouvelles exigences de maîtrise d'environnement, de transports, de circulation, d'activités économiques, d'enrichissement culturel.

On commente trouver aujourd'hui les ressources financières nécessaires pour transformer progressivement ces cités, afin que leurs habitants ne se sentent plus des exclus ? Toutes les énergies, les talents doivent être mobilisés au service de ces quartiers, par un travail intelligent de l'espace urbain mais aussi par le développement des emplois, une amélioration de la qualité du logement public, la formation, et de l'insertion. A l'Etat d'être, le premier, exemplaire.

Alors sera-t-il plus justifié de se réunir pour fêter les premières pierres d'une cité détruite.

MICHEL GIRAUD

BLOC-NOTES

AGENDA

- Formation de l'Union départementale des districts de France, mardi 6 octobre à 18h, au siège de l'Union départementale des districts de France, 18 rue de la République, 92100 Nanterre.
- Renseignements au (16) 65-73-83-00.
- La justice et la loi.
- L'intervention des juges prévue par la loi.
- Le juge développe ? Le juge financier, civil, administratif, pénal s'il le faut, remplit-il sa mission ? Cinq juridictions s'ajoutent à la justice de paix, au tribunal de commerce, au tribunal de grande instance, au tribunal de première instance, au tribunal régional.
- Provence-Alpes-Côte d'Azur, un colloque sur la justice, à Marseille, le 11 octobre.
- Provence-Alpes-Côte d'Azur, un colloque sur la justice, à Marseille, le 11 octobre.
- Renseignements au (16) 91-76-22-00.
- Attachés territoriaux. Le syndicat national des attachés territoriaux a tenu son troisième congrès à Belfort, vendredi 9 et samedi 10 octobre. Au programme : ces journées, problèmes, ces personnes.
- Renseignements au (16) 54-74-71-85.

PUBLICATIONS

- Guide des ratios des régions 1990. La Direction générale des collectivités locales (DGL) vient de publier le « Guide des ratios des régions 1990 », qui passe au crible la situation financière des vingt-six régions, en pourcentage et en francs par habitants. Les données utilisées proviennent des administrations des régions en 1990. On notera notamment une comparaison des ratios de l'endettement des régions et leur marge de manœuvre, à la fois du potentiel fiscal, des recettes de fonctionnement et de l'annuité de la dette.
- DGCL, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.
- Le Moniteur à Lyon. Les publications du « Moniteur », du groupe CEP Communication, viennent de créer à Lyon leur première rédaction permanente en province. Ce bureau est confié à M. Pierre Deloche, qui s'appuie sur une équipe de correspondants, dans la région Rhône-Alpes, où le « Moniteur » travaille public et au bâtiment compte 553 abonnés, sur un total de 76 054. Le groupe ouvre également une librairie et parvient ainsi à un total de six emplois nouveaux. Jusqu'ici, il comptait à Lyon un bureau de deux salariés.
- Poinçonne de décentralisation rédactionnelle est engagée, depuis le mois de février, avec une nouvelle rubrique, « Le Moniteur des régions ». Elle doit se poursuivre avec la création d'antennes de même nature à Nice, puis à Lille et à Strasbourg.







*Le ministère de la culture en quête de débouchés  
pour la musique contemporaine*

A B

THEATRE INTERNATIONAL  
DE LANGUE FRANCAISE

**la Villette**  
la Villette Pte de Pantin

ESQUISSE de L'AFRIQUE

7 au 14 octobre  
**VIENNA**  
Orchestre contemporain  
Orchestre de la Neue Musik  
Cory Ebbott et Groupe Instrumental Koko  
(Bardina Passi)  
SALLE BORIS VIAN

9 au 11 octobre  
**MUSÉE**  
Orchestre contemporain  
Théâtre des Intégrités (Zaire)  
PAVILLON DU CHAROLAIS

16 au 18 octobre  
**VERITE AUX YEUX D'UNE SONNE**  
Proverbes, contes, légendes  
Groupe Pti M  
PAVILLON

LOCATION 43.28.60.97  
hors des places: 100F et 70F

Ce programme avec La Grande Halle de la Villette  
ART'QU'ART'Uppe Sonen  
Festival d'Europe des Arts de l'Europe  
KINSAISSE



## AGENDA

## THÉÂTRE

[illegible]

# CINÉMA

## LA CINÉMATIQUE

**PALAIS DE CHARLOT**  
(47-04-24-24)

**SAMEDI**  
Bravo Braccio : Verdiges (1986), de  
Laurance, 18 h 30 ; Nouve  
Métier (1986) de Valérie Sam  
30 h 30 ; L'Amour Lm (1991), de Danièle  
Dubouché, 21 h.

**DIMANCHE**  
Bravo Braccio : Le Tardiveau (1981, v.o.  
a.t.f.), de Rocco Ruffi 18 h 30 ; Les  
Amazons terribles (1988), de Danièle  
Dubouché, de 18 h 30 ; Les  
v.o. a.t.f.), de Marcel de Oliveira, 21 h.

**PALAIS DE TOKYO**  
(47-04-24-24)

**SAMEDI**  
Salle Jean Grédalion : Rétrospective  
Mario Camerini : Chénus son alibi (1960,  
v.o. a.t.f.), de Mario Camerini, 17 h ;  
Soleil et Meurtre (Programme Agnès B.,  
les Corps sauvages, v.t.), de Tony  
Richardson, 19 h ; Family Life (1971,  
v.o. a.t.f.), de Kenneth Linn, 21 h.

**DIMANCHE**  
Salle Jean Grédalion : Rétrospective  
Mario Camerini : Don Camillo et les  
contes de la (1972, v.o. a.t.f.), de  
Mario Camerini, 18 h 30 ; Salle Jean  
Grédalion : Programme Agnès B. : Centre  
Garcia dans la ville (1984, v.o. a.t.f.),  
de Richard Lantier, 19 h ; Deux Anglaises  
en (1989, v.o. a.t.f.), de Desmond  
Davis, 21 h.

**CENTRE**  
**GEORGES-POISSON**  
SALLE GARANCE (43-79-57-29)

**SAMEDI**  
Le Cinéma polonois : Quand les anges  
partent (1988, v.o. a.t.f.), de Roman  
Polanski, 14 h 30 ; Les Corps sauvages (1981,  
v.o. a.t.f.), de Roman Polanski, 14 h 30 ;  
Le Roman Polanski : Le Cousin dans l'eau  
(1982, v.o. a.t.f.), de Roman Polanski,  
14 h 30 ; Le Dibout (1938, v.o. a.t.f.),  
introduction de Marcel Wyszynski, 17 h  
30 ; L'Honneur de la (1981, v.o. a.t.f.),  
d'Andrzej Wajda, 20 h 30 ; Paysage  
après la bataille (1970, v.o. a.t.f.),  
d'Andrzej Wajda, 14 h 30 ; Histoire  
du (1982, v.o. a.t.f.), de Walerian  
Borowczyk, 17 h 30.

**DIMANCHE**  
Le Cinéma polonois : Le Saut (v.o. a.t.f.),  
d'Edward Bernatowicz, la Terre de la  
Poland (1984, v.o. a.t.f.), de Walerian  
Borowczyk, 20 h 30.

**MÉTROPOLITAIN DE PARIS**  
(47-04-24-24)

**2. Grande-Galerie,**  
porte Galt-Baschard.  
Rue de la Harpe  
(40-76-82-00)

**SAMEDI**  
La Rue : Rue de l'océan : Bande  
annonce : Dans les rues (1933) de  
Victor Trivas, Mécènes (1946) de Marcel  
Maréchal, 14 h 30 ; Rue des solitaires :  
Paris présente (1950) de Sylvain Pout  
pout, la Feu Folle (1976) de Louis Malle,  
18 h 30 ; Rue des écoliers : Bande  
annonce : Boulevard (1980) de Julien  
Duvivier, les Quatre Cents Coups (1959)  
de François Truffaut, 18 h 30 ; Rue du  
bouvier : Le Pont du Nord (1980) de  
Jacques Rivette, 20 h 30.

**DIMANCHE**  
La Rue : Rue des meurtres garçons :  
les Jours de square Saint-Lambert (1982,  
de François Truffaut, 14 h 30 ; Dans  
les rues (1933) de Victor Trivas,  
14 h 30 ; Rue de la solidarité : Eclair  
Journal, Rouge Bélier (1985) de Yves  
Berthomieu, 16 h 30 ; Cité de  
l'avenir : Le Pont du Nord (1980) de  
Jacques Rivette, la Facme de l'aviateur  
(1980) d'Eric Rohmer, 18 h 30 ; Rue  
Gla-to-cœur : Bande  
annonce : Cœur à cœur (1978) de Paul  
Chaplin, Nord et Sud (1991) de Claude  
Allerman, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVÉS**

**AGANTUL LE VISITEUR (En v.o.) :**  
Cité Beaubourg, 9 (43-71-82-38) ; Les  
Trium (Luxembourg), 6 (43-83-97-77)  
66-70-43 ; Sept Paroissiens, 14  
(43-20-32-32).

**ALBERT SOUFFRE (Fr.) :**  
(ex Feuverte), 13  
(47-07-55-88).

**ALGER (A. v.o.) :** Goumout Les  
falaises, 11 (40-26-12-12) ; Goumout  
Mérignac-Concord, 8 (43-59-82-82)  
George V, 8 (45-62-91-81)  
66-70-43 ; v.o. : Moutpans,  
2 (42-36-93-93 36-65-70-23) ; UGC  
Moutpans, 8 (45-74-94-94  
36-65-70-43).

**ALGER (A. v.o.) :** Epée de  
Bols, 8 (43-57-67-47) ; Grand Vierge,  
15 (45-84-84-88).

**LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) :**  
Cité Beaubourg, 9 (43-71-82-38) ;  
Dardur, 14 (43-21-41-01).

**ANTIGONE (Fr.-AL) :** Epée de Bols,  
8 (43-57-67-47).

**L'ARME FATALE 3 (A. v.o.) :**  
Mérignac-Concord, 8 (43-59-82-82)  
George V, 8 (45-62-91-81)  
66-70-43 ; v.o. : Moutpans,  
8 (45-74-94-94 36-65-70-43) ;  
Paroissiens Opéra, 9 (40-72-56-31)  
36-65-70-19) ; UGC,  
13 (45-84-84-88 36-65-70-43) ;  
14 (36-65-70-41) ; Clichy, 19  
(45-22-47-54).

**LES AVENTURES D'UN HOMME**  
INVISIBLE (A. v.o.) : Saint-Lambert,  
15 (43-84-84-88) ; v.o. : Chénus, 8  
(43-59-82-82).

**BALLAD OF THE SAD CAPE (A. v.o.) :**  
Images d'ailleurs, 5  
(45-57-19-09).

**BALLROOM DANCING (A. v.o.) :**  
Forum Clichy, 9 (43-43-43-26)  
(45-74-94-94) ; UGC,  
(45-44-57-37) ; UGC Biarritz, 8  
(45-82-20-40 36-65-70-81).

## LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

## OCTOBRE

« Le village de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, devant l'édifice Saint-Germain-des-Près (Arts et spectacle).

« Jardins et chapelles secrètes du quartier Moutferrat », 14 h 30, en bas de la rue Moutferrat (S. Rojan-Karn).

« Le Corbusier à Auteuil : la ville La Roche » (limité à vingt-cinq personnes), 15 heures, après midi Jean-Martin (Monuments historiques).

« L'observatoire de Meudon : présentation des instruments astronomiques », 16 heures, descriptif des cycles et accès par gare Montparnasse (Monuments historiques).

**CONFÉRENCES**

13, quai de Conti, 14 h 45 : « Pouvoirs politiques de la ville au 19<sup>e</sup> siècle », par A. C. (Académie des lettres et politiques).

## CONFÉRENCES

20. **Conférence de Cont.** 14 h 45 : « Pouvoirs politiques dans les régimes de l'Est », par A. [ ] (Académie [ ] morales [ ] politiques).







BILLET

Privé de Roquefort

Déception pour l'ex-ministre de l'agriculture : au moment de quitter la rue de Valenciennes, M. Louis Memez apprenait que, contrairement à ses vœux, le groupe laitier privé Besnier reprenait les Caves de Roquefort. La veille pourtant, à l'issue de la présentation du budget de son ministère, il avait appelé publiquement le Crédit agricole à réviser la solution proposée par Entremont, une société française dans la nébuleuse du groupe pétrolier public Elf-Aquitaine.

Cette déclaration, jugée « surprenante » par les uns ou « étonnante » par les autres, a visiblement accéléré le processus, tout en produisant un résultat inverse à celui espéré par M. Memez (le Monde du 3 octobre). Une façon de rappeler aux pouvoirs publics que toute cette affaire était entre les mains de groupes et de banques privées. La décision de céder les Caves de Roquefort a été prise au début de l'année lorsque Nestlé a lancé un raid boursier sur Pernin. D'entrée de jeu, le groupe suisse reconnaissait que Roquefort, filiale à 57 % de la firme d'eau pétillante, serait cédée et que la recherche d'un futur acquéreur incombait à la banque verte, l'autre actionnaire de ce fabricant de fromage.

Quatre dossiers étaient en lice, déposés respectivement par Bel, Bongrain, Besnier et Entremont. A l'exception de Bel, tous les autres, Crédit agricole compris, étaient des sociétés à capitaux privés. M. Memez, intervenant au nom de l'U.N.L. (Union nationale normande), le groupe coopératif de Condé-sur-Vire avait alors été acquis par Bongrain, au détriment de Besnier, qui, même s'il présentait la solution la plus efficace, était écarté par ses méthodes les 17 000 producteurs de lait de l'U.N.L. Les pouvoirs publics en position d'arbitre dans ce dossier avaient alors opté pour une logique plus politique qu'économique. C'est cette même stratégie qu'ils auraient souhaité voir primer dans le rachat de Roquefort. Mais dans ce cas précis, ils n'avaient pas leur mot à dire, s'agissant d'une cession entre groupes privés en bonne santé. Sur le cas du Larzac, l'arrivée de Besnier, déjà implanté dans la région, suscitait bien des craintes. En rendant public son désir de maintenir la cohérence de l'entreprise et en ayant le soutien du Crédit agricole, le groupe de Laval a tenté de montrer patte blanche. Mais est-ce assez pour gommer cette image du loup entrant dans la bergerie ?

DOMINIQUE GALLOIS

Selon le président de leur directoire

Les Caisses d'épargne doivent devenir un groupe financier majeur

Les congrès du groupe des Caisses d'épargne ne sont pas fréquents, celui qui vient de se dérouler à Bordeaux les 1<sup>er</sup> et 2 octobre fait suite à celui de 1987 à Strasbourg. Il s'agissait cette année pour MM. Alain Le Ray, président du conseil de surveillance, et René Barbery, président du directoire du Centre national des Caisses d'épargne (CENCEP), de prendre acte des changements considérables du réseau, de renforcer la cohésion et de fixer des objectifs communs.

« La mutation est accomplie pour l'essentiel, le groupe est solide, il faut maintenant parvenir à renforcer notre présence commerciale en mettant l'accent sur la qualité », explique M. Barbery. Les caisses d'épargne ont totalement changé de visage. En l'espace de cinq ans, le nombre de caisses régionales a été ramené de 400 à 31. Longtemps

M. Karl Otto Poehl rappelle les conditions «étranges» de l'adhésion de la Grande-Bretagne au SME

Ancien président de la Banque centrale d'Allemagne

Intervenant, vendredi 2 octobre à Deauville, M. Karl Otto Poehl, ancien président de la Bundesbank, a rappelé la «procédure étrange» suivie par la Grande-Bretagne pour son adhésion au système monétaire européen (SME) en 1990. Celle-ci s'est faite sans concertation ni sur sa date ni sur le taux de change retenu alors. Face à la crise du SME, M. Poehl se déclare partisan de la création rapide d'une union monétaire restreinte.

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

« Rien ne nous assure que la crise monétaire européenne est terminée », a déclaré, vendredi 2 octobre, M. Karl Otto Poehl, ex-président de la Bundesbank, aujourd'hui associé-à-gérance de la banque d'affaires privée allemande Oppenheim.

M. Poehl, qui intervenait à l'occasion d'une conférence réunissant les 250 cadres dirigeants de VINCI (les sociétés européennes d'assurances du groupe Vicoire) à Deauville, a exprimé l'espoir que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze soient capables, à Birmingham le 16 octobre, de «convaincre les marchés et les pouvoirs publics qu'ils maîtrisent la situation» et de donner aux investisseurs financiers des «indications précises sur la manière dont ils vont fonctionner le système monétaire européen dans le futur proche».

S'exprimant sur les critiques

émises à l'encontre de la Bundesbank, par les Britanniques notamment, M. Poehl a déclaré : « Je n'ai plus, heureusement, à défendre aujourd'hui la Buba, mais il ne faut pas lui faire porter toute la responsabilité de la situation actuelle. » L'ex-patron de la Banque centrale allemande a, en particulier, mis en cause les conditions dans lesquelles Londres avait décidé, unilatéralement en 1990, son adhésion au mécanisme de change du SME. « Un jour, M. Major m'a téléphoné pour me l'annoncer et m'indiquer le taux de change retenu », a raconté M. Poehl, estimant « la procédure étrange » pour l'entrée dans un système basé sur la concertation. « J'ai toujours pensé, a-t-il ajouté, que la Grande-Bretagne avait rejoint le SME au mauvais moment, alors que l'Allemagne était engagée dans sa réévaluation, et avec un mauvais taux de change. »

Une crise évitable

Pour le prédecesseur social-démocrate de M. Schlesinger, la crise des dernières semaines a failli provoquer la mort du SME. « Cette crise aurait pu être évitée s'il y avait eu, au niveau européen, un véritable leadership. »

M. Poehl a rappelé comment, en mars 1993, une intense concertation avait, à l'occasion d'un « combat de trois jours » dans des conditions dramatiques et avec des négociations sérieuses, conduit à un réajustement monétaire, accompagné de programmes économiques douloureux. « Ces mesures globales ont convaincu les marchés de la détermination des autorités » et

permis d'éviter une tornade spéculative comme celle que nous venons de vivre. Alors qu'à la mi-septembre, un réajustement était nécessaire et inévitable, il n'y a même pas eu de réaction des ministres des finances », a relevé M. Poehl.

Selon l'ancien président de la Bundesbank, les Douze ne doivent pas accepter les projets de changement du SME proposés par les Britanniques. Ils doivent aussi refuser le flottement généralisé des monnaies. « Ce serait une perte des acquis des années récentes et un retour vers la situation des années 70. »

M. Poehl estime que la Grande-Bretagne va rapidement constater que la sortie de la livre du SME n'accroît pas ses marges de manœuvre en matière de taux d'intérêt. En fait, il juge souhaitable aujourd'hui comme il l'avait déjà dit récemment « la constitution rapide d'une union monétaire forte mais restreinte aux pays qui y sont prêts et qui le souhaitent ». Il cite « la France, l'Allemagne, le Benelux et quelques autres ».

La création de cette union avec une monnaie et une banque centrale uniques ne doit pas attendre, selon lui, 1997 ou 1999. Elle peut être plus rapide. Il regrette cependant « les résistances politiques croissantes » qui s'expriment dans ce domaine, mais il est un argument qu'il n'accepte pas, celui selon lequel cette union restreinte conduirait à une Europe à deux vitesses. « Depuis que la livre et la lire sont sorties du SME, nous sommes déjà dans une Europe à deux vitesses », a-t-il souligné.

ERIK IZRAELWICZ

Les compagnies européennes, qui font une part beaucoup plus importante de leur trafic que les transporteurs américains sur l'Atlantique nord.

Alliance tous azimuts

Cette offensive commence à lasser les Européens. En mai, la France a dénoncé l'accord qui liait aux Etats-Unis sur la dorsale aérienne entre les deux pays. Les compagnies américaines s'adjoignent 70 % des sièges offerts, un niveau devenu inacceptable. Dernièrement, l'Allemagne a menacé de faire de même. Seule en Europe, la Grande-Bretagne a pu se ménager un accord relativement équilibré avec les Etats-Unis.

Ce protectionnisme à l'égard des Etats-Unis s'accompagne d'une recherche d'alliances tous azimuts. Mettre un pied sur un marché aussi vaste que celui des Etats-Unis, même s'il n'est guère dorénavant pour l'instant, représente un gain de survie. British Airways a racheté 44 % de la compagnie américaine US Air en juillet. La compagnie néerlandaise KLM avait déjà pris une participation dans Northwest Airlines pour 20 % des droits de vote. Enfin, Air France vient d'entrer sur la petite porte sur le marché américain en passant un accord commercial avec Air Canada, alliance qualifiée de stratégique et qui n'exclut pas des développements ultérieurs.

Les alliances visent également l'Europe de l'Est. La disparition du

La Bundesbank maintient ses taux directeurs

Vers une baisse du coût de l'argent au jour le jour

La décision prise, vendredi 2 octobre en fin de matinée, par la banque centrale d'Allemagne de ne pas réduire son taux directeur sur le marché monétaire était attendue. Immédiatement annoncée, elle n'en a pas moins affaibli une livre britannique déjà malmenée sur les marchés et qui a atteint vendredi ses plus bas niveaux historiques contre le mark à 2,4395, en baisse de 17 % par rapport à son ancien taux pivot du SME. Pour défendre la peseta, la Banque d'Espagne a relevé de 13 % à 14 % son taux d'intervention (voir nos dernières éditions du 3 octobre).

FRANCFORT

de notre correspondant

Le conseil central de la Bundesbank, réuni vendredi 2 octobre à l'occasion des festivités du deuxième anniversaire de l'unification, a fait ce que les économistes allemands prévoyaient qu'il ferait : maintenir au même niveau les taux d'intérêt directeurs.

Malgré les fortes pressions internationales, le taux Lombard reste à 9,50 % et le taux de l'escompte à 8,25 %. Pourtant, à l'intérieur de ce cadre, la Bundesbank a fait un pas important. Elle se fixe désormais comme « objectif » de maintenir les taux pratiqués concrètement sur le marché monétaire au niveau atteint ces derniers jours. En clair, il n'y a pas de baisse du cadre des taux, mais réduction à l'intérieur de ce cadre.

« Nous voulons maintenir le taux de l'argent au jour le jour à 8,5 % ou 8,9 %, comme actuellement », a expliqué le président de la Buba, M. Helmut Schlesinger. « C'est un niveau qui est de 0,6 % à 0,9 % inférieur à celui que nous avions encore début septembre. » Cette décision est une relative bonne nouvelle pour l'économie allemande, même si la Bourse de Francfort, déprimée, l'a jugée insuffisante et a faibli à nouveau pour atteindre son plus bas cours de l'année.

La nouvelle est moins bonne pour les partenaires étrangers qui auraient préféré une baisse du Lombard, le taux plafond qui a le plus de répercussion internationale. La chute de la livre, vendredi, à l'issue de la décision du maintien des taux allemands, est là pour le prouver. Mais c'est, néanmoins, un signe positif. La Bundesbank, si elle atteint son nouvel objectif, pourrait sans dommage, mettre en rapport le cadre de ses interventions avec sa pratique dans les mois à venir. Les économistes allemands estiment que la baisse pourrait intervenir à la fin de l'année ou au début de 1993.

Pour l'heure il n'en est pas question. M. Schlesinger s'est déclaré mécontent du taux de l'inflation. La hausse des prix aurait atteint 3,6 % en septembre (en rythme annuel). D'après les estimations provisoires, après 3,5 % en août. La masse monétaire augmentée de façon trop rapide (9 % en août sur un an après 8,5 % en juillet). Toutefois, le chiffre de septembre – qui sera probablement supérieur à 10 % – aura été grossi artificiellement par les achats de deutschemarks sur le marché des changes et il sera interprété comme tel par la Bundesbank.

La Buba a souligné que les taux allemands, si on ne se focalise pas sur les taux à court terme, n'étaient pas aussi élevés qu'on le dit à l'étranger. Trois pays au monde, seulement, ont des taux à long terme – ceux qui comptent pour les investisseurs – inférieurs : les Etats-Unis, le Japon et la Suisse.

A propos du différend qui oppose au Trésor britannique concernant la sortie de la livre du SME, M. Schlesinger s'est exprimé « avec engagement clair vis-à-vis de l'Europe ». La banque centrale allemande a dépensé 92 milliards de deutschemarks (plus de 300 milliards de francs) pour soutenir les autres monnaies, dont la livre, durant la crise.

ERIC LE BOUCHER

EN BREF

o M. Lang inscrit 265 millions de francs au projet de budget 1993 pour la chaîne éducative. – M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale et de la culture, a fait inscrire dans son projet de budget 1993 une provision de 265 millions de francs pour financer la création d'une chaîne de télévision éducative. Cette provision a été inscrite par mesure de précaution dans la mesure où le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ne transmet pas en novembre entre les « douze » projets candidats à la fréquence de l'ex-Cinq. Eurika, piloté par M. Jean Louis Missika, a la faveur gouvernementale.

o Restructuration d'Euro-RSCG : création de RSCG Finances. – A l'occasion de la restructuration du groupe publicitaire Euro-RSCG (Havas), deux agences de communication financière appartenant auparavant à Eurocom et à RSCG, AGP-RSCG Finances et Eurofin, ont fusionné. La nouvelle entité, baptisée RSCG Finances, emploie une cinquantaine de salariés et a un chiffre d'affaires d'environ 300 millions de francs, ce qui fait d'elle la première agence de communication financière et institutionnelle du marché. RSCG Finances est présidée par M. Paul Foata (qui était PDG de AGP-RSCG Finances), le vice-président étant M. Alain Rousselet.

o Hausse de 0,8 % des dépenses d'assurance-maladie en août. – Les remboursements de la Caisse nationale d'assurance maladie se sont élevés à 27,5 milliards de francs au cours du mois d'août, en progression de 0,8 % en un mois et de 6,3 % en un an. Selon la Caisse, cette hausse concerne aussi bien les honoraires médicaux, les prescriptions et la pharmacie, alors que les dépenses engendrées par les cliniques privées ont légèrement reculé.

INDICATEURS

ESPAGNE

o Commerce extérieur : 11,7 % de déficit supplémentaire en un an. – Le déficit de la balance commerciale de l'Espagne a atteint 284 milliards de pesetas en août (environ 13,8 milliards de francs), en augmentation de 11,7 % par rapport à août 1991. Sur les huit premiers mois de l'année, le déficit extérieur atteint 2 500 milliards de pesetas, soit l'équivalent de 120 milliards de francs. Entre janvier et août, les exportations ont progressé moins vite que les importations : + 4,3 % contre 7,8 %.

ETATS-UNIS

o Chômage : léger recul en septembre. – Le chômage a légèrement reculé aux Etats-Unis, revenant entre août et septembre de 7,8 % à 7,5 % de la population active. Cette amélioration s'explique par une contraction de la population active et non par une reprise de l'emploi : en septembre, 57 000 emplois nets ont encore été perdus. Seul signe d'amélioration : les suppressions d'emplois avaient été beaucoup plus nombreuses en août (128 000).

FRANCE

o Salaires : ralentissement de la hausse. – Le taux du salaire horaire ouvré (TSH) a progressé de 0,9 % au cours du deuxième trimestre contre 1,3 % au premier trimestre, selon les résultats définitifs communiqués par le ministère du travail. Cette décélération porte à 3,8 % le hausse du TSH sur un an pour une inflation hors tabac de 2,7 %. L'indice du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés augmente également de 0,9 % au deuxième trimestre.



هكذا من لاصل

# REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 28 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1992

## PARIS

### Trou d'air

**INDICE CAC 40**  
- 8,68%

Le trou d'air est impressionnant. Mine de rien, sans s'en rendre compte, la Bourse a perdu en cinq séances 8,68 %. Il faut remonter à octobre 1987 pour retrouver une contre-performance hebdomadaire aussi désastreuse. La secousse du 19 octobre avait provoqué, il y a cinq ans, une chute de 11,6 % des cours la première semaine, et de 7,6 % au terme des cinq semaines suivantes. Mais, à la différence de 1987, le plongeon de ces derniers jours s'est effectué dans le calme, sans panique aucune, et n'a pas provoqué de tumulte. Cette purge n'a pour l'heure rien à voir avec celle du krach boursier de 1987, mais elle n'en est pas moins troublante. Elle reflète l'extrême fragilité d'un marché sans visibilité qui, en plus, est étouffé par un niveau élevé des taux d'intérêt à court terme. En l'absence d'une détente du prix de l'argent, cet environnement rend la Bourse d'autant plus vulnérable que de nombreuses échéances politiques se préparent tant en France qu'aux États-Unis.

« Le lundi au soleil, c'est une chose qu'on n'a jamais », fredonnait un gestionnaire troublé par les déconvenues régulières que connaît la Bourse depuis le mois d'août à chaque début de semaine. Si, au cours de l'été, la tendance négative a difficilement pu être corrigée lorsque la semaine débutait

en baisse, le même phénomène semble se poursuivre et s'amplifier en ce début d'automne. Les derniers jours sont à ce titre éloquent et marquent, peut-être, une rupture. Rien n'a permis de redresser la barre d'autant que la secousse fut particulièrement forte lundi avec un recul de 3,87 %, du jamais vu au quotidien depuis un an.

Pis : la dépression se poursuivait mardi (- 2,17 %), portant à plus de 6 % la chute des valeurs en deux séances. Après une tentative de stabilisation le lendemain (+ 0,28 %), la baisse reprenait jeudi (- 0,73 %) et s'accentuait vendredi, au moment où la Bundesbank annonçait sa décision de maintenir ses taux inchangés. L'indice CAC 40 terminait en baisse de 2,36 % à 1 683,34 points, soit un niveau inférieur de 4,6 % par rapport à celui du 31 décembre 1991.

#### Un taux de report très élevé

Ce violent accès de faiblesse trouve une fois encore son origine dans la crise monétaire et dans le niveau élevé des taux d'intérêt qui décourage toute initiative. Cela s'est concrétisé sur le marché à règlement mensuel par un relèvement du taux de report à 16 1/4 % (contre 10 % le mois précédent), niveau que personne n'avait connu depuis juillet 1991 (16 1/2 %).

La report, rappelez-le, est la possibilité pour un acheteur de pro-

longer ses engagements d'un mois sur l'autre, jusqu'à la prochaine liquidation. Cette faculté doit néanmoins se payer. D'où l'institution d'un taux de report qui est déterminé en fonction des taux d'intérêt et des anticipations du marché. Vu le foyer de l'argent au jour le jour, ce taux aurait pu être encore plus assésé et dépasser les 20 %.

Mais les 16 1/4 % retenus ont déjà dissuadé de nombreux acheteurs de faire reporter leurs titres de septembre à octobre. La position de place, qui donne chaque mois une photographie du marché en recensant d'un côté les acheteurs, de l'autre les vendeurs, est à ce titre révélatrice. Certes, elle est en hausse par rapport au mois d'août - période traditionnellement creuse - mais elle représente à peine plus de deux séances quotidiennes de transactions. La position est de 4,78 milliards de francs à l'achat (contre 3,197 milliards en août) et de 2,024 milliards à la vente (contre 1,739 milliard). Le volume d'achats, supérieur à celui des ventes, laisse à penser que les opérateurs anticipent tout de même une hausse des valeurs.

La baisse importante des cours s'explique également par le solde des positions intervenu cette semaine. Les détenteurs de titres ont dû payer leurs achats, leurs reports éventuels et renouveler leurs niveaux de couverture. Il leur a fallu donc trouver des liquidités. Certains l'ont fait en vendant d'autres titres détenus en portefeuille, ce qui ne fait alors qu'amplifier le

mouvement. Sur le plan des actions, la semaine aura encore été marquée par la floraison de résultats semestriels satisfaisants pour quelques rares groupes comme le CCF ou Pernod-Ricard. Mais la tendance générale est au recul des bénéfices et parfois à l'annonce de pertes. De nouveau, cette cuve de résultats a souligné l'importance de la crise immobilière. Les pertes de la Banque Worms ont pesé sur les cours de sa maison mère, l'UAP, tout comme la chute des résultats d'Indosuez et de la Hérin a entraîné une dépréciation de Suez. Les cotations de Lucie ainsi que celles de son actionnaire principal Olipar ont été suspendues pour quinze jours. Ces sociétés de la « galaxie » de M. Christian Pellerin devraient être rapidement recapitalisées.

Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) a de son côté approuvé les conditions faites aux actionnaires du Printemps souhaitant sortir de la société avant la fusion de cette chaîne de magasins avec Pinault. Le prix retenu est de 780 francs. Le CBV a également retenu les 95 francs proposés par MMB, le futur holding du groupe Matra-Hachette, aux actionnaires minoritaires désireux de quitter cet ensemble. Les titres de la firme informatique Concept et du maître Louis Vuitton seront pour leur part redécouverts. La cote officielle continue ainsi de s'apaiser, et rien pour l'heure ne laisse espérer un renversement de tendance.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

### Déception

**INDICE DOW JONES**

- 1,53%

Wall Street a perdu une cinquantaine de points au cours de la semaine, l'essentiel des pertes étant enregistré vendredi 2 octobre, après la publication de chiffres du chômage meilleurs que prévu. Cette donnée pourtant favorable a dissipé les espoirs d'un possible assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones a terminé vendredi en recul de 1,53 % par rapport à la semaine précédente.

La Bourse new-yorkaise a connu un début de semaine lent, plusieurs investisseurs ayant déserté les places financières lundi pour la célébration du Nouvel An juif. L'activité est restée par la suite modérée en raison des incertitudes sur le résultat des élections présidentielles de novembre aux États-Unis et surtout dans l'attente de statistiques mensuelles du chômage. Leur publication vendredi a déçu les intervenants. Aussi, dans un marché calme où 188 millions de titres ont été échangés, l'indice Dow Jones a-t-il perdu 1,65 %.

Les autres statistiques publiées les jours précédents ont été peu encourageantes : recul pour le troisième mois consécutif de l'indice

de confiance des consommateurs sur l'avenir de l'économie, chute des dépenses de construction en août malgré la faiblesse des taux d'intérêt à long terme, et baisse en août des commandes industrielles. Enfin le baromètre des directeurs d'achat des grands groupes industriels est tombé sous la barre des 50 % pour la première fois depuis le début de l'année, reflétant une contraction de l'activité manufacturière américaine. Le retour de M. Ross Perot dans la course à la présidence semble avoir été négligé par Wall Street. L'indice Dow Jones du 2 octobre : 3 200,61 (c. 3 250,32).

	Cours 25 sept.	Cours 2 oct.
Alcoa	66	53
ATT	43 1/2	42 1/8
Bacard	35 3/8	35 1/8
Chase Manhattan Bank	22 1/4	22
De Pont de Nemours	47 1/8	46 3/4
Eastman Kodak	44	44 1/4
Exxon	63 1/2	63 1/4
Ford	38 7/8	37 5/8
General Electric	77 7/8	75 3/4
General Motors	32	30 7/8
Goodyear	52 1/4	51
IBM	64	63 3/8
ITT	69	67
Mobil Oil	65 3/8	64 1/4
Pfizer	74 3/8	73 3/8
Schlumberger	65 1/8	64 1/8
Tesoro	63 1/2	63
Union Carbide	113 1/2	109 3/4
United Tech.	13 3/8	12 7/8
Westinghouse	48 3/8	49
Xerox Corp.	76 3/4	76 7/8

## TOKYO

### Sous les 18 000 points

**INDICE NIKKEI**

- 5,8%

La forte appréciation du yen et des ventes de petits paquets de titres ont provoqué une baisse quotidienne des valeurs à la Bourse de Tokyo durant la semaine. L'indice Nikkei, repassant vendredi sous la barre des 18 000 points, a terminé la semaine à 17 240,07 points, en recul de 1 076,69 points (- 5,8 %) par rapport à la semaine précédente. Le volume quotidien moyen des échanges s'est contracté à 259,6 millions de titres contre 314,15 millions de titres la semaine précédente.

Lundi, le Nikkei a perdu 2,3 %, alors que la monnaie japonaise clôturait à un record de hausse de 119,65 yens pour un dollar. Le yen est donc très fort mardi, provoquant l'inquiétude des exportateurs - notamment des valeurs vedettes électroniques - qui craignent une diminution de leurs ventes à l'étranger.

Selon des opérateurs, des ventes de petits paquets d'actions ainsi que des ventes d'arbitrage de

contrats à terme ont coûté à l'indice 1,25 %. Mercredi, l'indice a enregistré une nouvelle chute de 1,97 %. Nouveau recul le lendemain, alors que les fonds publics faisaient leur entrée sur le marché (- 0,2 %). Vendredi, l'indice a encore abandonné 0,26 % alors que des rumeurs, fausses, état d'une baisse simulée des taux d'intérêt américains et japonais...

« Le marché n'avait aucun autre acheteur que les fonds publics. D'ici à la fin de l'année, le Nikkei devrait fluctuer dans une fourchette étroite entre 16 500 et 18 500 points », a estimé un opérateur. Indices du 2 octobre : Nikkei, 17 240,07 (c. 18 394,76); Topix, 1 303,14 (c. 1 371,53).

	Cours 25 sept.	Cours 2 oct.
Ajinomoto	1 370	300
Brigade	1 140	1 140
Casat	1 290	1 250
Fuji Bank	1 680	1 750
Fujitsu	1 380	1 250
Mitsubishi Electric	1 140	1 050
Mitsubishi Heavy	563	562
Sony Corp.	4 150	3 870
Toyota Motor	1 400	1 400

## Agro-alimentaire

	2-10-92	Diff.
Bouygues	3100	- 102
SN	364	- 83
Edenris Bégis	314	- 320
Promoparc B	3280	- 40
UIMH	3428	- 328
Pernod-Ricard	396,40	- 56,80
Bany-Cot (I)	188	+ 0,40
Saint-Louis	1076	- 2

(1) Coupon 4,40 F.

## Assurances

	2-10-92	Diff.
AGF	379	- 12
AXA	327	- 113
GAM	328	- 14
Groupes Vie	319	- 68
SCOR SA	813	- 2
UNP	356,10	- 71,80

## Bâtiment et matériaux

	2-10-92	Diff.
Bouygues	494	- 40
Chemin de fer	368	- 106
Cole	746	- 30
Eurochem	35,95	- 0,80
Fongro	745	- 65
GTN Europe	272,30	- 17,20
Immo. Pénis	112	- 0,10
Jean Lefebvre	800	- 60
Lafarge-Coppée	272,30	- 17,20
Palat	204	- 12,20
Saint-Gobain	803	- 67
SCE	185,30	- 11,70
Solo-Batignolles	257	- 28

## Chimie

	2-10-92	Diff.
Air Liquide	718	- 37
ELF Solut	1029	- 106
Gascogne	452,50	- 17,50
Industrie Minérale	7 450	- 40
Mitsubishi	190,10	- 14,8
Plastic Omnium	757	+ 14
Rhône-Poul. CI	830	- 20
Roussel-Uclaf	408	- 16
Synthelabo	1 085	- 6

## Consommation non alimentaire

	2-10-92	Diff.
BIC	900	- 5
Chanel	277	- 9
Carrefour	580	- 106
DNC	257,10	- 2,50
EBF	757	- 44
Emilio	392	- 0,10
Groupes André	682	- 8
L'Oréal	807	- 66
Moulinex	103	- 1
Selmon (I)	1 320	+ 28
SEB	363,50	- 8
Sommer-Albert	1 111	- 99
Yves Saint Laurent	720	- 30
Zodiac	1 080	- 61

(1) Coupon 8 F.

## Credit et banques

	2-10-92	Diff.
Comp. Bancaire	335,50	- 27,50
BNP CI	343,50	- 31,00
Credit	811	- 27
Comp. ext.	192	+ 1
CCF	182,80	- 15
CFP	810	- 81
Crédit Lyonnais	277,70	- 7,40
Crédit National	486	- 1
Société Générale	518	- 30
BOVAG	792	- 2
UFB Lussac	210	- 94
UNC	485	- 15
Vie Banque	203,90	- 1,10

## Distribution

	2-10-92	Diff.
Alcatel Sup	1 480	- 10
San Marché	480	- 28
Carrefour	2 141	- 5,90
Cafédor	144,10	- 7,30
Carrefour	410	- 18
COMET	353	- 8,80
Compt. Modernes	1 085	- 31
Dacia de France	389	- 18
Galleries Lafayette	1 250	- 18
Guyane Gas	1 358	- 22
Printemps	850	- 10
Prunelle	550	- 13

## Electricité et électronique

	2-10-92	Diff.
Alcatel-Mothem	617	- 40
CESE	343,10	+ 2,10
Interact. CP 23P	950	- 47
Labinal	580	- 11
Legend	3 810	- 520
Mitro	187,10	- 15,90
Matras-Guy	10	-
Radiorécepteur	382,50	- 37,50
Sagem	2 015	- 10
Schneider	843	- 80
Sectant Automatique	138	- 14
Thomson CSF	128,10	- 12,80

## Immobilier et foncier

	2-10-92	Diff.
Lucie	-	-
Olipar	-	-
Sellweg	287	+ 9
Euromat	513	- 25
Stap	382	- 6
Sogepar	810	+ 15
UHP	400	- 10

## Investissement et portefeuille

	2-10-92	Diff.
Bolloré	641	- 1
Cass	88,50	- 1,80
CEP	884	- 86
Euromat	1 120	- 40
Gay et Em	1 120	- 40
Marine-Wendel	272	+ 3,50
Navigation Min	708	- 18
Loiret	114,80	- 1,70
Paribas	160	- 10
Paribas	318,50	- 32,50
Paribas	222	+ 8
SPF	250	- 15
Star	229	- 32
Worms et Cie	237,50	- 1,10

## Métallurgie, mécanique

	2-10-92	Diff.
Compt. Modernes	184	- 2,50
Dessaut Aviation	369	- 2
De Dietrich	1 817	- 28
Pine-Life	275	- 9
Stap	382	- 6
Logis Industrie	280	- 4
Mitsubishi	62,50	- 4,30
Philips CI	220,30	- 34
Philips Ind.	777,80	- 10,70
Pompey SA	480	- 88
Stratex France	848	- 18
Valis	68	- 24
Vulcan	142	- 8

## Mines d'or, diamants

	2-10-92	Diff.
Anglo-American	92	- 24,10
Boliden	71,20	- 7,20
De Beers	88,50	- 8,50
Driefontein	40,10	- 6,80
Gencor	12,35	- 2,05
Goldfields	12,40	- 3,35
Hammarby	12,40	- 1,70
Saluda-Holm	18,40	- 1,70
Western Deep	87	- 10,20

## Pétrole

	2-10-92	Diff.
BP-France	87,10	- 3,40
ELF-Aquitaine	161	- 37,70
Elf-Elf	229	- 37,70
Esso	710	- 20
Géopétrole	680	- 10
Shell	205,10	- 13,90

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	25-9-92	28-9-92	29-9-92	30-9-92	1-10-92
RM	2 225 835	1 989 779	2 578 792	4 022 306	2 234 160
Comptant	28 599 021	27 693 727	19 403 943	19 669 894	28 605 203
R. et chl.	84 272	87 984	117 380	105 341	103 930
Total	30 908 128	29 771 470	22 100 115	23 797 541	30 943 283

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	25-9-92	28-9-92	29-9-92	30-9-92	1-10-92
Francophones	104,9	101,6	100,1	100,6	100,2
Etrangères	88,2	86,7	85,7	85,3	85,6

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	28-9-92	29-9-92	30-9-92	1-10-92	2-10-92
Indice gén.	481,1	468,6	463,1	471,4	464,9

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 770,26 | 1 731,93 | 1 738,73 | 1 724 | 1 683,34

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 octobre 1992

Nombre de contrats : 132 195 environ

## COURS

	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier	-	-	-
Dernier	109,24	109,82	109,80

## ÉCHÉANCES

	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier	-	-	-
Dernier	109,24	109,82	109,80

## Valuers à revenu fixe

	2-10-92	Diff.
10 % 1978	100,08	+ 0,05
4,80 % 1978	90,20	- 1,80
9 % 1979	98,80	- 0,80
10,80 % 1979	101,50	- 0,05
CNE 3 %	4901	+ 21
CNE 5 % 000 F	97	- 1
CNE 5 % 000 F	97	- 1
CNE 5 % 000 F	97,70	- 0,32

## LONDRES

### Incertitude

- 2%

Les incertitudes sur la politique économique du gouvernement britannique et les craintes que la faiblesse de la livre ne relance les pressions inflationnistes ont affaibli la tendance cette semaine au Stock Exchange. L'indice Footsie a ainsi perdu 2 %. Ce repli a été freiné par des espoirs d'une baisse des taux d'intérêt britanniques et, pour la première fois depuis plusieurs mois, par des spéculations sur le retour des OPA. Le conglomérat Trafalgar House, propriétaire notamment du Ritz de Londres et de la société de navigation Cunard, a été l'une des valeurs les plus convoitées. La firme a subi l'assaut du groupe immobilier Hong Kong Land. Celui-ci a pris une participation de 14,9 % jeudi et a lancé une offre publique pour acquérir 15 % de plus, tout en précisant qu'il n'envisageait pas de lancer une OPA dans l'année qui vient, à moins d







مركزا من لامل

20 • Dimanche 4 - Lundi 5 octobre 1992 •

# Le Monde

La préparation des élections législatives

## Vingt-quatre députés socialistes ne reviendront pas devant les électeurs

Les députés socialistes siégeant actuellement à l'Assemblée nationale et les anciens députés élus en juin 1988 doivent faire connaître leurs intentions pour les prochaines élections législatives, afin que la direction du parti sache, avant le vote des sections, de quelles circonscriptions elle peut disposer pour des négociations avec d'éventuels alliés. Vingt-quatre députés, au total, ont renoncé à revenir devant les électeurs; quelques anciens ministres ont fait de même ou hésitent.

Alors que la procédure de désignation des candidats du PS aux élections législatives est dans sa dernière phase - celle des députés sortants et des membres ou anciens membres du gouvernement qui avaient été élus députés en juin 1988 - un dixième de l'effectif actuel du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a décidé de ne pas se représenter devant les électeurs. Les députés socialistes étant deux cent quarante-huit (1), M. Alain Richard avait indiqué, le 23 septembre, au comité directeur, que vingt-cinq d'entre eux ne soli-

citeraient pas le renouvellement de leur mandat.

Quatre députés socialistes ont été élus sénateurs le 27 septembre. Il s'agit de MM. Marcel Charmant (Nièvre, 1<sup>re</sup> circonscription), Roland Huguet (Pas-de-Calais, 8<sup>e</sup>), Pierre Mauroy (Nord, 1<sup>re</sup>) et Charles Metzinger (Moselle, 6<sup>e</sup>).

Vingt autres quitteront le Palais-Bourbon à la fin de cette législature, sans tenter d'y revenir pour la suivante. Ce sont MM. Robert Anselin (Nord, 6<sup>e</sup>), Jean-Michel Belorgey, président de la commission des affaires sociales (Allier, 4<sup>e</sup>), Serge Beltrame (Vosges, 4<sup>e</sup>), Pierre Bernard (Tarn, 1<sup>re</sup>), André Clerf (Deux-Sèvres, 1<sup>re</sup>), Georges Collin (Marne, 2<sup>e</sup>), André Delchède (Pas-de-Calais, 2<sup>e</sup>), Freddy Deschaux-Beaume (Eure, 5<sup>e</sup>), Claude Ducet (Haute-Garonne, 3<sup>e</sup>), Marcel Garrouste (Lot-et-Garonne, 3<sup>e</sup>), Jean Giovannelli (Morbihan, 6<sup>e</sup>), M<sup>me</sup> Marie Jacq (Finistère, 4<sup>e</sup>), MM. Jean Laborde (Gers, 1<sup>re</sup>), Pierre Lagorce (Gironde, 9<sup>e</sup>), Michel Lambert (Orne, 3<sup>e</sup>), Robert Le Roll (Seine-et-Marne, 6<sup>e</sup>), Pierre Métais (Vendée, 5<sup>e</sup>), Marcel Mocœur (Haute-Vienne, 3<sup>e</sup>), M<sup>me</sup> Christiane Mora (Indre-et-Loire, 3<sup>e</sup>) et M. Jean Oehler (Bas-Rhin, 3<sup>e</sup>). En outre, MM. Jacques Huyghe des Etages (Nièvre, 2<sup>e</sup>) et Jean-Pierre Pénicaud

(Landes, 2<sup>e</sup>) hésitent, tandis que M. Julien Dray (Essonne, 10<sup>e</sup>) entre-

tient le mystère sur sa décision.

### M<sup>me</sup> Cresson hésite

Plusieurs socialistes, élus députés en juin 1988 et entrés dans le gouvernement de M. Michel Rocard ou dans celui de M<sup>me</sup> Edith Cresson, ont quitté leur portefeuille sans revenir devant leurs électeurs. Seuls M. Jean-Pierre Chevènement, dans le Territoire de Belfort, et M. Claude Evry, en Loire-Atlantique, se sont représentés, à la faveur de la démission de leur suppléant, et ont été réélus. Douze autres anciens membres du gouvernement n'ont pas cherché à reprendre leur siège à l'Assemblée, qui est toujours occupé par leur suppléant, mais ils peuvent, selon la volonté de désignation exprimée par le PS, faire valoir leurs droits de «sortants». Deux d'entre eux ont renoncé à le faire: MM. Louis Besson (Savoie, 1<sup>re</sup>) et Jean Poperey (Rhône, 13<sup>e</sup>). Trois autres hésitent: M<sup>me</sup> Cresson (Vienne, 4<sup>e</sup>), M<sup>me</sup> Philippe Marchand (Charente-Maritime, 4<sup>e</sup>) et Alain Vivien (Seine-et-Marne, 9<sup>e</sup>).

Parmi les élus de 1988 qui ont renoncé à revenir devant les électeurs, MM. Besson, Huguet, Laborde, Mauroy et Poperey étaient

entrés à l'Assemblée nationale en mars 1973 et avaient été constamment réélus depuis. M. Garrouste et M<sup>me</sup> Jacq avaient été élus pour la première fois en mars 1978; M<sup>me</sup> Belorgey, Beltrame, Colin, Deschaux-Beaume, Giovannelli, Lambert, Le Roll, Métais, Metzinger, Mocœur, M<sup>me</sup> Mora, M. Oehler, en juin 1981; M. Clerf, en mars 1986; M<sup>me</sup> Anselin et Ducet, en juin 1988. MM. Delchède et Bernard, élus comme suppléants, étaient devenus députés à la suite du décès du titulaire, le premier en 1975, le second en 1980. M. Charmant était devenu député, en juillet 1988, en remplacement de M. Pierre Bérégovoy, entré au gouvernement.

Le plus ancien des députés socialistes qui mettent fin à leur carrière au Palais-Bourbon est M. Lagorce, âgé de soixante-dix-huit ans et élu, sans discontinuer, en Gironde, depuis mars 1967.

PATRICK JARREAU

(1) Trois députés socialistes ont quitté le groupe et se sont présentés en tant que indépendants: MM. Jean-Michel Boucheron (Charente), M. Jean-Marie Cambachère (Gard) et Yves Vidal (Bouches-du-Rhône).

A l'appel des principales centrales syndicales

## Des centaines de milliers d'Italiens ont manifesté contre la politique d'austérité

Après des semaines de protestations contre les réductions de dépenses envisagées par le gouvernement de M. Giuliano Amato, dans le cadre du projet de budget pour 1993, plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté, vendredi 2 octobre, dans toute l'Italie, à l'appel des centrales syndicales, qui ont lancé un mouvement de grève nationale de six heures dans les services publics pour exprimer leur refus des mesures d'austérité. La grève a provoqué une paralysie des services publics: bureaux de poste fermés, trains arrêtés, transports urbains bloqués, aéroports congestionnés.

### Incidents violents

A Rome, la manifestation organisée par les syndicats CGIL (ex-communiste et socialiste), CISL (démocrate-chrétien) et UIL (socialiste) a coïncidé avec une grève générale régionale touchant d'autres catégories de personnes. Environ cent mille personnes ont manifesté dans les rues de la capitale. Certains militants critiques à l'égard de l'attitude, trop conciliante à leurs yeux, des dirigeants syndicaux, ont perturbé le déroulement des manifestations.

Des incidents ont éclaté avec des «autonomes» en divers endroits de

la ville. La police est notamment intervenue sur la place San-Giovanni, lorsqu'un groupe de militants a tenté d'interrompre les orateurs confédéraux, en lançant des boîtes de conserves et des pommes de terre contre le service d'ordre. Une vingtaine de personnes blessées dans ces affrontements ont été hospitalisées. La police a annoncé avoir procédé à plus de cent arrestations. De nombreuses barres de fer et gourdins ont été saisis.

Le ministre du trésor, M. Piero Barucci, a souligné vendredi l'urgence d'une approbation parlementaire du budget 1993 qui permettra le retour de la lire dans le système monétaire européen (SME), condition, selon lui, du succès de la politique économique annoncée. - (AFP, Reuters.)

■ SRI-LANKA: treize soldats tués par des Tigres tamouls. Les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) ont attaqué, vendredi 2 octobre, le camp de Kadakadu, dans la péninsule d'Elephant Pass au nord de l'île, tuant treize soldats et en blessant quinze autres, ont annoncé des sources militaires sri-lankaises. Les indépendantistes tamouls auraient tué eux aussi des pertes élevées. - (AFP, UPI.)

En Nouvelle-Calédonie

## Vive altercation entre «loyalistes» au Congrès du territoire

NOUMÉA

(correspondance)

La victoire à l'arraché, aux élections sénatoriales, de M. Simon Loueckhote (RPR), qui n'a devancé que de quatre voix M. Rock Wamytan (FLNKS) (1) a donné lieu, lundi 28 septembre, au Congrès du territoire, à des débordements verbaux qui entachent quelque peu le climat consensuel qui prévaut en Nouvelle-Calédonie depuis la signature, en juin 1988, des accords de Matignon. En effet, des dirigeants du RPR ont injurié deux élus issus de l'aile droite de la mouvance «loyaliste», MM. Bernard Marant et Justin Guillemard, accusés d'avoir apporté leurs voix, au second tour, à M. Wamytan par hostilité au parti que préside M. Jacques Lafleur, député RPR.

MM. Marant et Guillemard avaient activement soutenu au premier tour la candidature de M. Dick Ukeiwi, sénateur sortant, écarté par la commission d'investiture du RPR. Les soupçons

qui pèsent sur leur attitude du second tour leur ont valu un procès en «forfure» de la part de proches de M. Lafleur. Dans une encense électrique, M. Guillemard, qui fut en son temps un activiste anti-indépendantiste populaire dans les villages caloches de la côte ouest, a même failli en venir aux mains avec M. Guy George, élu du Front national et solidaire du RPR en la circonstance. M. Marant, lui, a vu son véhicule détérioré sur un parking de Nouméa. Leur acte commun de dissidence n'aurait qu'une valeur anecdotique s'il n'exprimait une irritation croissante d'une frange de la population européenne face au système bégémonique mis en place par M. Lafleur dans la province Sud.

De leur côté, les indépendantistes ont manifesté leur étonnement de se découvrir à ce point indésirables en dépit de la réconciliation scellée par les accords de Matignon. Le bureau politique du FLNKS s'est déclaré, mardi 29 sep-

tembre, «scandalisé» par les injures proférées au Congrès du territoire à l'encontre de MM. Marant et Guillemard. Il a exprimé sa «crainte que les accords de Matignon n'aient été qu'un prétexte pour certains et que tout le reste ne soit qu'hypocrisie». Le parti libération kanak socialiste (LKS), dirigé par M. Nidoish Naiselina, qui avait soutenu la candidature de M. Wamytan, a affirmé, pour sa part, que «l'image dégradante que le RPR a des indépendantistes n'a pas pris une ride».

Embarassé par les excès de comportement de ses lieutenants, mais se refusant à les désavouer publiquement, M. Lafleur a soutenu dédramatiser ces incidents d'après-scrutin. «Je ne crois pas, a-t-il déclaré, que le processus démarré au moment des accords de Matignon soit remis en question».

(1) Le FLNKS a déposé un recours en annulation en raison de l'utilisation de votes par procuration lors de la désignation des grands électeurs.

Les réactions au retour de M. Soisson

## Le PR parle de «reniement» et M. Julien Dray (PS) d'une «faute»

Le RPR s'est étonné, vendredi soir 2 octobre, du retour de M. Jean-Pierre Soisson au gouvernement en affirmant: «La capacité d'indignation du gouvernement socialiste est décidément à géométrie variable. En effet, on se souvient que M. Jean-Pierre Soisson, élu à la présidence de la région Bourgogne avec l'appui de voix du Front national, avait été sommé par M<sup>me</sup> Edith Cresson de choisir entre son poste de ministre et celui de président de région. M. Soisson avait préféré quitter le gouvernement. Le voilà de retour dans le gouvernement de M. Bérégovoy, mais il n'est plus question pour lui de quitter la région. De même, le Parti républicain a estimé qu'il n'y a pas eu de reniement, mais seulement un retour à la normale, après la nomination de M. Gérard Longuet, le retour de M. Soisson comme ministre achève de discréditer un gouvernement usé jusqu'à la corde. Transfuge et subterfuge ne font pas une politique, a ajouté le PR dans un communiqué. En effet, Jean-Pierre Soisson ne doit sa notoriété - toute relative - qu'aux chapes successives marquées par le reniement. Il est passé du camp des libéraux au camp des socialistes pour finalement se faire élire à la présidence de la région Bourgogne avec les voix du Front national. Cette nomination révèle aujourd'hui l'impuissance de ceux qui nous gouvernent à présenter autre chose que des replâtrages incongrus».

Le premier à critiquer le retour au gouvernement de M. Soisson a toutefois été un socialiste en la personne de M. Julien Dray, député de l'Essonne et animateur de la Gauche socialiste, qui a déclaré: «La nomination de M. Jean-Pierre Soisson au gouvernement est une faute. L'homme n'est pas en cause, mais la manière dont s'est déroulée son élection à la présidence de la région Bourgogne l'est. C'est d'ailleurs ce qui avait été très bien souligné à l'époque par le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, et le premier secrétaire du Parti socialiste. Les maires ont beau avoir passé le trouble qui s'était exprimé ne s'est pas dissipé».

## Démission du secrétaire national des Verts

M. Guy Cambot, qui assurait depuis quatre ans les fonctions de secrétaire national des Verts, a écrit, vendredi 2 octobre, au collège électoral de son mouvement, pour lui faire part de sa démission de ce poste, en dénonçant le rejet par les Verts des propositions d'alliance électorale faites récemment par le Parti socialiste. M. Cambot, qui est âgé de soixante-cinq ans et qui est l'une des figures historiques des Verts, rappelle, dans sa lettre, que la motion de rapprochement avec le Parti socialiste et le centre gauche qu'il avait présentée lors du conseil national de son mouvement, est restée à Saint-Nazaire, a été rejetée (elle n'avait obtenu que 21 % des voix). «La politique consistait à maintenir dans tous les cas, au second tour, un candidat écologiste unique, écrit-il, organisant l'anéantissement de la gauche française, sans égard pour les Verts, au bénéfice de la droite traditionnelle».

■ Démission du maire d'Ingrandes (Vienne). - Après le rejet, intervenu le 10 juillet dernier, du pourvoi en cassation déposé à la suite de sa condamnation pour ingérence, prononcée le 1<sup>er</sup> mars 1991 (le Monde du 6 mars 1991) par la cour d'appel de Limoges, M. Michel Montenay (RPR), maire d'Ingrandes vient d'adresser sa démission au préfet de la Vienne. Condamné à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 10 000 F d'amende, et interdit «à vie d'exercer une fonction publique», M. Montenay était maire depuis 1977. - (Corresp.)

Conséquence de l'alliance entre les deux constructeurs

## Volvo et Renault construiront une voiture en commun

STOCKHOLM

de notre correspondante

L'alliance entre les constructeurs automobiles Volvo et Renault se précise. A Göteborg, vendredi 2 octobre, la firme suédoise a annoncé qu'elle allait développer une nouvelle voiture avec son partenaire français. Ce sera un véhicule haut de gamme de la classe de la série des Volvo 900 et, en France, de la Safrane qui devrait commencer à être produit vers la fin de la décennie.

Il ne s'agit toutefois pas d'un modèle identique aux deux marques, comme cela a été dans un premier temps interprété en Suède, mais d'un véhicule décliné par Volvo et Renault autour d'une plate-forme, d'un moteur et d'une boîte de vitesses communs. L'opération, du même type que celle engagée par différents constructeurs étrangers, permettra avant

tout de réduire significativement les coûts de recherche, de développement et de production ainsi que le temps de construction et les délais de livraison. Sans dire exactement à combien ces économies se chiffrent, Volvo a parlé de «plusieurs milliards de couronnes» (autant de francs français) pour chacun des partenaires.

Ce nouveau pas dans le rapprochement de l'alliance et la création de synergies ne pourront se faire sans une certaine restructuration administrative. C'est ainsi que les secteurs achut et qualité de Volvo et de Renault fusionneront, avec chacun à leur tête un directeur français et son adjoint suédois, tandis que la responsabilité globale de l'opération est confiée à un Suédois M. Sten Wedin, secondé par un Français, M. Michel Jullien.

FRANÇOISE NIÉTO

A la tête de Total depuis février 1990

## M. Serge Tchuruk désigné «Manager européen de l'année»

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'issue d'une consultation menée auprès de deux cents analystes financiers internationaux, le magazine américain *Financial World* (500 000 exemplaires) a désigné M. Serge Tchuruk, président de Total, le titre de «Manager de l'année» pour l'Europe. M. Masanari Iketani, président japonais de Tokyo Steel Manufacturing Co Ltd, a été élu de son côté «Manager de l'année» pour l'Asie.

Dans son numéro à paraître le 13 octobre, la revue économique, la plus ancienne des Etats-Unis puisqu'elle a été créée en 1902 - consacre une étude à la façon dont Total, qui, selon un spécialiste britannique, était encore, il y a cinq ans, «probablement l'un des grands groupes pétroliers européens les plus mal en point», est devenu

une entité dont le bénéfice d'exploitation a grimpé de 39 % en 1991, et dont la capitalisation boursière atteint les 10 milliards de dollars.

Pour les analystes, ce redressement est à mettre au crédit de M. Tchuruk qui, après avoir passé une quinzaine d'années chez Mobil et une décennie dans la chimie, notamment à la présidence d'Orkem (ex-Charbonnages de France), a opté pour le retour au pétrole en février 1990. Avec succès, jusqu'à l'annonce des résultats plutôt décevants du premier semestre 1992 qui, toutefois, ne semblent pas avoir modifié l'opinion des analystes sur l'ancienne Compagnie française des pétroles (CFP). Ceux-ci n'hésitent pas à sortir déjà le titre Total de la catégorie des sociétés «en redressement» pour le faire figurer dans la liste des «valeurs de croissance».

S. M.

SOMMAIRE	
DATES	
Il y a vingt ans: un génocide sélectif au Burundi.....	2
ÉTRANGER	
La confédération de l'ex-Yugoslavie: M. Bush demande à l'ONU d'intervenir dans l'espace aérien bosniaque à l'aviation serbe.....	3
Georgie: les combats s'intensifient en Abkhazie.....	3
Lois des capitales: Burtala ou la kermesse du président.....	4
Le Conseil de sécurité autorise la saisie d'une partie des avoirs irakiens à l'étranger.....	5
Brazil: le président par intérim a pris ses fonctions.....	5
POLITIQUE	
Le remaniement du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy.....	6 et 7
L'élection de M. René Monory à la présidence du Sénat.....	8
Les livres politiques: «Si ce n'est pas vrai...», par André Laurens.....	7
SOCIÉTÉ	
Viol sans huis clos aux assises de Meurthe-et-Moselle.....	9
Sports: le retour des Springboks en France.....	9
Les crédits consacrés à la recherche en augmentation de plus de 5 %.....	10
Les armées françaises perdront 22 400 emplois en 1993.....	10
HEURES LOCALES	
Les privatisations de M. Carignon.....	La nouvelle génération des
Abonnements..... 2	
Carnet..... 16	Météorologie..... 16
Mots croisés..... 16	Jeux..... 16
Jeux..... 16	Jeux..... 16
Jeux..... 16	Jeux..... 16
La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM	
Ce numéro comporte un cahier «Radio-télévision»	
Le numéro du «Monde» daté 3 octobre 1992 a été tiré à 491 175 exemplaires.	



12.000 photos  
le gouvernement de M. Bérégovoy  
élections 92: la nouvelle composition des régions et départements  
le conseil municipal des villes de + de 100.000 habitants

2 TOMES  
National (Tome I) parution juillet 92 551,95 TTC (franco de port)  
Régional (Tome II) parution septembre 92 551,95 TTC (franco de port)

OFFRE SPÉCIALE les 2 tomes 999,95 TTC

**LE TROMBEUR**  
Service Diffusion  
18/20 rue Guyonnet 92441 Issy-les-Moulineaux cedex  
Tél. (1) 40 95 8600 - Fax (1) 40 95 18 81

**RAYONNAGES**  
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R.M. LENOY, fabricant - 285, av. de la Mairie, 75014 Paris. Tél. 46 46 57 40.